

LA
SÉCULARISATION DES PERSONNES

D'APRÈS

LA LOI ET LA JURISPRUDENCE

THÈSE DE DOCTORAT ÈS-SCIENCES JURIDIQUES

PAR

M. Antoine ACHARD

Nous admettons absolument que les membres d'une congrégation non autorisée qui a été dissoute et qui n'appartiennent plus à la congrégation recouvrent leur capacité d'enseigner s'ils sont réellement sécularisés. Ils ont à cet égard le droit de tous les citoyens.

(M. Emile Combes, séance du Sénat du 21 juin 1901. *Journal Officiel* du 22, page 996.)



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUST. FIRMIN, MONTANE ET SICARDI
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1906

THÈSE

DE DOCTORAT ÈS-SCIENCES JURIDIQUES

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT

LA
SÉCULARISATION DES PERSONNES

D'APRÈS

LA LOI ET LA JURISPRUDENCE

THÈSE DE DOCTORAT ÈS-SCIENCES JURIDIQUES

PAR

M. Antoine ACHARD

Nous admettons absolument que les membres d'une congrégation non autorisée qui a été dissoute et qui n'appartiennent plus à la congrégation recouvrent leur capacité d'enseigner s'ils sont réellement sécularisés. Ils ont à cet égard le droit de tous les citoyens.

(M. Emile Combes, séance du Sénat du 21 juin 1901. *Journal Officiel* du 22, page 996.)



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GUST. FIRMIN, MONTANE ET SICARDI
Rue Ferdinand-Fabre et Quai du Verdanson

1906

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémond, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Glaize, professeur de Procédure civile, chargé des cours des Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Droit civil approfondi.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur-adjoint, chargé d'un cours d'Economie politique et du cours d'Histoire des doctrines économiques.

Porte, agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique.

Gidel, chargé de cours de Droit constitutionnel.

Rochette, secrétaire.

Laurens, professeur honoraire.

Giraud, secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Meynial, *président*.

Charmont,
Laborde, } *assesseurs*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

MEIS ET AMICIS

A. ACHARD.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA SÉCULARISATION DES PERSONNES

D'APRÈS

LA LOI ET LA JURISPRUDENCE

INTRODUCTION

La sécularisation, hier encore ignorée du vulgaire et dont l'étude ne dépassait pas l'enceinte des facultés de théologie, au programme desquelles elle figurait, est aujourd'hui tombée dans le domaine public, devenant en même temps la plus palpitante des actualités.

Sa puissance sur l'opinion publique qu'elle passionne, sa célébrité, même parmi la foule, tiennent uniquement à des raisons politiques. Car la sécularisation actuelle, remarquable surtout par sa fréquence, est le résultat de la loi du 1^{er} juillet 1901, or, depuis longtemps, aucune loi n'eut un caractère aussi nettement politique.

Son vote est un épisode de la lutte engagée par le

pouvoir temporel contre le pouvoir spirituel ; il est une étape, la dernière, avant la séparation définitive ; en l'adoptant, nos législateurs se sont proposé d'affaiblir l'Eglise par la suppression des ordres religieux, ses auxiliaires les plus puissants (1). Cette loi, en effet, a été principalement dirigée contre eux.

Tandis que, aux simples associations, même religieuses, elle accorde un régime de liberté et de faveur, elle traite les congrégations avec une extrême rigueur (2).

(1) Nous n'avons pas à nous dissimuler, nous républicains anticléricaux et libres penseurs, la désillusion des électeurs qui avaient cru, aux élections dernières, que la simple application de la loi de 1901 assurait la disparition de l'enseignement des congrégations et qui avaient pensé que la sanction additionnelle votée par la loi de 1902 était suffisante pour empêcher la réouverture des établissements fermés.

C'est contre cette illusion que nous avons réagi dès la première heure en invitant les républicains à aborder sans retard le véritable problème des lois sur l'enseignement et le lien concordataire qui fait du catholicisme romain une institution publique privilégiée et budgétaire dans la République. (Discours de M. Hubbard, séance de la Chambre du 22 juin 1903, *J. Off.* du 23.)

(2) Je demande s'il est quelqu'un dans cette Chambre qui ait cru un seul instant que la loi de 1901, en tant qu'elle vise les congrégations, est une loi de liberté.

En m'exprimant ainsi, je ne fais pas autre chose que de répéter ce que je déclarais au Sénat quand j'ai pris la

Désormais, toute congrégation, qu'elle se fonde postérieurement à 1901 ou que, à cette date, elle compte déjà une longue existence, est illicite si elle n'a pas été autorisée. Celles donc qui, non reconnues déjà, vivaient sous un régime de tolérance presque séculaire, eurent à opter, pour se soumettre aux prescriptions légales, entre les trois moyens suivants : d'abord, la demande d'autorisation, mais l'avenir devait démontrer que ce n'était qu'un moyen dilatoire. Bientôt, à la suite d'un refus systématique, se posa, à nouveau, pour elles, l'alternative douloureuse de l'exil ou de la dissolution. Une multitude de religieux, les uns par nécessité, leur congrégation ne pouvant essaimer à l'étranger, les autres trop attachés à la terre de France pour la quitter, choisirent ce troisième procédé et se sécularisèrent. Et une fois dégagés de leurs liens, ils crurent pouvoir diriger leur activité vers l'enseignement libre, où les appelaient déjà leurs préférences, souvent aussi la nécessité de gagner leur vie. Ils demeurèrent donc instituteurs et même fréquemment conservèrent leur place.

parole pour la première fois. Je disais : La loi de 1901 est une loi de liberté pour les associations, elles trouveront dans cette loi une liberté qu'elles n'ont jamais connue ; mais ce n'est pas une loi de liberté pour les congrégations. (Discours de M. le Garde des Sceaux, séance de la Chambre du 22 juin 1903. *J. Off.* du 23.)

Ces changements, très minimes en apparence, devaient fatalement éveiller certains soupçons, faire naître le doute et, par voie de conséquence, amener un véritable déchaînement de l'action publique qui, faisant de nombreuses victimes, ne passa point inaperçu.

Depuis lors, le temps a accompli son œuvre de calme et d'apaisement ; à mesure que s'est éloigné le fait lui-même de la sécularisation, on a oublié le congréganiste pour ne plus voir que le laïc. La réalité et la sincérité des sécularisations ont plaidé la cause devant l'opinion ; celle-ci devenant plus favorable, a facilité la tâche de la défense.

Actuellement la légende de la sécularisation perpétuant l'œuvre congréganiste, a vécu.

Enfin, tout récemment, la loi d'amnistie est venue officiellement prêcher l'oubli et accorder le pardon.

Il nous paraît inutile d'insister davantage sur les raisons qui ont permis à notre sujet d'acquérir une trop vivante actualité. Après une énumération des actes assez distincts auxquels on a donné ce nom, nous étudierons dans un premier livre la sécularisation devant la loi, nous demandant : si notre droit français la tolère, si les lois récentes ne viennent pas restreindre la liberté sur ce point.

Dans la seconde partie de cet ouvrage, nous ferons effort pour dégager de l'amas confus des décisions judiciaires quelques principes généraux, quelques

règles désormais incontestées en matière de sécularisation.

Enfin, dans un appendice, nous étudierons la situation faite par la loi au religieux qui, sans avoir brisé les liens le rattachant à son ordre, évite avec soin de faire acte de congréganiste.

PROLÉGOMÈNES

DE LA SÉCULARISATION EN GÉNÉRAL

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

DIFFÉRENTS SENS QUE L'ON A DONNÉS A CE NOM

Le mot sécularisation s'est appliqué, suivant les époques, à des choses fort différentes ! Sécularisation, par exemple, l'acte de Charles Martel livrant des bénéfices ecclésiastiques à titre de récompense aux plus vaillants de ses compagnons d'armes. Sécularisation également, les transformations moins complètes, ayant pour unique objet d'attribuer au clergé séculier certains biens primitivement destinés à l'entretien des réguliers.

Sécularisation encore, la rupture des liens unissant le religieux à une congrégation. A cause de cette multiplicité d'applications et pour englober toutes les

espèces, nous adopterons la division des anciens auteurs canoniques ; et nous dirons avec Guy de Rousseau de Lacombe (1) « que les sécularisations sont réelles ou personnelles » ; les premières concernent les personnes des religieux, les secondes visent les bénéfices. Et comme, à son tour, chacune de ces deux subdivisions s'est appliquée à des actes dont les effets ont été plus ou moins absolus, pour nous conformer à l'usage, nous les prendrons l'une et l'autre dans un sens large et un sens strict.

(1) *Recueil de Jurisprudence canonique* MDCCLV, v^o sécularisation.

CHAPITRE II

DE LA SÉCULARISATION RÉELLE LATO SENSU

§ 1. — DÉFINITION

La sécularisation réelle dans son sens large a pour but de soustraire complètement à leur affectation religieuse des biens appartenant au clergé. De par la volonté souveraine du prince, l'église, le monastère ou l'abbaye perdent leurs droits sur le bénéfice qui est ainsi sécularisé ; ces droits passent sur la tête d'un laïc qui en jouit et le plus souvent peut en disposer, en qualité de légitime propriétaire.

§ 2. — LA SÉCULARISATION SOUS CHARLES-MARTEL

Pour citer l'exemple le plus fameux de ce procédé, il nous faut remonter, dans nos annales, jusqu'à cette transition unique dans l'histoire, où sans troubles, sans révolution, presque normalement, la dynastie des Mérovingiens, représentée par les rois fainéants, tombe dans l'impuissance et s'éteint, laissant le pouvoir d'abord, le trône ensuite aux Carlovingiens. A cette épo-

que, qui fait suite à la mort de Pépin d'Héristal, le Nord et le Midi tentent un coup décisif contre la puissance naissante des Maires du palais. Le jeune Charles Martel, qui porte avec lui toutes les espérances et la fortune du monde civilisé, se voit dans la nécessité de livrer combat sur toutes les frontières menacées. A peine a-t-il repoussé le rude assaut donné par les peuplades coalisées de la Germanie et les a-t-il mises en complète déroute, qu'on le voit, en Aquitaine, aux environs de Poitiers, briser le flot impétueux des hordes musulmanes victorieuses de l'Afrique et de l'Espagne et arrêter pour toujours la marche envahissante du fléau. L'extrême mobilité des troupes sarrazines, composées presque uniquement de cavaliers, amena le vainqueur d'Abdérame à opérer une véritable révolution dans la tactique militaire en substituant la cavalerie à l'infanterie comme élément essentiel de l'armée. D'autre part, les attaques incessantes des barbares germaniques firent sentir la nécessité de fortifier les frontières en établissant « des confins militaires » destinés à éviter les surprises, à pacifier les pays récemment conquis.

Ces deux innovations : accroissement de la cavalerie (1), garde de territoires (2), eurent l'une et l'autre

(1) Pour entretenir des chevaux il faut avoir des pâturages à sa disposition. Cf. Brünner : *Forschungen*, pp. 62-74.

(2) *Un capitulaire de 821*, c. IV, dans Boretius, I, p. 300,

tre pour conséquences d'amener Charles Martel à faire d'énormes distributions de terres (1). Or, il les prit là seulement où il pouvait les trouver, dans le patrimoine des églises.

Il déposa en foule évêques et abbés, distribuant aux siens évêchés et abbayes. Hugues, son neveu, reçut les évêchés de Paris, Rouen, Bayeux, les abbayes de Fontenelle et de Jumièges (2). L'église de Reims perdit le domaine de Sparnacum (Epernay), qu'elle ne devait recouvrer qu'un siècle plus tard, sous le règne de Louis le Pieux (3). Les églises de Verdun (4) et de Toul (5) furent également spoliées. L'abbaye de St-Evre passa aux mains du comte Odoard, l'un des leudes favoris (6). D'autres laïques reçurent les monastères

parle des vassaux royaux « *qui ad marcam nostram constituti sunt custodiendam* ».

Les Annales *regni Francorum* nous montrent des Francs installés dans des châteaux pour contenir les Aquitains et les Saxons (a-766 et 767 édit. Kurze, p. 24 et 44) ; les custodes gardent contre les Normands les côtes de Flandre, (a) 820, p. 153.

(1) Voir études de Brünner, *Forschungen*, et le résumé donné par Guilhaume, *Origines de la Noblesse*, p. 97 et suiv.

(2) Rambaud et Lavisce, *Histoire générale du sixième siècle à nos jours*, t. I, les Origines, p. 280

(3) Digot, *Histoire du royaume d'Austrasie*, t. IV, p. 159.

(4) *Episcoporum verdunensium gesta*. Parslat, t. CXXXII, col. 513-514.

(5) Benoit Picard, *Histoire de Toul*. Preuves, p. 1 à 3.

(6) Id., p. 275.

res de Moyen-Moutier, de Sénones et de Saint-Dié (1). Après sa victoire de Poitiers, au lieu de rendre aux églises, aux abbayes les territoires dont les Sarrazins les avaient dépouillées, Charles Martel s'en attribua à lui-même la répartition et les partagea, comme des épaves, entre ses leudes et ses compagnons d'armes.

L'historien Adon déplore le sort des églises de Lyon et de Vienne, dont les biens ont été mis à sac par le vainqueur d'Abdérame. « *Vastata et dissipata Viennensi et Lugdunensi provincia, aliquot annis sine episcopis utraque ecclesia fuit ; laicis sacrilege et barbare res sacras ecclesiarum obtinentibus* » (2). De semblables lamentations remplissent les chroniques des différents diocèses. Rudement atteinte par ces spoliations (3), l'Eglise ne cessa d'élever des plaintes énergiques, et sous Pépin et Carloman obtint enfin une satisfaction partielle. L'an 743, en effet, le synode de Leptines mit un terme à ces confiscations que, d'un commun accord, en vue de l'apaisement général, on consentit à appeler au moyen d'un ingénieux euphémisme : une sécularisation.

Nous connaissons les résultats des délibérations

(1) Darraş, *Histoire universelle de l'Eglise*, t. XVII passim.

(2) Ado, *Chronicon*, pars. lat., t. CXXXII, col. 122.

(3) Roth, *Beneficial wesen*, cité par Glasson, Esmein.

par les canons de ce synode (1) et par un capitulaire (2) qui l'a législativement consacré. Cet acte, émané du pouvoir royal, après avoir reconnu l'impossibilité actuelle de restituer, dispose : que les détenteurs de ces biens les auront dorénavant, à titre précaire (3), des églises ou monastères précédents propriétaires, moyennant un cens annuel très minime. A la mort du bénéficiaire s'effectuera le retour pur et simple à l'Eglise, à moins que les nécessités n'obligent le pouvoir à faire de nouvelles concessions. Cette dernière et habile restriction, heureusement servie par les guerres incessantes des premiers Carlovingiens, qui préparaient à Charlemagne, d'une manière plus ou moins inconsciente, le vaste empire d'Occident, permet de ne pas exagérer les restitutions. Aussi, pouvons-nous dire que la plupart des bénéfices (4) demeurèrent pour toujours entre des mains

(1) Concile de Leptines. Recueil de Sirmond, *Concilia antiqua Gallix*, MDCXXIX, t. I^{er}, p. 540.

(2) Idem Boretius, M. G. H., in-4^o ; — Capit. Liptinens, c. 2, p. 28.

(3) Nous ne voulons faire qu'une vague allusion, sans même la développer, à la question de l'origine de la précaire et du lien historique qui unit la précaire, régime des terres, à la précaire, instrument de spoliation.

(4) De bons esprits, Roth notamment, affirment que la première application du bénéfice aurait été faite, par Charles Martel, à la suite de la sécularisation des biens

essentiellement laïques. Telle a été la sécularisation réelle de Charles Martel à Charlemagne, telles furent, pour d'autres raisons, les sécularisations provoquées par la Réforme en Allemagne. Hâtons-nous cependant de faire remarquer la rareté du procédé dans l'histoire ; aussi donne-t-on généralement un sens plus étroit à ce mot quand on parle de sécularisation réelle.

des églises et des monastères. Ces bénéfices ecclésiastiques auraient servi de type aux bénéfices laïques de Charlemagne ; — Glasson, dans son *Histoire du droit et des institutions de la France*, t. III, est moins exclusif.

CHAPITRE III

DE LA SÉCULARISATION RÉELLE STRICTO SENSU

§ 1^{er}. — DÉFINITION

On désigne, par là, l'opération qui anéantit le caractère régulier d'un bien appartenant à un ordre religieux pour l'affecter, dorénavant, à l'entretien des clercs séculiers ou au soutien d'une œuvre charitable et hospitalière. Cet acte, d'un usage fréquent parce que fort utile, exclut l'idée de spoliation, et si les revenus d'un monastère, d'un prieuré, d'un chapitre régulier perdent leur destination première, ils reçoivent néanmoins un emploi absolument conforme à l'esprit de l'Eglise : le service du culte et le secours des malheureux.

§ 2. — LA SÉCULARISATION DES CHAPITRES DES CATHÉDRALES ET DES COLLÉGIALES

Nous n'insisterons pas sur ces changements encore possibles aujourd'hui en droit canon, mais particulièrement nombreux et intéressants autrefois :

nous nous contenterons, à titre d'exemple, de citer la sécularisation générale des chapitres des cathédrales et des collégiales qui, dès le X^e siècle, devint le droit commun de la France.

Les chapitres des cathédrales et des collégiales ne datent pas de la primitive Eglise. Mais à partir du II^e siècle, nous trouvons, dans chaque « centre » religieux un homme qui préside toutes les réunions, qui enseigne, soit par lui-même, soit par d'autres, qui célèbre les saints mystères, soit seul, soit entouré de ses ministres : c'est l'évêque ! Et les ministres qui l'entourent forment son conseil presbytéral. Puis nous assistons à une centralisation de l'autorité entre les mains de l'évêque, qui prend la direction des affaires et gouverne par lui seul. C'est alors seulement que l'ancien conseil presbytéral devient le chapitre de la cathédrale, dont les fonctions sont très diminuées et se bornent au gouvernement du diocèse durant la vacance du siège et à la possession, en temps ordinaire, de quelques minimes privilèges.

Plus tard, les paroisses urbaines les plus importantes eurent également un chapitre et furent, pour cela, appelées collégiales ; ces chapitres ont été fondés dans ces dernières pour les fournir d'un nombre plus considérable et mieux assuré de desservants et même pour y célébrer les offices avec plus de dignité. Les chapitres des cathédrales avaient la préséance sur ceux des collégiales. Justinien, dans sa nouvelle III, fixant le nombre des clercs attachés aux églises

de Constantinople, semble distinguer la cathédrale « *ecclesia major* » de l'église collégiale « *ecclesia minor* » ; c'est, du moins, l'avis de certains canonistes.

Passant sous silence la tentative faite à Hippone au V^e siècle par saint Augustin pour amener les clercs à une vie plus conforme aux préceptes évangéliques, nous ne nous occuperons de ce mouvement qu'en France (1).

Saint Chodegrand, évêque de Metz sous le règne de Pépin, tira de l'Écriture sainte, des saints canons et de la règle de Saint Benoît une règle (2) à l'usage des chanoines et la fit adopter par plusieurs chapitres. Les conciles encouragèrent cette tentative. Le concile de Vernon, tenu l'an 755, veut que tous ceux qui renoncent au siècle, vivent dans un monastère sous la règle des moines ou dans la maison de l'évêque, sous la règle des chanoines : « *Sub manu Episcopi, sub ordine canonico* » (3). Le concile de Mayence (4) nous apprend que l'extrême ressemblance qu'il y

(1) Thomassin, t. II, p. 473.

(2) Règle de St-Chodegrand, art. 31, dans Labbé et Cossart ; — *Sacros-conc.*, t. VII, col. 1459-1460 ; — Paul Viollet, *Histoire des Inst. Polit. et administratives de la France*, t. I, liv. III, p. 361.

(3) Durand de Maillane, *Dictionnaire du droit canon*, v^e chapitre.

(4) Idem.

avait en ce temps-là entre les communautés de chanoines et de moines avait rendu le nom de monastère commun aux sociétés de chanoines. Les évêques, afin d'engager les chanoines à vivre en commun, donnèrent à leur assemblée des biens de l'Eglise suffisants pour les entretenir dans cet état. Flodoard (1) fait l'énumération des terres que saint Rigobert, archevêque de Reims, accorda alors à son chapitre. Sous la seconde race on trouve plusieurs donations faites par des évêques à leur chapitre (2).

Cette vie commune et édifiante des chanoines dura jusqu'au X^e ou XI^e siècle, époque à laquelle ils partagèrent les revenus de leur église. Ces parts furent appelées prébendes. Etienne de Tournai (3), qui vivait vers le XII^e siècle, dit que l'usage de partager les revenus du chapitre entre les chanoines, était un fait accompli en France et qu'on ne doit pas condamner cette coutume puisque le Saint-Siège ne l'a pas désapprouvée.

Plusieurs conciles crurent alors nécessaire de déclarer : que les bénéficiaires n'étaient point les propriétaires des biens d'Eglise qu'ils possédaient, qu'ils n'en étaient que les dispensateurs, que ces sortes de biens appartiennent à Dieu et à son église et

(1) Durand de Maillane, *op. cit.*

(2) Idem.

(3) Idem.

sont le patrimoine des pauvres. Citons notamment les conciles : de Trente, session 25 de ref. cap. 1, de Bordeaux, 1583 et 1624 (1), d'Aix-en-Provence (2).

§ 3. — SÉCULARISATION DE CERTAINS MONASTÈRES OU ABBAYES
CAUSES, EFFETS

Presque à la même époque et après l'essor merveilleux de la vie monastique durant le moyen-âge, l'autorité ecclésiastique se vit dans la nécessité de prononcer la déchéance de nombreuses abbayes et leur transformation en évêchés, en séminaires, en églises collégiales et cathédrales, voire même en maladreries. Le plus souvent, ces désaffectations étaient accompagnées ou résultaient même de la sécularisation des personnes et portaient le nom de sécularisation mixte (3). A la ferveur antique et aux austérités héroïques des périodes de fondation, avaient succédé, dans certains monastères, l'oubli de la règle et la transgression des vœux. Les moines y possédaient en propre et se déclaraient hostiles à toute réforme. Un seul moyen s'offrait alors à l'Eglise pour régulariser cet état de choses : prononcer le changement

(1) Labbé et Cossart, *Acta conciliorum et epistolæ decretales*, MDCCXV, t. XI, p. 59 et suiv. ; — Sirmond, *Concilia antiqua Gallix*, t. IV, p. 675.

(2) Sirmond, id., t. IV *in fine*.

(3) Durand de Maillane, *op. cit.*, v^o Sécularisation.

de l'état de régulier en celui de séculier et, pour obtenir ce résultat désirable, on avait recours à la procédure dite d'union des bénéfices (1).

(1) Abbé Fleury, *Inst. au Dr. eccl.*, ch. 29.

CHAPITRE IV

LA SÉCULARISATION DES PERSONNES EN GÉNÉRAL ET NOTION DE LA CONGRÉGATION

§ 1^{er}. — DÉFINITION DE LA SÉCULARISATION DES PERSONNES

On donne généralement ce nom à l'acte qui, rompant le lien congréganiste, permet au religieux de recouvrer sa liberté et de rentrer dans le siècle. Cette simple définition nominale suffit amplement pour nous faire comprendre que, avant de poursuivre notre étude sur la sécularisation, il nous est indispensable d'avoir une notion précise de la congrégation. Tant que nous ne saurons pas en quoi consiste la qualité de congréganiste, nous ne pourrions raisonnablement pas nous demander ce qu'il faut faire pour la perdre, afin de rentrer dans le droit commun.

§ 2. — NOTION DE LA CONGRÉGATION

Dotés comme nous le sommes d'une loi contre les congrégations, il semble que, par le fait même, nous devrions avoir une définition légale de ce mot. Mais

la loi du 1^{er} juillet 1901 n'a pas procédé avec méthode. Aussi a-t-elle négligé de nous dire, dans le titre III, ce que c'est que la congrégation, après avoir énuméré le caractère de l'association dans le titre premier. Au cours de la discussion, plusieurs amendements, tendant à réparer cette omission, ont été proposés à la Chambre par MM. Zévaès, le 7 mars 1901 (1), Renault-Morlière le 12 mars (2). Mais tous les deux sont venus se heurter à un refus systématique. Vainement, à son tour, M. Bérenger tenta-t-il, à la séance du Sénat du 19 juin (3), de faire combler cette lacune. Le rapporteur, M. Vallé, combattit l'amendement en prétendant que, à son avis, toute définition était inutile et dangereuse.

M. le président du Conseil, intervenant alors, fit la déclaration suivante : « Je n'ai qu'une observation à faire, c'est que, depuis un siècle, on n'a jamais défini ni la congrégation, ni l'association, et que jamais les Tribunaux n'ont été embarrassés pour dire s'ils avaient devant eux une congrégation ou une association ». Et le rapporteur ajoutait, en matière de conclusion : « C'est aux tribunaux à dire ce qu'est la congrégation ! » Le Parlement a donc reculé devant cette charge, qui lui paraissait trop lourde, et il a laissé aux juges le soin d'en donner la définition

(1) *J. Off.* du 8 mars, 641.

(2) *Id.* du 13, p. 731.

(3) *Id.* du 20 juin, p. 944.

et d'endosser eux-mêmes cette responsabilité qui l'épouvantait.

A l'instar des tribunaux, nous nous trouvons donc dans la nécessité de préciser les éléments essentiels de la congrégation et cela sans indication aucune, si ce n'est un renvoi très vague à une jurisprudence plus vague et plus flottante encore. C'est pourquoi, afin de nous appuyer sur une base solide et sur des données précises, nous ne saurions mieux faire que d'avoir recours au droit ecclésiastique, qui ne se dérobera pas. Aussi bien ne doit-il pas avoir le premier la parole en cette matière puisque, en définitive, c'est par lui qu'existent les congrégations ?

Au lieu d'emprunter une définition à un auteur dont on pourrait toujours nous contester l'autorité, il nous semble préférable d'employer un autre procédé, qui consiste à analyser le contrat passé entre le profès et la communauté. On a coutume d'assimiler la profession religieuse à un contrat d'association, et ce rapprochement ne nous déplaît point. La profession religieuse est, en effet, une espèce de contrat d'association qui fait naître des obligations très spéciales à la charge des deux parties. Le congréganiste promet d'observer la règle et les constitutions de l'ordre auquel il s'agrège ; en retour, la communauté, en la personne du supérieur, s'oblige à fournir à celui qui vient d'en franchir le seuil, tout ce qui est nécessaire à l'entretien et au développement de sa vie physique, intellectuelle et morale. En

ce jour et par cette solennité, le profès consomme ce que l'on a très exactement appelé l'absorption mystique et économique de l'individu par la communauté : absorption mystique, à cause de l'aliénation de son intelligence et de sa volonté qui, dorénavant, seront consacrées à l'œuvre congréganiste ; économique, parce qu'il abandonne en totalité le fruit de son travail. En échange, la collectivité s'engage à subvenir à tous les besoins du nouveau congréganiste.

Est-il besoin d'ajouter à la fin de cette rapide analyse du contrat passé entre le profès et l'ordre, que les éléments caractéristiques de la congrégation sont, précisément, cet état de dépendance du sujet et la soumission complète, absolue de celui-ci à la règle et au supérieur (I).

Mais certains esprits, nous ne nous le dissimulons guère, éprouveront quelques difficultés à accepter cette conclusion tirée directement du droit canon. Aussi bien n'est-ce pas là qu'ils vont d'ordinaire s'inspirer, même lorsqu'il s'agit de congrégations religieuses ? C'est pourquoi, afin « d'étayer » notre raisonnement par une autorité considérable, nous invoquerons le passage suivant d'un réquisitoire de M. le procureur général près la Cour de cassation : « Ce que les tribunaux, juges du fait, auront à rechercher,

(1) *Vide infra*, livre II, ch. VIII, § 2 : La théorie jurisprudentielle absolument identique.

disait-il, ce sont toutes ces circonstances que, de tout temps, ils ont prises en considération et dont il est possible d'induire l'agrégation concertée dans un but religieux, la permanence de l'effort sous une direction commune, le renoncement au monde, à la vie de famille, l'abandon de l'individualité et l'absorption dans la collectivité par la soumission à une hiérarchie spéciale, par l'asservissement à une règle particulière » (1).

Nous ne nous contenterons point, cependant, de cette autorité, et cédant à l'invitation de M. Waldeck-Rousseau, nous pousserons la curiosité jusqu'à consulter les tribunaux du siècle dernier sur ce point. Leurs décisions, en matière de congrégation, sont relativement rares, car à cette époque heureuse les communautés religieuses pouvaient, grâce à la tolérance administrative, naître et se développer en paix, loin de toute autorisation des pouvoirs publics, dont la protection est si souvent une chaîne et un fardeau. Malgré cette pénurie, les recueils de jurisprudence nous offrent quelques espèces. Citons, notamment, un arrêt de la Cour de Caen, du 20 juillet 1846 (2) qui a jugé que le caractère de « congrégation religieuse » a pu fort bien être attribué à la société universelle de gains, formée entre des prêtres et des laïques, dans

(1) Dal. pér. 1903-1-389.

(2) Caen, S. 46-2-169.

le but de vivre en commun et de se consacrer à des œuvres de bienfaisance et d'humanité, puisque les associés : « sont soumis à la règle de saint Benoit, modifiée par l'abbé de Rancé, qu'il résulte des documents du procès : qu'ils donnent eux-mêmes publiquement à leur maison le nom d'abbaye de Notre-Dame-de-Grâces-de-la-Trappe, de la primitive observance de l'ordre de Cîteaux, qu'ils ont une organisation toute monastique, que le supérieur prend le titre de Révérend-Père abbé, qu'ils portent le costume des Trappistes et observent notoirement les règles et habitudes de cet ordre ».

L'année d'après, la Chambre des requêtes de la Cour de cassation devait consacrer cette doctrine en rejetant comme mal fondé le pourvoi formé contre cet arrêt.

La 1^{re} Chambre de la Cour de Rennes (1), par un arrêt fortement motivé, rendu à la date du 27 mars 1887, expose les mêmes principes. « Considérant, dit-elle, qu'au témoignage de tous les documents de la cause et de l'aveu même des intimés, les prêtres de la rue des Dames n'appartiennent pas à une congrégation religieuse dans l'acception canonique du mot ; qu'ils sont indépendants, soit de l'oratoire de Rome, soit de celui de France, et que simples membres du

(1) Rennes, 27 mars 1887. *Pand. franç. pér.* 1887-2-285 ; — D. 89-1-125.

clergé séculier, ils ne relèvent que de l'ordinaire ; qu'ils ne prononcent pas de vœux et ne paraissent pas avoir, en dehors d'un règlement intérieur, des statuts proprements dits soumis à l'approbation épiscopale ; qu'ils ne sont liés les uns aux autres par aucun engagement et qu'ils conservent la libre disposition de leur patrimoine et de leur personne ; qu'ils se séparent à leur gré sans avoir besoin d'une dispense quelconque... »

En jugeant ainsi, nos tribunaux n'ont fait que perpétuer la tradition des Parlements de l'ancien régime, dont les arrêts leur ont servi de source d'inspiration. En veut-on une preuve ? Dans son répertoire universel de Jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiaire, Guyot de Villeneuve définit ainsi les congrégations : « Elles sont, écrit-il, composées de religieux qui vivent en commun, sous des supérieurs et sous une règle établie par leurs fondateurs, approuvée par l'Eglise et l'Etat » (1). D'après Durand de Maillane elles sont composées « de personnes, réunies pour vivre en commun, sous une règle dûment approuvée » (2).

Faut-il, pour être complet, jeter un coup d'œil ra-

(1) Guyot de Villeneuve, *Répertoire universel de jurisprudence*, MDCCLXXXIV, v^o Communautés régulières, t. IV, p. 221.

(2) Durand de Maillane, *op. cit.*, v^o Communautés ecclésiastiques.

pide sur nos lois et ordonnances ? La célèbre ordonnance de Blois désigne ces mêmes congrégations sous le nom de « monastères réguliers ». Les déclarations de Paris du 21 novembre 1629 (1) et du 7 juin 1659 (2) parlent, toutes deux : « des maisons et communautés régulières ». L'édit de Saint-Germain-en-Laye de 1666 (3) vise également les maisons régulières et communautés. L'édit de février 1773 (4) réglemente les « réguliers ». Cette énumération, quoique sommaire, montre, à travers la diversité des appellations, un mot intéressant à noter parce qu'il revient toujours, celui de régulier. C'est donc que, d'après eux, sans une règle il ne peut y avoir de congrégation.

Nous ne saurions trop insister sur l'importance de cette remarque car, à cette époque, les pouvoirs publics avaient à vaincre des difficultés presque insurmontables pour ne point confondre la communauté religieuse avec les multiples associations de corps et métiers, imprégnées toutes, plus ou moins, d'un certain mysticisme. Cette période est, en effet, l'âge d'or des corporations qui englobent les artisans d'un même métier. Chaque corporation forme vraiment une

(1) Isambert, *Recueil des anciennes lois et ordonnances*, t. XVI, p. 347.

(2) Isambert, *id.*, t. XVII, p. 370.

(3) Isambert, *id.*, t. IX, p. 94, n° 496.

(4) Isambert, *id.*, t. XXIII, p. 555, n° 1038.

communauté dotée de la personnalité morale, puisqu'elle est capable de posséder, de contracter, d'emprunter, d'estimer en justice ; le plus souvent elle est doublée d'une confrérie religieuse ayant son patron, ses observances, ses fêtes, « un véritable lien religieux », en un mot unit les marchands d'une même profession (1). Etant donnés ces éléments de la corporation, on devine combien était délicate la mission du législateur et des Parlements, pour établir une ligne de démarcation et ne point confondre celle-ci avec les congrégations, dont quelques-unes s'adonnaient aussi à des travaux manuels. Nous venons de voir que la règle, c'est-à-dire une de ces constitutions sur lesquelles les maisons religieuses sont établies, et l'entière soumission aux ordres d'un supérieur, qui commande souverainement, faciliteraient la tâche du pouvoir en formant la base principale de son appréciation.

En effet, qu'elle s'appelle royauté, empire ou république, l'autorité a peur de la congrégation parce qu'elle se présente à ses yeux prévenus comme une force redoutable avec sa constitution fermement établie et l'entière dépendance de ses membres, qui sont, pour ainsi dire, dans la main du supérieur. Par contre, ces deux éléments une fois disparus, il semble

(1) Flach, *Les origines de l'ancienne France*, t. II, ch. XI, *passim*.

que l'Etat, jaloux de toute puissance, peut être en paix. S'il n'y a plus de rapports intimes et obligatoires entre les anciens religieux, le groupement n'existe plus, le bloc, dont la grande cohésion était une menace, s'est effrité et désagrégé, de même elle a vécu cette unité d'efforts qui permettait d'accomplir de si grandes œuvres. Tel est, en résumé, ce qui constitue l'essence de la congrégation et qu'il suffit de faire disparaître pour anéantir l'ordre tout entier.

Et cependant, depuis la période révolutionnaire surtout, nous entendons parler d'un autre élément substantiel. En lisant les lois et les décrets de cette époque, on serait déjà bien tenté de le considérer comme capital et exclusif, et cette première impression ne fait que devenir plus forte, si l'on parcourt les recueils de nos débats parlementaires. Il s'agit des vœux ! Est-ce à dire que ces derniers soient un élément essentiel de la congrégation ? Avant de répondre directement à la question posée, et pour nous préparer une base solide de discussion, nous croyons devoir énoncer, en guise d'axiome, les deux règles suivantes, empruntées à la logique appliquée : d'après la première, ne fait point partie de l'essence, un caractère qui peut n'être pas donné, alors que cet ensemble se trouve donné ; d'après la seconde, ne fait point partie de l'essence, c'est-à-dire n'est point lié par une loi de coexistence avec l'ensemble des caractères d'un être, un caractère que l'on peut rencontrer, sans que l'ensemble de l'être soit donné. A ne consi-

dérer que la première règle, l'affirmative semble évidente. Il est certain, en effet, que dans toute congrégation, on prononce les trois vœux, nous ajouterons même qu'on ne peut pas concevoir la congrégation sans les vœux. Pourrait-il jamais se trouver un homme assez insensé pour accepter la vie de désintéressement, d'abnégation, de sacrifices que mène le religieux sans l'avoir rendue utile et méritoire par l'immolation volontaire et concomitante offerte à Dieu ? Les vœux, a-t-on dit, sont comme un chêne immense et fort, solidement attachés par de triples racines au sol catholique, ils offrent leur tronc robuste au lierre de la congrégation. Et ce sont eux qui communiquent la vie à celle-ci, de même que le lierre emprunte sa nourriture à l'arbre qui le soutient et l'abrite. Mais néanmoins, malgré toutes ces considérations, si nous passons à la seconde règle, ci-dessus indiquée, nous n'hésiterons pas à dire que, en droit pur, les vœux ne forment point un élément essentiel de la congrégation pour la raison bien simple qu'ils peuvent être prononcés en dehors de toute congrégation.

L'histoire nous le prouve d'abord en nous montrant, dès les temps apostoliques, une légion de jeunes filles se consacrant intimément à Dieu et se liant à lui par de triples engagements (1). Les fidèles leur

(1) Vide A. Vermesch, *De Religiosis institutis et personis supplementa*, Pars prior, pp. 3-10.

confèrent déjà le titre « d'épouse du Christ », les évêques les prennent plus particulièrement sous leur protection et leur commandent au nom de la sainte obéissance. Un peu plus tard, on les charge de certaines fonctions primitivement réservées aux veuves sexagénaires, et, malgré tout, ces vierges chrétiennes, vouées au Seigneur, ne sont pas encore des congréganistes !

En ce temps-là, également, les déserts de l'Égypte, de la Syrie, de la Mésopotamie se peuplaient des amateurs pratiques de la véritable sagesse. C'était l'époque où Saint-Paul de Thèbes inaugurait la vie érémitique, où saint Antoine pratiquait ses austérités et attirait à lui de nombreux disciples, désireux d'imiter ses vertus, et pourtant le monde ignorait encore la vie monastique telle que nous la concevons aujourd'hui, avec ses obligations, ses rapports de dépendance, son lien très particulier. Pour la voir apparaître, il nous faut attendre saint Basile, dont la règle est encore en vigueur dans les monastères de l'Orient. Saint Athanase, appelé à Rome par le pape Jules, vers l'an 360, introduisit la vie religieuse dans la cité éternelle ; de là elle se répandit en Gaule, où saint Martin fonda le monastère de Ligugé, près de Poitiers, et saint Honorat le monastère qui porte son nom dans l'île de Lérins. Cet historique de l'établissement de la vie monastique dans le monde prouve surabondamment que les vœux ne font pas le congréganiste et que l'ordre religieux n'existe réellement

que le jour où une règle est établie et où des rapports de subordination sont observés.

De là il résulte que, autre chose est la profession religieuse proprement dite qui unit le congréganiste et la communauté, deux êtres qui tombent sous les sens, à supposer même que la congrégation ne soit pas autorisée et par conséquent ne jouisse point de la personnalité morale ; autre chose, au contraire, sont les trois vœux faisant naître une union très étroite et très intime entre l'âme et Dieu, et créant un lien mystique que l'on est porté à confondre avec le premier, parce qu'on ne le voit pas.

En conséquence, la loi doit ignorer les vœux, elle ne les connaît pas ; par suite, les tribunaux ne peuvent les prendre pour base de leurs jugements.

Ces quelques remarques nous permettent, semble-t-il, de conclure que le vœu n'est pas un élément essentiel de la congrégation.

A cela il y a un grand intérêt car, si les lois humaines peuvent atteindre les ordres religieux et, sous des prétextes plus ou moins raisonnables, les anéantir, du moins, ne peuvent-elles forcer l'asile inviolable de la conscience humaine et défendre à qui que ce soit d'observer, dans son cœur, ce qu'il a librement promis à Dieu, fussent la pauvreté, la continence et l'obéissance plus parfaite (1). « De quel

(1) L'obéissance est alors promise à l'autorité diocésaine.

droit, la puissance publique pénétrerait-elle dans mon âme, elle qui ne peut même pas franchir les portes de ma demeure ? Pourquoi se placerait-elle entre mon Dieu et moi ? Qui lui a donné la mission d'arrêter ma prière, de troubler ma raison et ma conscience ? Cet attentat contre la liberté du dedans est de tous les attentats le plus grand, car il est le seul qui touche à mon essence. Voler mes biens, enchaîner mes pas, détruire même mon corps, ce n'est pas me changer, me mutiler dans ce que je suis. Mais c'est violer le dernier sanctuaire que d'imposer des lois humaines au sentiment et à la pensée » (1).

C'est ce que nos magistrats ont enfin compris après de trop longues hésitations qui occasionnèrent un certain flottement dans la première jurisprudence concernant les sécularisés. Au début, les juges, afin d'éclaircir leur religion, croyaient devoir s'enquérir des vœux et étudier avec un soin minutieux les dispenses concédées par les autorités ecclésiastiques. Les interrogatoires, à l'occasion des premières poursuites, portaient sur ce point et les arrêts laissaient percer les mêmes préoccupations. Mais, devant certaines protestations énergiques, auxquelles revient le grand honneur d'avoir sauvé les droits sacrés de la conscience, nos magistrats se sont enfin décidés à ne plus

(1) Jules Simon, *Liberté civile*, § Liberté de penser, p. 348.

exiger du sécularisé que la rupture du lien congréganiste, le laissant libre de continuer, en dehors de toute association, la stricte observation des trois vœux et de conserver dans l'intimité de sa conscience cette union très étroite entre son âme et Dieu (1). « Les vœux, dit la Cour de cassation, dans un arrêt du 1^{er} mai 1903, ne constituent pas un élément essentiel des congrégations religieuses » (2).

Ces éléments, nous les avons étudiés tout au long ci-dessus ; ils consistent dans la permanence de l'effort sous une direction commune, la soumission à une hiérarchie spéciale, l'asservissement à une règle particulière, en un mot, dans les obligations très spéciales contractées, au jour de la profession religieuse, par l'une et par l'autre des parties. Ce sont ces obligations qui ont créé le lien congréganiste. N'est-ce pas, en effet, en contractant des obligations que les hommes se lient ? Nos jurisconsultes modernes, adoptant la définition classique des institutes, appellent encore l'obligation un *vinculum juris*, c'est-à-dire un lien de droit. Et ce lien, qui est intimement uni à l'obligation, qui fait corps avec elle, suivra son sort et se brisera lorsqu'elle-même s'éteindra.

(1) Cour d'appel de Lyon, 15 juin 1905, *Bul. des congr.*, 17-23 sept. 1905.

(2) *Bulletin des congrégations*, 17 mai 1903 ; — D. P., 1903-1-397.

§ 3 — THÉORIES JURIDIQUES DE LA SÉCULARISATION DES PERSONNES

En vertu de ce principe, pour se séculariser, c'est-à-dire pour rompre le lien congréganiste, il suffira donc de faire cesser les obligations congréganistes. Et elles prendront fin, le plus souvent, par une sorte de *mutuus dissensus*, c'est-à-dire par une convention en sens inverse. Afin de pouvoir toujours continuer son dévouement aux mêmes œuvres et sentant, pour cela, la nécessité d'abandonner sa qualité de congréganiste, source actuelle de toutes sortes d'incapacités, le religieux passera avec la communauté un nouvel accord contraire au premier, à l'effet d'anéantir ce que la profession avait créé. Il avait promis obéissance aux supérieurs, soumission absolue à la règle et aux statuts, la congrégation le relèvera de ses engagements à la condition d'être dispensée, elle aussi, de lui fournir, dans l'avenir, aide, protection, secours. Désormais, il n'y aura plus rien de commun entre elle et lui, les rapports de dépendance disparaîtront, les obligations réciproques seront anéanties, le lien brisé ! C'est ainsi, nous semble-t-il, qu'il faut expliquer la plupart des sécularisations personnelles, de même que, pour le louage, les deux parties contractantes peuvent, à une époque quelconque de sa durée, convenir, si bon leur semble, la résiliation pure et simple du bail. Pour les congrégations dissoutes de plein droit par le refus

d'autorisation émané de la Chambre, on pourrait encore expliquer la cessation des obligations au moyen de la condition résolutoire tacite. Cette condition est, nous le savons, sous-entendue dans tous les contrats synallagmatiques et elle a pour but de dispenser une des parties d'exécuter les prestations promises si l'autre se refuse à agir ou ne le peut légalement. Or, n'est-ce pas le cas ici ? La congrégation non autorisée, qui voit sa demande rejetée, est obligée de se dissoudre, elle se trouve donc dans l'impossibilité de remplir ses engagements envers ses membres, par voie de conséquence, les religieux sont libérés des leurs à l'égard de l'ordre. Mais, s'il n'y a plus d'obligations réciproques, il n'y a plus de lien et cette disparition du lien a pour conséquence la sécularisation qui, comme nous l'avons déjà dit au début de ce paragraphe, rend au religieux son indépendance avec l'entière disposition de sa personne (1).

(1) Voir *infra*, chap. VIII, § 2, du livre II.

CHAPITRE V

DES DEUX ESPÈCES DE SÉCULARISATION PERSONNELLE

Pour la sécularisation des personnes également, une distinction et un classement s'imposent, car la liberté reconquise est plus ou moins complète, absolue suivant que le congréganiste est ou non revêtu du sacrement de l'ordre. Le caractère ineffaçable de ce sacrement s'est-il imprimé en lui ? D'après les constitutions et la discipline en vigueur dans l'église d'Occident, il doit observer le vœu de chasteté et se soumettre à un ordinaire (1). C'est, en somme, la sécularisation envisagée dans son sens strict et que nous nommerons : sécularisation avec incorporation, par opposition à une sécularisation plus large qui règle le sort de toutes les moniales et des religieux à qui la prêtrise n'a point été conférée. Ces derniers, une

(1) Voir *infra* le commentaire de l'encyclique « *Auctis admodum* » chap. 4, § 3 du livre I.

fois dispensés de leurs vœux, ne se distinguent en rien des simples laïcs, aussi étendue est leur capacité.

On nous permettra d'exprimer un regret. La jurisprudence aurait dû, afin d'éviter toute confusion, désigner ces deux procédés par des noms différents. Pourquoi, par exemple, n'a-t-elle pas appelé sécularisation : le fait par un religieux prêtre de passer du clergé régulier dans le clergé séculier et laïcisation l'acte par lequel un congréganiste rentre purement et simplement dans la vie laïque ? En fait, cette dernière distinction n'a pas une grande importance et la plupart des arguments invoqués pour ou contre la sécularisation s'appliquent à tous les deux. C'est pourquoi, dans la suite, nous étudierons la sécularisation en général, en nous contentant de mentionner, au cours de la discussion, ce qui ne se rapporte qu'à l'un ou l'autre de ces deux modes.

LIVRE PREMIER

LA SÉCULARISATION DEVANT LA LOI

CHAPITRE PREMIER

LA SÉCULARISATION SOUS L'ANCIEN RÉGIME

§ 1. — INTÉRÊT DE CETTE ÉTUDE HISTORIQUE

Avant d'étudier la sécularisation personnelle à la lumière des principes de 89 et de nos lois récentes, il ne nous semble pas inutile de faire une courte incursion vers le passé pour voir quelles étaient alors les prétentions de l'Etat sur ce point.

La diversité et l'antagonisme des règles, applicables hier et aujourd'hui, nous permettront de mieux saisir la différence absolue entre les principes qui régissaient autrefois cette matière et ceux que nous devons suivre de nos jours.

§ 2. — RAISONS QUI AUTREFOIS EXPLIQUAIENT ET LÉGITIMAIENT
CETTE INTERVENTION

Sous l'ancien régime, il n'est pas rare de voir l'Etat intervenir dans les questions religieuses, même dans celles qui, au premier abord, paraissent ne relever que de la conscience et du for intérieur, comme, par exemple, la sécularisation des personnes, et cela s'explique fort bien par l'étroite union qui rapprochait alors les deux puissances d'ici-bas : le Pape et le roi. Cette union ne remonte pas au-delà du troisième siècle. Jusqu'au règne de Constantin, en effet, l'Eglise a traversé l'ère douloureuse et sanglante des persécutions, les fidèles ont été mis hors la loi, contre eux tout fut permis.

Chose curieuse, même de bons esprits se déclarèrent partisans convaincus de la guerre atroce et sans merci : à leurs yeux, le principe chrétien de l'égalité de tous les hommes était très dangereux, parce qu'il détruisait l'autorité du maître et qu'il leur apparaissait comme une excitation à la révolte, au profit des esclaves, des enfants et des femmes.

Obligée, par suite de son caractère d'universalité, de se donner une constitution spéciale, l'Eglise, une fois mise au ban de l'empire, s'organisa complètement en dehors des pouvoirs publics. Les agglomérations de chrétiens vécurent d'une vie propre, séparées de l'Etat païen, aux services duquel elles s'ef-

forcèrent de ne jamais recourir. Saint Paul, dans son Epître VI aux Corinthiens, § I^{er}, recommande aux fidèles de fuir la justice romaine et de soumettre à leurs évêques les différends qui naîtront entre eux (1). Un livre attribué à saint Clément, les écrits de Tertullien eux-mêmes leur tracent clairement la ligne de conduite à suivre (2) : « S'isoler des gentils, ne point s'associer aux démonstrations de leurs fêtes, refuser les fonctions publiques, en un mot former une société à part ».

Fidèles observateurs de ces préceptes, les chrétiens se désintéressèrent de plus en plus de la société civile pour se rattacher uniquement à l'Eglise, qui devint leur univers. Mais comme une pareille abstention nuisait grandement à l'Etat, en le privant de toutes ces forces vives et que, d'autre part, la religion chrétienne, mieux connue, devenait une lumière, un phare vers lequel se tournaient les esprits éclairés, les âmes généreuses, une puissance devant laquelle les populations ne demandaient qu'à s'incliner, Constantin se rapprocha de l'Eglise et contracta avec elle une alliance solennelle ; ses évêques devinrent des autorités publiques, les conseillers de l'empereur et une série de privilèges lui furent accordés par la

(1) *Idem* Code de Théodose, II-1 ; — *De jurisdictione*, 10.

(2) Voir la note de M. Glasson, *Histoire du Droit et des institutions de la France*, t. I, p. 545.

législation du bas-empire comme présent d'alliance et don de joyeux avènement.

Dans la Gaule chrétienne, l'Eglise conserva et améliora la situation et les privilèges qu'elle avait obtenus sous l'empire romain. L'union devint même plus étroite entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux, à cause du double dogme de la monarchie de droit divin et de la religion d'Etat ; le premier reçut l'investiture divine, le second l'autorité dans l'Etat. L'Etat s'appuya sur l'Eglise, mais l'Eglise aussi s'appuya sur l'Etat (1). Faible, elle eut constamment besoin du fort et le pria de lui prêter son assistance, d'être sa main et son bras. Le fort, d'ailleurs, fut bien souvent tenté d'agir par lui-même et de profiter des moindres prétextes pour intervenir. Chargé de faire observer les saints canons, il crut, lui, Etat, devoir en prendre connaissance et leur donner une consécration officielle, pour les rendre exécutoires dans le royaume, et une fois engagé dans cette voie, il supprima fatalement ceux qui le gênèrent. Lui, le protecteur de tous, s'arrogea le droit de contrôler souverainement l'équité des décisions ecclésiastiques que le bras séculier avait mission de faire exécuter. Enfin, lorsqu'il y trouva un avantage et un profit, il déduisit lui-même toutes les conséquences, même les plus éloignées, des règles de droit canon dont il s'était fait le protecteur.

(1) Esmein, *Histoire du droit français*, p. 592.

A. *L'Etat protecteur de la discipline ecclésiastique.*

— Que de fois, notamment, sous l'ancien régime, le bras séculier chargé de faire exécuter fidèlement la discipline ecclésiastique, ramena dans les couvents les moines fugitifs. L'ordonnance de Blois (1) obligea les officiers civils à prêter main-forte aux supérieurs et les Parlements ordonnèrent souvent cette réintégration. Les mémoires du clergé nous rapportent un arrêt fort intéressant rendu en ce sens par le Parlement de Paris le 4 juillet 1542 (2).

Le Provincial des Cordeliers de la Bourgogne présenta requête à la Cour pour implorer le secours de son autorité contre plusieurs religieux de sa province, qui avaient quitté leur ordre et même leur habit religieux. Sur cette requête et conformément aux conclusions de M. le procureur général, il fut ordonné : « Que ledit Provincial aurait commission de la Cour à tous juges et officiers royaux et à l'un d'eux adressant pour informer contre tous les religieux non *tenans* couvent, étant vagabonds par le pays sans expresse obédience, *fréquentans* et *corniflans* avec séculiers sans forme de religion et les coupables et malversans constitués prisonniers ; pour, ce fait, les renvoyer incontinent en leurs couvens où ils ont été profès par-devant leurs gardiens et supérieurs, pour en

(1) *Ordonnance de Blois*, mai 1589, art. 55 ; — Isambert, *Recueil des lois anciennes*, t. XIV, p. 380, n° 103.

(2) *Mémoires du clergé*, t. IV, l. VI, ch. III.

faire la correction et punition afin de les contraindre à vivre en observance régulière... »

Quoique cet arrêt, ajoute le commentateur, n'ait pas été prononcé en forme de règlements, il y a tout lieu de croire qu'il en doit servir en pareille occasion et pour tous les fugitifs et apostats de quelque ordre et de quelque communauté qu'ils soient.

A la fin du XVIII^e siècle, le droit n'avait pas varié sur ce point, comme en témoigne un arrêt rendu à la date du 7 septembre 1763 (1). Un nommé Balthazar Castille, religieux de l'abbaye d'Orval, de la filiation de Clairvaux, de l'ordre de Cîteaux, était, à la suite de sa profession solennelle, sorti du couvent. Cet ancien moine goûtait depuis 25 ans les douceurs de la vie conjugale lorsque Mayeur (c'était le supérieur de l'ordre), s'avisa de ramener l'enfant prodigue à une vie plus régulière et obtint pour cela l'arrestation de Balthazar, dont la femme fut enfermée à Sainte-Pélagie. L'infortuné religieux mourut peu après sa séquestration, mais la veuve, déjà remariée, ne désarma point et réclama des dommages-intérêts au cruel abbé, auteur de tous ses maux ! Le grand conseil se vit, à contre-cœur, obligé de reconnaître le bien fondé des réclamations de la plaignante, parce qu'on ne put jamais lui prouver, au moyen d'un écrit, que la profession religieuse avait été réellement faite, autrement l'acquittement se serait imposé.

(1) Denizart, *Collections de décisions*, v^o vœu, n^o 23.

Lorsque les supérieurs négligeaient de réclamer et de poursuivre ces religieux vagabonds, le ministère public devait s'en saisir pour les renvoyer dans leurs couvents. Quelquefois le Roi lui-même interposa son autorité et les fit arrêter en vertu des lettres de cachet.

On comprendra facilement, après ces exemples, pourquoi l'Etat ne laissait pas au pouvoir ecclésiastique seul la connaissance des questions relatives à la sécularisation. Comme il s'était chargé de faire exécuter fidèlement la discipline ecclésiastique établie par les saints canons reçus en France et, par suite, sur une simple requête des supérieurs voire même d'office, de ramener au couvent le moine vagabond, il était bien juste que, en revanche, il n'ignorât point les sécularisations qui rendaient aux religieux leur entière liberté.

B. L'Etat défenseur des droits des particuliers et des familles. Incapacité monacale. Historique. Conséquences. — Mais c'était surtout pour un autre motif que l'Etat intervenait dans cette question. Il se présentait comme le protecteur des droits des particuliers, comme le défenseur des familles, toujours gravement troublées par la sécularisation, qui avait pour première et plus importante conséquence, de faire disparaître l'incapacité monacale et par conséquent de rendre le religieux restitué au monde, habile à accomplir tous les actes de la vie civile et notam-

ment à venir réclamer sa part dans les héritages futurs.

Cette incapacité qui frappait le moine, au jour de sa profession, a sa source dans la législation impériale. Les premiers documents législatifs du bas-empire contiennent un acheminement vers cette incapacité plutôt qu'une véritable réglementation. La loi 20 du Code « de Episcop. », promulguée l'année 334 sous Théodose et Valentinien, décide que si quelques religieux ou religieuses meurent *ab intestat* sans laisser ni ascendants, ni descendants, ni collatéraux, ni femmes, leurs biens appartiendront au monastère. La loi 13 du Code « de Sacrosanctis ecclesiis », de l'an 455, sollicite des dons en faveur des monastères, en bien spécifiant la possibilité pour une religieuse de laisser son patrimoine à son couvent. Il faut arriver à la Nouvelle 5, chapitre 5, de Justinien et à l'authentique *ingressi* pour trouver la dépossession complète du congréganiste en faveur de l'ordre : « Ingressi monasteria ipso ingressu se suaque dedicant Deo : nec ergo de his testantur : utpote nec Domini rerum ». Le mot *sua* est ici caractéristique, il désigne les meubles et les immeubles. La Nouvelle 123, chapitre 38 et l'authentique *si qua mulier* apportent une exception légitime à la règle précédente. Elles visent l'hypothèse où un père de famille n'aurait pas distribué ses biens entre ses enfants avant sa profession religieuse et elle assure à ceux-ci la légitime, mais le père a le pouvoir d'être plus généreux, il peut leur

laisser davantage pourvu que, se comptant comme un enfant, il fasse nombre avec eux et réserve cette part virile au monastère. Plus tard, cette incapacité semble moins absolue et les règles paraissent se relâcher. C'est, du moins, ce qu'on peut déduire de la réponse de l'empereur Léon à la consultation de l'archevêque de Constantinople (1). Il n'y est parlé que d'une incapacité relative. Dorénavant le moine conserve la faculté de tester d'une partie de ses biens et même, étant moine, il peut encore acquérir des biens, en disposer par testament comme il le juge à propos, à l'exception de la part réservée au monastère. « *Non omnino testamenti ordinationem monachus habitus impediat,* etc... » Telles sont les principales dispositions des lois romaines concernant la capacité des religieux ! Le droit de cette époque, en enlevant au congréganiste la faculté de disposer pour l'ensemble de ses biens et en l'obligeant à laisser une partie de sa fortune à son monastère, a simplement voulu favoriser les ordres religieux, en leur créant par cette interdiction une source abondante de revenus.

Notre droit français recueillit l'héritage de la législation impériale, toutefois, en le modifiant, pour l'adapter à nos mœurs. Chez nous, l'incapacité des religieux se transforma dans l'intérêt des familles en mort civile complète, absolue. L'Etat, partant de ce

(1) *Corpus juris*, Imp. Leonis Const.V.

principe que la profession religieuse est un adieu définitif adressé au monde, déclara le congréganiste incapable dorénavant d'acquérir et de transmettre et, par une fiction analogue à celle de la loi *Cornelia*, décida que sa succession s'ouvrirait au moment de son entrée en religion. Cette innovation des plus ingénieuses évitait ainsi le morcellement des héritages, qui était alors défavorablement apprécié. Car, jadis, on entraît souvent en religion à la suite d'une combinaison et pour obéir à la volonté d'un père qui désirait éviter la division et la dispersion d'une fortune. De cette façon, l'aîné, bénéficiant du plus clair de la succession, paraissait dans les tournois, chevauchait au loin dans les grandes guerres ou brillait à la cour, tandis que le cadet, relégué dans un cloître, ne pouvait, de par nos coutumes, émettre aucune prétention, mort qu'il était au monde et à ses richesses !

Hæc authentica ingressi, écrit Geoffroy, *in Gallia non servatur ; monasterium non succedit religioso, sed proximi ab intesto*. Et cela devint en quelque sorte une loi fondamentale de l'Etat adoptée par la plupart des coutumes (1, 2), comme en témoigne, dès

(1) Ancienne coutume de Bretagne, art. 510; — ancienne coutume du Berry; — coutume d'Orléans, art. 334; — coutume de Paris, art. 125; — coutume réformée de Paris, art. 337; — coutume d'Anjou, art. 249; — du Maine, art. 267; — de Troyes, art. 105; — du duché de Bourgogne, art. 81; — coutume de Normandie, art. 273.

(2) Delalande, *Coutume d'Orléans commentée*, t. II, pp.

1207, un arrêt rendu par l'échiquier de Normandie et analysé de la façon suivante dans Chopin : *De moribus Parisiis*. « Quod filia Rogerii vernei haberet saisinam de hoc, unde pater suus fuit saisitus quando ivit ad religionem ». Le recueil de Brodeau (1) rapporte un autre arrêt rendu par le Parlement de Paris en 1225, sous Louis VIII, père de saint Louis, en marge duquel M. Lizet, qui était alors avocat général, écrivit : « Religiosa non succedit in regno Franciæ, sed jura sua transmittit ad hoeredes per ingressum religionis ». A la suite de cet arrêt, l'auteur en cite plusieurs autres rendus dans les temps postérieurs et qui démontrent que la jurisprudence coutumière n'a pas varié sur ce point.

Dans les pays de droit écrit, cette règle n'a pas été admise avec autant de facilité. Les Parlements, forcés de suivre les dispositions des lois romaines qui les gouvernaient sur les matières où elles n'avaient pas été abrogées par les ordonnances royales, se sont refusés à appliquer cette coutume et il a fallu, pour

85 86; — Paul Viollet, *Histoire du droit français, passim*; — Beaune, *Histoire du droit coutumier*, condition des personnes, religieux profès; — Guy Coquille, *Institutes*, p. 128; — Loisel, *Institutes coutumières*, livre II, titre V, art. 29; — Pothier, *Droit civil, passim*, Introduction générale, Incapacités, Des religieux.

(1) Brodeau d'après Louet, lettre C, somm. 8, n° 22, cité par Richer, *De la mort civile*.

les soumettre, que le pouvoir civil fasse connaître expressément sa volonté sur ce point. Et notamment, après un arrêt du Parlement de Grenoble consacrant la capacité absolue du religieux, François I^{er}, par l'édit de Chateaubriant de mai 1532 (1), déclara que dorénavant, dans le Dauphiné, les religieux profès ne pourraient plus recueillir aucune succession. Cet édit leur reconnaissait seulement la faculté de disposer des biens par eux possédés avant leur profession en religion, pourvu que ce ne soit au profit d'aucuns monastères, églises ou gens de mainmorte et, en l'absence de dispositions de leur part, il attribuait leurs biens aux parents les plus proches, sauf la réserve du tiers des meubles que l'on pouvait toujours donner au couvent où l'on faisait profession. Enfin, l'article 28 de l'ordonnance de Blois de 1579 a donné à cette règle une portée générale (2). Depuis lors, les religieux ont donc été absolument tenus pour incapables civilement. Et c'est précisément à cause de cette incapacité que le pouvoir civil, protecteur des intérêts matériels du royaume, devait nécessairement intervenir de quelque manière dans la sécularisation afin de permettre à la sentence ecclésiastique de pro-

(1) Espilly, *Registre de la Chambre de Grenoble*, chap. 5, p. 158; — Isambert, *Recueil des lois anciennes*, t. XII, p. 359, n° 184.

(2) Isambert, *Recueil des lois anciennes*, t. XIV, p. 380, n° 103.

duire effet sur le temporel. Comment, sans l'approbation du pouvoir séculier, les juges d'église auraient-ils pu, en relevant le religieux de ses engagements, lui restituer sa capacité pleine et entière et le rendre habile à accomplir les actes de la vie juridique : à succéder, à posséder en propre, à transmettre à titre gratuit ou onéreux, toutes choses qui échappent au pouvoir « des clefs » ? Aussi, était-ce avec raison que M. l'avocat général Talon, à l'occasion d'un arrêt du 3 septembre 1681, rangeait la sécularisation parmi les matières mixtes qui exigent le concours des deux puissances : spirituelle et temporelle.

§ 3. — L'ÉTAT EXAMINE LA RÉGULARITÉ DE LA PROCÉDURE CANONIQUE SUIVIE DANS LES DEMANDES DE SÉCULARISATION

Le pouvoir civil intervenait autrefois de trois façons différentes dans la sécularisation.

Il remplissait d'abord l'office d'une sorte de cour d'enregistrement en examinant minutieusement, avant de les consacrer, les décisions des juges ecclésiastiques ; il recherchait notamment si elles étaient rendues conformément aux décrets des conciles, aux ordonnances royales consacrant officiellement ces décrets pour la France et enfin si elles n'empiétaient point sur la puissance temporelle (1).

(1) Durand de Maillane, *Dictionnaire du droit canonique*, v^o sécularisation.

L'action en nullité des vœux est l'exemple classique de cette première intervention. L'ancien moine dont la profession religieuse avait été annulée par l'officialité, ne pouvait quand même obtenir des juges séculiers la restitution de tous ses droits civils, qu'après avoir démontré que les deux conditions établies par le concile de Trente et consacrées dans la suite par l'ordonnance de Blois, avaient été fidèlement observées. Pour obtenir gain de cause devant les tribunaux séculiers, il lui fallait prouver à nouveau qu'il avait fait profession avant seize ans, ou bien, passé ce délai, sous l'influence de la crainte et de la violence. Il devait, en outre, avoir agi avant la forclusion des 5 ans établie par les dispositions du même concile. Et si l'impétrant ne remplissait pas toutes ces conditions, le juge séculier ne se laissait point persuader par la sentence ecclésiastique et refusait tous les pouvoirs et tous les droits.

Voulait-on, au contraire, procéder à une sécularisation mixte, c'est-à-dire portant sur les personnes, auxquelles elle rendait la liberté, et sur les biens qui devenaient par là susceptibles de recevoir une autre affectation telle que l'érection d'un évêché, la fondation d'un séminaire ou d'une « maladrerie » ? Le monastère, le chapitre ou l'autorité diocésaine, qui prenaient l'initiative, s'adressaient au roi, afin d'obtenir un brevet par lequel Sa Majesté les autorisait à faire instance à Rome. Lorsque les bulles avaient été reçues et « fulminées » du consentement

de l'évêque, le chapitre ou le monastère obtenaient du roi d'autres lettres patentes confirmant la procédure et ces lettres patentes devaient, de toute nécessité, être homologuées au Parlement, dans le ressort duquel était située l'église sécularisée. Pour cette espèce de sécularisation, l'intervention de l'autorité royale a toujours été considérée comme indispensable. Les registres du Présidial de Carcassonne nous en fournissent une preuve authentique. C'est la lettre suivante, écrite le 29 janvier 1539 par le roi François I^{er} au sénéchal de cette ville.

« Notre amé et féal, pour ce que nous voulons savoir en quelle forme ont été expédiées les bulles de mutation de régularité en sécularité afin de voir s'il n'y a chose dérogeante à nos droits. Enquêrez-vous si, en votre pouvoir et juridiction, y a aucunes églises ou monastères qui aient fait lesdites mutations et leur ordonnez, de par nous, de nous envoyer lesdites bulles dedans deux mois. Après l'injonction que vous en aurez faite et n'y faites faute. » (1)

§ 4. — L'ÉTAT RÉGLEMENTE LES EFFETS CIVILS
DE LA SÉCULARISATION. — IL LES SUPPRIME LE PLUS SOUVENT.

Mais l'Etat ne se contenta point d'intervenir dans la sécularisation à la façon d'une cour d'enregistre-

(1) Richer, *Traité de la mort civile*, Paris, Desaint, 1755, I v. in-4°, la cite tout au long.

ment chargée d'homologuer les actes de l'autorité ecclésiastique. Sous le spécieux prétexte d'arrêter, chez nous, toute ingérence du spirituel sur le temporel, le pouvoir civil supprima la plupart des effets que logiquement la sécularisation aurait dû produire.

Les religieux étaient-ils par exemple rendus à la vie civile à la suite d'une sécularisation mixte ? Les profès qui se trouvaient à ce moment-là dans le couvent n'en demeuraient pas moins incapables comme avant leur sortie et cette incapacité ne prenait fin qu'en la personne de leurs successeurs, qui n'avaient jamais été moines.

Brodeau, dans son recueil (1), rapporte un arrêt du grand conseil du 21 mars 1622, approuvant les bulles de sécularisation de l'abbaye de Saint-Pierre de Vienne portant que : « Les chanoines de cette église, qui étaient religieux profès avant la sécularisation ou au temps qu'elle a été faite, ne pourront rien prétendre dans les successions de leurs parents directs ou collatéraux ni dans les substitutions, fidei commis, donations au autrement, échus ou à échoir, ni faire aucunes acquisitions, sinon pour donner ou aumôner à ladite abbaye et chapitre de Saint-Pierre ».

Pareille chose a été jugée, le 2 avril 1626, par le

(1) Brodeau d'après Louet, édit. de MDCLXXVIII, p. 134, let. C, somm. 8.

grand conseil, dans un arrêt confirmatif de la bulle de sécularisation de l'abbaye de Saint-Pierre de Moissac, dans le diocèse de Cahors.

N'était-ce pas encore cette préoccupation que les conseillers au Parlement de Paris affichaient dans le long autant que fastidieux arrêt du 6 août 1762 (1) contre les jésuites, en disant notamment que lui, Parlement : « reçoit le procureur général incidemment appelant comme d'abus des vœux et serments émis par les prêtres, écoliers et autres de ladite société, de se soumettre et conformer auxdites règles et constitutions, faisant droit sur ledit appel, dit qu'il y a abus dans lesdits vœux, serments ; ce faisant, les déclare non valablement émis ; ordonne que ceux des membres de ladite société qui auront atteint l'âge de 33 ans accomplis au jour du présent arrêt, ne pourront, en aucun cas et sous quelque prétexte que ce soit, prétendre à aucunes successions échues ou à échoir, conformément à notre déclaration du 16 juillet 1715, enregistrée en notre dite cour le 2 août suivant, qui sera exécutée selon sa forme et teneur, comme loi de précaution *nécessaire pour assurer le repos des familles, etc.* »

Enfin, quatre ans après que le Pape Clément XIV, pressé par les ambassadeurs de France, de Portugal,

(1) Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXII, p. 367.

d'Espagne et de Naples, eut signé le bref supprimant la Compagnie de Jésus dans toute la chrétienté, quatre ans donc après la sécularisation complète, absolue, définitive de tous les « ci-devant jésuites », le roi Louis XVI rendit un édit (1) inspiré par les mêmes idées et les mêmes sentiments, comme le démontre clairement le passage suivant : « Ceux de nos sujets qui étaient engagés dans ladite société des jésuites et qui avaient été promus aux saints ordres seront, à l'avenir, capables de recevoir tous legs et donations, de tester, contracter et jouir de tous les effets civils, ainsi que nos autres sujets, sans que, néanmoins, ceux qui auraient quitté ladite société après avoir atteint l'âge de 33 ans accomplis, lors de l'édit du mois de novembre 1764, puissent recueillir aucune succession... ».

D'après les légistes officiels de cette époque, il devait en être ainsi, parce que les vœux de religion étaient un engagement contracté avec Dieu même, à la face des autels et que cet engagement était irrévocable dans le fait et dans l'intention de celui qui l'avait contracté. La bulle de sécularisation ne pouvait donc pas porter atteinte à cette union mystique entre l'âme et Dieu (ce qu'elle aurait fait en relevant le religieux du vœu de pauvreté, c'est-à-dire en le rendant habile à accomplir les actes juridiques). Elle devait donc se

(1) Edit. de mai 1777. Isambert, XXV, p. 2

borner simplement à donner la dispense de la vie commune et de l'observation de la règle. Ces mêmes légistes faisaient, en outre, remarquer qu'il n'y avait aucun inconvénient à ce qu'un homme, vivant en prêtre séculier, fut néanmoins privé des effets civils ; au contraire, il y aurait eu danger à les lui rendre, à lui que l'on s'était accoutumé à regarder comme n'existant plus dans la société, comme mort civilement ! Un tel changement aurait été contraire aux Droits de Dieu et à la tranquillité publique ! Disons plutôt que c'était uniquement à cause du misérable intérêt des familles et pour éviter que le religieux, rendu au siècle, pût dorénavant faire valoir ses droits sur les héritages à venir que le pouvoir consacra cette situation ambiguë de l'ancien religieux pleinement sécularisé par l'Eglise et cependant toujours incapable aux yeux de l'Etat.

Il arrivait parfois que le Pape, en vertu de sa suprême autorité dans l'Eglise et au moyen d'un rescrit, relevait un religieux de ses engagements et de ses obligations. C'étaient, par exemple, un moine dont les infirmités étaient absolument incompatibles avec la vie de régulier, ou bien encore, un congréganiste qui avait négligé d'intenter l'action en nullité des vœux dans les délais prescrits par le concile de Trente, et auxquels le Souverain Pontife, premier supérieur de tous les religieux, octroyait un « congé perpétuel », une « *restitutio in integrum* » comme on disait alors. Logiquement, il semble que le moine, une fois ren-

au siècle et autorisé à y vivre comme tout le monde, aurait dû, par voie de conséquence, recouvrer sa capacité pleine et entière, mais le pouvoir civil s'y opposa formellement au nom du principe gallican qui refuse, à tout acte émané de la Cour de Rome, le droit de rendre un religieux habile à posséder les biens du Royaume. Il y a même des arrêts qui sont allés jusqu'à refuser aux sécularisés une pension alimentaire, notamment un arrêt du Parlement d'Aix du 12 janvier 1665 (1).

Toutefois, si, d'ordinaire, nos Tribunaux ne se sont pas montrés aussi rigoureux, tous, sans exception, même ceux qui, situés au midi, auraient pu se laisser influencer, semble-t-il, par la législation romaine plus clément, excluent formellement l'action congréganiste de toute réclamation contre les dévolutions de biens effectuées sans lui, pendant son séjour au cloître. Citons, à l'appui de notre thèse, deux arrêts de la Cour de Toulouse (2). Dans le premier, il y est question d'un nommé Jean de Carnejac qui prit, dans cette ville, la veille de la Toussaint de l'an 1609, l'habit de religieux novice au couvent de Saint-Dominique et qui, avant de faire sa profession de religieux et, par conséquent, en pleine possession de tous ses droits, institua, comme héritière, sa mère remariée

(1) Boniface, liv. II, tit. XXXI, ch. XI, n° 12.

(2) D'Olive, *Questions notables de droit*, liv. I, ch. V.

depuis longtemps à un sieur Jean de Vélia. Celle-ci, quelques années plus tard, maria sa fille du second lit à un chirurgien de Toulouse nommé Jean de l'Hostesse, donnant en dot le tiers de tous ses biens.

Le monde avait déjà oublié le dominicain (quatorze ans s'étaient, en effet, écoulés depuis sa profession religieuse), lorsque Jean de Carnejac se prit à regretter la liberté et l'indépendance, il demanda alors au Pape de vouloir bien le relever de ses vœux en alléguant que son consentement avait été vicié par la pression violente que son parâtre avait exercée sur lui. Ce religieux obtint, de l'official de Toulouse et conformément à un rescrit pontifical, une sentence annulant ses vœux et le déclarant habile à succéder. Une fois en possession de cette sentence, Jean de Carnejac s'empresse d'assigner sa sœur utérine, dame l'Hostesse, en délaissement des biens ayant appartenu à son père à lui, et obtient gain de cause le 23 juin 1626 devant le sénéchal de « Tolose ». Au lieu de l'abattre, cette condamnation double l'ardeur procédurière de la dame qui fait appel comme d'abus, en critiquant le rescrit qui contenait à la fois des dispositions sur le spirituel et sur le temporel.

Abandonnons les plaideurs au seuil du Parlement et contentons-nous seulement d'analyser l'arrêt rendu cinq ans plus tard, c'est-à-dire le 12 avril 1631, par la première des enquêtes.

« Au rapport d'un M. de Forest », la Cour décida qu'il n'y avait point eu d'abus, cependant elle n'auto-

risa pas le sieur de Carnejac à reprendre les biens constitués par sa mère à sa sœur utérine, parce que, dit-elle : « Ce rescrit du Souverain Pontife tient plus de la grâce que de la Justice... ; qu'il est plutôt, en effet, une sécularisation émanée de la pleine puissance du Saint-Père, qu'une annulation des vœux procédant d'une juste cause. Or, les rescrits de cette nature n'ont point leur effet rétroactif au préjudice du droit d'autrui. »

Une décision analogue fut rendue le 14 décembre 1632, à la suite d'un procès intenté par une ancienne religieuse, Françoise Bus, contre ceux qui, profitant de son incapacité, avaient bénéficié de certaines opérations effectuées par sa mère. Dans son arrêt, la deuxième des enquêtes « tout en reconnaissant au pouvoir ecclésiastique le droit de dispenser des vœux ne permet pas à la sécularisée de reprendre les biens entre les mains des *tenanciers*, cette *restitutio in integrum* ne s'exerçant jamais au préjudice des tiers. »

« Autrement, dit un vieil auteur, le juge ecclésiastique toucherait à l'autorité du prince en jetant la faux en la moisson d'autrui et en usurpant la juridiction royale. »

§ 5. — L'ÉTAT INTERDIT CERTAINES FONCTIONS A DES
CATÉGORIES ENTIÈRES DE SÉCULARISÉS

L'affaire des jésuites au XVIII^e siècle, nous apprend que l'Etat intervenait encore d'une troisième manière dans la sécularisation.

Cette intervention que, seule la raison d'Etat expliquait, avait pour but d'interdire certaines fonctions à des catégories entières de sécularisés.

C'était tout uniment une nouvelle incapacité d'un ordre un peu spécial qui, de par la volonté du prince, atteignait les religieux d'une congrégation, dans le but d'assurer plus complètement et plus rapidement sa dissolution.

Une telle réglementation variait donc suivant les espèces et d'ailleurs elle n'était pas applicable indistinctement à toutes les sécularisations, mais aux sécularisés d'un ordre déterminé.

L'édit de mai 1777 concernant les jésuites vise surtout l'enseignement et les bénéfices à charge d'âmes dans les villes (1).

Le Parlement, auquel l'acte royal fut soumis pour la formalité de l'enregistrement, jugea utile de compléter cette liste d'exclusion. En outre, détail intéressant, il ajouta à cette réglementation très étroite l'obligation pour les anciens prêtres de la compagnie de Jésus de rentrer dans leur diocèse natal, ce que un siècle plus tard, M. Waldeck-Rousseau devait également prescrire.

Sa Majesté, « bien que touchée profondément du zèle de ses fidèles conseillers », trouva la mesure excessive et dans l'intérêt de la justice et de la liberté

(1) Isambert, XXV, p. 2.

humaine, condamna ces dernières exigences par un nouvel édit (1), dont nous extrayons le passage intéressant : « Notre édit du mois de mai ayant été adressé à notre Parlement, il aurait, le 13 dudit mois, en procédant à son enregistrement, apposé sans notre bon plaisir différentes modifications que son zèle pour le bien de notre service lui a inspirées, mais que nous ne pouvons néanmoins laisser subsister en entier, attendu que quelques-unes sont opposées à nos volontés et priveraient lesdits ecclésiastiques d'une partie des avantages que nous avons reconnu qu'ils pouvaient, sans inconvénient, partager avec nos autres sujets.

» Notre dite cour les aurait obligés à se retirer et à résider dans les diocèses de leur naissance si ce n'est dans les cas où ils pourraient posséder ailleurs des bénéfices... nous ne pourrions, sans blesser notre justice, permettre que des ecclésiastiques fussent privés de la liberté de résider, du consentement de leur évêque, dans tel des autres diocèses où il jugera à propos de leur permettre de résider, ni qu'il fût porté atteinte au droit des ordinaires de donner ces permissions aux ecclésiastiques de leurs diocèses en mettant ceux-ci dans l'impossibilité d'en profiter. »

Nous n'insisterons pas davantage sur cette troisième intervention de l'Etat, parce qu'elle n'est pas gé-

(1) Edit du 7 juin 1777, Isambert, t. XXV, p. 36.

nérale et ne s'applique pas indistinctement à toutes les sécularisations.

Nous ne discuterons pas davantage ici la mesure très rigoureuse du Parlement de Paris ordonnant aux jésuites-prêtres de rentrer dans leur diocèse d'origine, car plus loin, les circulaires ministérielles nous fourniront matière à un ample développement sur ce sujet. Mais nous avons néanmoins jugé intéressant de la relever ici, car on peut se demander si elle n'a point inspiré M. Waldeck-Rousseau dans sa lettre aux Préfets, du 14 novembre 1901.

En résumé, sous l'ancien régime, l'Etat intervenait de trois façons différentes dans la sécularisation des personnes : d'abord, en s'arrogeant le droit d'examiner si la décision ecclésiastique avait été rendue conformément aux décrets des conciles et aux ordonnances royales approuvant ces décrets ; secondement, en émettant la prétention de réglementer les effets civils de la sécularisation, et notamment de maintenir le religieux dans l'incapacité absolue et la mort civile (1) ; troisièmement enfin, la raison d'Etat amenait

(1) Cette dernière règle n'était jadis tempérée que par de très rares exceptions. Nous avons déjà étudié la première de ces exceptions, n'ayant point voulu tronquer l'action en nullité des vœux. Par suite, nous savons que la sentence de l'official, lorsqu'elle était rendue conformément aux dispositions du Concile de Trente, avait pour effet non seulement d'anéantir les vœux, mais encore de rendre la

parfois le pouvoir civil à interdire certains postes aux sécularisés d'un ordre religieux déterminé. Mais cette prescription n'était pas une règle générale applicable à tous indistinctement.

capacité pleine et entière à celui en faveur de qui était intervenue la décision. Et même comme, dans l'espèce, les vœux étaient rétroactivement anéantis, on supposait que le religieux n'avait jamais cessé d'être capable, ce qui lui permettait de rentrer dans tous ses biens, dans tous ceux qui pouvaient lui échoir à l'avenir, comme dans ceux qu'il aurait dû recueillir pendant son séjour au monastère. En somme, l'effet produit par l'action en nullité des vœux était analogue à celui du *postliminium* romain. Nous avons déjà vu qu'il fallait, pour que cet effet se produise, une sorte d'exequatur donné par les tribunaux séculiers.

L'élévation d'un religieux à l'épiscopat, en le sécularisant, lui conférait également une capacité relative. Et si nos coutumes excluaient formellement ces évêques de la succession de leurs parents, à titre de simple tolérance elles leur permettaient d'acquérir, de posséder et de disposer à titre gratuit ou onéreux. C'était une inconséquence inexplicable, aussi voyons-nous plus d'un auteur attaquer violemment cette règle comme contraire à l'équité, les pauvres seuls, d'après eux, ayant le droit de recueillir ces biens et ces économies. (Voir notamment Brodeau, d'après Louet, édition MDCLXXVIII, t. I, p. 502 et suivantes)

CHAPITRE II

LA SÉCULARISATION ET LE DROIT INTERMÉDIAIRE

§ 1. — LA RUPTURE DE L'ÉTROITE UNION QUI JADIS EXISTAIT ENTRE L'ÉGLISE ET L'ÉTAT ENLÈVE A CE DERNIER UNE PREMIÈRE RAISON D'INTERVENIR DANS LA SÉCULARISATION

Nous venons d'étudier les règles applicables à la sécularisation des personnes lorsque survint la Révolution française qui modifia complètement les rapports entre l'Eglise et l'Etat, en substituant, à l'union douze fois séculaire, un régime de séparation à peine masqué et atténué par le concordat de 1801. L'Etat déclara n'avoir plus besoin dorénavant de l'investiture divine, trouvant à son pouvoir une base suffisante dans la souveraineté nationale ; par voie de conséquence, il proclama hautement son indépendance à l'égard de l'église et ouvrit la porte à tous les cultes. La religion catholique cessa d'être la religion de la Patrie pour devenir une opinion entre les autres, celle

de la majorité des Français. L'église fut, dorénavant, une société demi-étrangère, demi-nationale, admise à vivre dans l'Etat par le bénéfice d'un traité positif et plus encore d'une liberté !

Sous un pareil régime, la loi ne pouvant plus commander aucun dogme, ni violenter aucune erreur, toléra tout ce que le législateur n'estima pas nuisible à la société. Ce fut l'opposition d'une doctrine avec les intérêts civils ou politiques qui détermina sa prohibition. Est-il nécessaire d'ajouter que dorénavant les lois de l'Eglise ne purent plus, en aucune façon, devenir lois de l'Etat ; que le bras séculier se vit interdire, au nom des mêmes principes, de prêter main forte au pouvoir ecclésiastique désireux de vaincre certaines résistances parmi les fidèles ; que l'excommunication n'engendra plus les incapacités civiles, les mesures de rigueur ! Il en fut de même pour les vœux. L'Etat, n'étant plus chargé de les faire exécuter, dut les ignorer absolument ; par suite la vie politique et civile fut rendue au congréganiste désormais capable d'acquiescer, de posséder, de se marier. Les liens religieux ne furent plus désormais que des liens de conscience et de foi excluant l'intervention de l'Etat. Toutes les questions soulevées à leur sujet ne relevèrent que du for intérieur. En effet, dès que l'Etat se sépare de l'Eglise, que le prince n'est plus l'évêque du dehors, mais simplement le gendarme, gardien de l'ordre public, il n'y a plus d'église na-

tionale et la discipline ecclésiastique, si ce n'est dans ses effets extérieurs, ne le regarde pas (1).

§ 2. LE TRIOMPHE DES PRINCIPES DE 89 EXIGE LE SACRIFICE DES INSTITUTIONS QUI CARACTÉRISENT L'ANCIEN RÉGIME : LES PRIVILÈGES, LES CORPORATIONS, LES VŒUX SOLENNELS.

Mais ce n'est pas seulement cette nouvelle situation faite à l'Eglise qui s'oppose à toute surveillance et à toute intervention de l'Etat dans la matière de sécularisation des personnes, ce sont encore les principes fondamentaux de notre droit public, depuis la Révolution française. Les philosophes de cette époque, ayant considéré comme leur droit et leur devoir strict de refaire la société de fond en comble, ainsi que l'exigeait « la raison pure » qui venait de découvrir les droits de l'homme et les conditions du contrat social, n'eurent rien de plus pressé que de porter la main sur les ordres et les corps anciens pour les abolir. Avant d'établir, d'une façon durable, les grands principes d'égalité et de liberté, sur lesquels reposent notre société moderne, ne fallait-il pas écarter les obstacles qui, jusqu'alors, avaient étouffé leur essor ? Or, toujours d'après nos législateurs, comme les prin-

(1) Portalis a commis une erreur politique en essayant de ressusciter l'ancienne Eglise Gallicane au moyen des articles organiques.

cipaux obstacles étaient : la féodalité et ses privilèges, les corporations avec leurs réglementations très sévères et très fermées, enfin le lien congréganiste destructeur de la personnalité humaine, les premières hostilités devaient être dirigées contre ces trois institutions.

L'Assemblée nationale reconnut avec le plus grand éclat, dans le décret des 15-17 juin 1791 (1), qu'un homme n'avait jamais pu devenir propriétaire d'un autre homme et que, en conséquence, les droits que l'un s'était arrogé sur la personne de l'autre, n'avaient jamais pu devenir une propriété du premier. Un tel contrat était nul par essence et cette nullité entraînait celle de tous les privilèges et de tous les titres qui en découlaient.

Au sujet des corporations, les orateurs ne sont pas moins nets et catégoriques ! En face de l'Etat, dépositaire de tous les pouvoirs publics, ils ne veulent qu'une poussière d'individus désagrégés, et ils proscrivent pour cela toute société particulière, tout groupement partiel, toute corporation collatérale, même lorsqu'elle est destinée à remplir un office que lui Etat ne remplit pas ! « Dès qu'on entre dans une corporation, dit Dupont de Nemours, à la séance du 23 octobre 1789, il faut l'aimer comme une famille. Or, l'Etat doit garder le monopole de toutes les affec-

(1) Duvergier, *Collection des lois*.

tions et de toutes les obéissances. » (1). D'ailleurs, sitôt qu'on fait partie d'un ordre, on reçoit un appui distinct et toute distinction est contraire à l'égalité civile ; c'est pourquoi, si l'on veut que les hommes restent égaux et deviennent citoyens, il faut leur ôter tout centre de ralliement qui ferait concurrence à l'Etat et donnerait aux uns quelques avantages sur les autres. Ces idées vinrent se condenser et se cristalliser dans le décret des 14-17 juin 1791 (2) qui prononça l'anéantissement de toutes les espèces de corporations de citoyens de même état et profession et défendit de les rétablir dans la suite.

Enfin, les vœux solennels étant un souvenir du passé et de l'ancien régime, il fallait qu'ils disparaissent comme les corporations et les anciens privilèges de la noblesse.

« Des sociétés particulières, dit Mirabeau, placées dans la société générale, rompent l'unité de ses principes et l'équilibre de ses forces. Les grands corps politiques sont dangereux dans un Etat par la force qui résulte de leur coalition, par la résistance qui naît de leurs intérêts... » et les congrégations sont, de plus, mauvaises par essence, car leur régime est continuellement en opposition avec les droits de l'hom-

(1) Dupont de Nemours, *Archives Parlementaires*, 1^{re} série, t. VIII et IX (cité par Taine).

(2) Duvergier, *Collection des lois*, t. III, p. 22 de la 2^e édition.

me (1). Un institut où l'on fait vœu d'obéissance est incompatible avec la constitution et contraire à son esprit.

§ 3. — LA LÉGISLATION NOUVELLE FONDÉE SUR LA LIBERTÉ
DE LA PERSONNE HUMAINE
IGNORE L'EXISTENCE ET LA RUPTURE DU LIEN CONGRÉGANISTE
QUI DEVIENT UN LIEN DE CONSCIENCE ET DE FOI

Mais nos Jacobins ne devaient pas se contenter de ces belles et pompeuses déclarations, et par la loi des 13-19 février 1790 (2), ils déclarèrent que, dorénavant, « la constitution du royaume ne reconnaîtrait plus les vœux solennels des personnes de l'un et de l'autre sexe ».

L'année d'après, poursuivant en les amplifiant le cours de leurs innovations, ils proclamèrent l'inaliénabilité de la personne humaine dans la « Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » (3) qui fut comme le couronnement de l'œuvre philosophique de la Révolution.

Plus tard, sous prétexte d'affirmer avec plus de solennité et d'éclat ces grandes principes, on ouvrit

(1) Voir notamment le *Moniteur*, séance du 12 février 1790 (Discours d'Ogier et de Barnave).

(2) Duvergier, *Collection des lois*, t. premier, p. 100.

(3) Duvergier, *Collection des lois*. Loi des 3-14 septembre 1791, t. III, p. 239.

les portes des monastères et les moines, malgré tout leur désir de continuer la vie de pénitence et de sacrifice qui était celle de leur choix, furent condamnés à la sécularisation forcée. Cependant l'État, tout en multipliant ses prescriptions et « ses actes d'énergie » ne s'immisça jamais à cette époque dans les questions de for intérieur à propos de la sécularisation. Les décrets et les lois rendus sur ce point ne poursuivirent pas, en tant que congréganiste, l'individu par-delà le mur du cloître ou du couvent. Par cette réglementation le législateur de la Révolution n'eut qu'un but : faire disparaître, à jamais, l'étreinte légale des anciens vœux avec toutes ses conséquences civiles ; qu'un seul objectif : l'affranchissement et la liberté.

CHAPITRE III

CONSÉCRATION DÉFINITIVE PAR NOTRE DROIT MODERNE DE LA LIBERTÉ DE LA PERSONNE H MAINE ET PAR SUITE DE LA LIBERTÉ DE LA SÉCULARISATION

§ 1. — L'ART. 1780 DU CODE CIVIL

Après la tourmente, on ne pouvait abandonner cette conquête, aussi lui donna-t-on une consécration définitive en l'inscrivant dans notre Code civil, article 1780 : « On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée ». C'est précisément ce paragraphe que nous invoquerons en faveur de la liberté de la sécularisation.

Sans doute, si l'on prend ce texte à la lettre, si, d'autre part, on se laisse impressionner par sa place, on serait tenté de n'accorder à cette disposition qu'une portée bien restreinte. N'est-ce pas l'erreur dans laquelle sont parfois tombés nos juges ? Et la Cour de cassation elle-même a, au début, suivi les Tribunaux

dans cette voie, notamment dans un arrêt de rejet de 1838 qui statue sur un contrat plutôt bizarre (1). Dans l'espèce, il s'agissait d'un pacte passé avec un docteur en médecine qui s'était obligé à donner pendant toute sa vie les soins de son art à une personne et aux gens de sa maison. On se trouvait, à n'en point douter, en présence d'un engagement à vie et pourtant la Cour de cassation déclara « qu'un contrat de cette nature n'est contraire ni aux bonnes mœurs, ni à l'ordre public ; qu'il n'est prohibé non plus par aucune loi et que l'article 1780 du Code civil, duquel on voudrait faire résulter la prohibition de cette convention, n'est applicable qu'aux domestiques et gens de service, dans la classe desquels on ne peut faire rentrer les médecins ».

Aussi nettement posée, la règle nous paraît excessive, car l'article 1780, quoique placé sous la rubrique du louage d'ouvrage et d'industrie, pose un principe général.

Les travaux préparatoires ne laissent aucun doute à cet égard. A la séance du 9 ventôse an XII (2), M. Galli, conseiller d'Etat et orateur du Gouvernement, au moment de la discussion de ce même article 1780, devant le Corps législatif, disait, en effet : « Venons au louage d'ouvrage et d'industrie... il serait étrange

(1) Requête, 21 août 1839. Dalloz, J. G., v^o Louage d'ouvrage, n^o 27.

(2) Dalloz, J. G., v^o Contrat de louage, p. 269.

qu'un domestique, un ouvrier puissent engager leurs services pour toute leur vie, la condition d'homme libre abhorre toute espèce d'esclavage. » Cinq jours après, à la séance du 14 ventose (1), dans son rapport au Tribunat au nom de la section de législation le tribun Mourricault s'exprimait ainsi : « Il était convenable de consacrer à nouveau le principe de la liberté individuelle, c'est ce que fait la loi dans l'article 1780. »

Donc, sans aucun doute et de l'avèu même du législateur, cet article pose une règle générale, et d'ordre public, en défendant à tout individu d'aliéner complètement sa liberté. Sera, par suite, nulle toute convention qui portera atteinte d'une manière absolue, définitive à la liberté de la personne humaine. Or, s'il est un contrat qui produise cet effet, c'est incontestablement le contrat passé entre le profès et la congrégation, puisqu'il tend purement et simplement, comme nous l'avons déjà vu, à l'absorption mystique et économique de l'individu par la communauté ; la loi civile ne pourra donc pas le sanctionner, elle devra, au contraire, et suivant l'expression du décret de 1791, « toujours l'ignorer », comme elle ignorera également sa contre-partie : la sécularisation qui se propose de le mettre à néant. On ne voit pas bien, en effet, comment l'Etat pourrait réglementer et surveiller la rup-

(1) Dalloz, *op. cit. ibid.*, p. 270.

ture du lien congréganiste, lui qui est censé ignorer son existence. En vertu de quel droit et comment réglementerait-il la sécularisation, alors qu'il ne peut même pas employer une mesure de coercition quelconque pour faire exécuter les engagements temporaires contractés par le profès à l'égard d'une congrégation autorisée ?

Nous pouvons donc dire que la modification des rapports entre le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel et la rupture de leur union très intime et très étroite, que les principes fondamentaux de notre droit public depuis la Révolution et notamment la loi des 13-19 février 1790, enfin l'article 1780 du Code civil, interdisent toute intervention, toute réglementation de l'Etat dans la sécularisation des personnes.

§ 2. — QUELQUES RECONNAISSANCES SOLENNELLES ET OFFICIELLES
DE LA LIBERTÉ DE LA SÉCULARISATION

Le 20 mars 1823, notre conclusion reçut à la Chambre des Pairs, une interprétation officielle. M. Portalis fils, dont la compétence en droit canonique est indéniable, disait, en effet, dans son rapport (1), sur la proposition faite par un membre de l'auguste assem-

(1) *Moniteur Universel*, Supplément au n° 87 du vendredi 28 mars. Chambre des Pairs, séance du 20 mars, 1^{re} colonne. *Id.* Dalloz, Rép. jur. générale, v° culte, n° 420.

blée et tendant à provoquer une loi en vertu de laquelle les communautés religieuses de femmes puissent à l'avenir être reconnues par une simple ordonnance :

« Avec la Révolution, la dissolution de tous les ordres monastiques d'hommes et de femmes fut prononcée, la loi ne reconnut plus de vœux solennels. Les religieux et les religieuses expulsés de leur monastère et privés subitement des avantages de la vie commune et de l'existence collective, furent rejetés au sein d'une société à laquelle ils étaient devenus étrangers et rendus à la vie civile et individuelle ; on affecta de ne rien voir au-delà du cercle étroit des intérêts matériels et l'on ne s'occupa que de l'homme civil et périssable ! Et si, plus tard, sous la poussée irrésistible des âmes, l'Etat capitula et par plus de 95 décrets donna la vie à certaines agrégations religieuses, on trouve dans les statuts qui sont joints à ces décrets des dispositions d'où l'on peut induire que les vœux qui lient les associés n'ont rien d'irrévocable. Ces dispositions constatent la faculté réciproque que conserve toujours l'association de répudier tout sujet indocile ou scandaleux et chaque sœur de rompre ses engagements en tout temps et avec toute liberté, sans cause déterminée. »

Plus tard, dans une lettre adressée à l'évêque de Cambrai le 14 mars 1838 et dans une autre de la même date au Procureur général de Douai, le Garde des Sceaux pensait que le droit de retenir et de sé-

questrer les membres des congrégations contre leur propre volonté et à l'aide de moyens coercitifs serait tellement en opposition avec les principes de notre droit constitutionnel et civil, qu'il faudrait une disposition formelle pour la conférer (1).

Depuis lors, la tradition française en matière de sécularisation a toujours été dans le sens de la liberté absolue et sans contrôle.

Lorsque, en 1844, M. Villemain posa la question de la liberté d'enseignement, d'après son projet (2), pour avoir le droit d'enseigner, il fallait produire une déclaration signée, constatant que l'on n'avait jamais été ou que l'on n'était plus membre d'une congrégation non autorisée. A chacun d'opter entre la carrière de l'enseignement et celle de religieux ! C'est précisément par cette exigence qui a pu, au nom d'autres principes, être violemment attaquée, que l'auteur du projet consacrait pour tout congréganiste le droit de se retirer au mieux de ses intérêts, sans aucune intervention des supérieurs ou de l'État.

Enfin, pendant la discussion qui eut lieu au Sénat à propos de l'article 7, tendant à retirer aux membres des congrégations non autorisées, le droit d'être professeur dans une école, un orateur qui ne paraîtra

(1) Dalloz, Répertoire Jurisprudence générale, v^o culte 420.

(2) *Moniteur universel*, projet de loi, titre II, p. 218.

pas suspect et dont le nom évoque l'idée de la liberté, au triomphe de laquelle il consacra sa vie : Jules Simon, disait textuellement : « Je suppose qu'un jeune homme entre chez les Jésuites parce qu'il a la vocation de l'enseignement ; vous lui ôtez le droit d'enseigner ; comme il tient plus à ce droit qu'à la compagnie de Jésus, il sort de son ordre à 30 ans. Est-ce que vous lui direz : Vous avez été jésuite ; vous l'êtes toujours ? Non ! Par conséquent à celui qui déclarera qu'il est un ancien jésuite, mais qu'actuellement il ne l'est plus, les droits du citoyen sont rendus, il ne sera pas exclu de l'enseignement. » (1). Et comme le ministre de l'Instruction publique, M. Jules Ferry, faisait un signe d'approbation, le célèbre orateur ajoutait : « Je vois que vous êtes de mon avis, Monsieur le Ministre, je vous en remercie, c'est toujours cela de gagné. »

N'était-ce pas encore affirmer solennellement, à la fin du siècle qui l'avait entendu proclamer, la survivance du dogme de l'inaliénabilité de la personne humaine et son application à toutes les conséquences même les plus éloignées ?

(1) *Journal Officiel* du 9 mars 1880. Sénat, p. 2775, 3^e colonne.

CHAPITRE IV

LES CIRCULAIRES MINISTÉRIELLES (1)

§ 1^{er}. — ANALYSE DE CES CIRCULAIRES : ELLES S'APPUIENT SUR LE DÉCRET DE MESSIDOR

Au lendemain de la loi de 1901, MM. Waldeck-Rousseau et Monis ont essayé de fixer quelques principes sur la question des sécularisés.

Dans une circulaire adressée aux Parquets avant même l'expiration des délais accordés par la loi, pour prendre parti, le Garde des sceaux pose les premières règles, un peu confuses, desquelles néanmoins découle la condamnation de la sécularisation sur place (2)
« Pour changer subitement, dit-il, une congrégation

(1) Depuis le vote et la promulgation de la loi du 9 décembre 1905, ce chapitre n'offre plus qu'un intérêt historique.

(2) Circulaire du 24 septembre 1901. Sirey, 1902, *Lois annotées*, p. 288.

illicite en association légale, il ne suffirait pas de transformer une modalité quelconque de la vie extérieure ; vous ne laisserez pas tourner la loi avec cette facilité. D'ailleurs, quand les mêmes hommes sont restés dans la même maison pour y poursuivre la même communauté d'existence et s'y livrer aux mêmes œuvres, vous n'aurez pas de peine à montrer, sous l'ajustement des détails improvisés, la persistance manifeste de la congrégation frappée par la loi. »

Le 14 novembre de la même année, dans sa lettre adressée aux préfets, M. Waldeck-Rousseau formule de la façon suivante les règles à suivre pour apprécier la sécularisation :

1° La sécularisation ne peut être accordée qu'aux prêtres rentrés dans leur diocèse d'origine ;

2° Elle ne doit jamais s'effectuer sur place, c'est-à-dire au lieu même où existait la congrégation ;

3° Enfin, on ne peut admettre l'entrée dans le clergé paroissial d'un sujet faisant partie d'une congrégation existant encore, quel que soit le lieu où elle s'est transportée, alors même qu'elle n'existerait plus en France sous forme d'agrégation compacte.

Dans la suite, deux nouvelles circulaires (1 et 2) de M. Monis sont venues compléter la série de ces réglementations en imposant aux religieux, comme

(1) Circulaire du 7 fév. 1902. Sirey, *Lois annotées*, 1903 p. 535.

(2) Circulaire du 17 mars 1902. Id.

condition essentielle de la réalité et de la sincérité de la sécularisation, l'obtention d'un emploi prévu par les lois et règlements, c'est-à-dire les emplois de vicaire général, curé desservant, chanoine, vicaire et prêtre habitué, chapelain.

Ces dernières instructions se terminent enfin par une longue discussion sur l'autorité en France des décisions de la Sacrée-Congrégation des évêques et réguliers et sur la valeur des actes pontificaux qui n'ont pas été soumis aux formalités prévues par l'article 1^{er} de la loi du 18 Germinal an X.

Telles sont les principales dispositions des circulaires. Avant de les étudier dans les détails, nous croyons utile de discuter leur fondement juridique, comme, par elles-mêmes, d'après notre droit administratif, elles ne sont que « de simples instructions adressées aux subordonnés, sans aucune autorité à l'égard des citoyens » (1) : il saute aux yeux que si la base légale leur manque, par le fait même, le caractère obligatoire leur fera défaut. Et la question est d'autant plus palpitante ici que certaines de leurs prescriptions, notamment celles très rigoureuses concernant l'obligation pour le religieux de rentrer dans son diocèse d'origine s'appuie sur le décret du 3 messidor an X, que depuis longtemps on affirme être abrogé.

(1) Aucoc, *Conférences sur l'administration et le droit administratif*, t. I, n° 66.

§ 2. — LE DÉCRET DE MESSIDOR EST-IL ABROGÉ ?

Déjà, en 1880, de très bons esprits ont prétendu qu'il était inapplicable en invoquant contre lui son inconstitutionnalité et l'absence de pénalité, enfin son abrogation par les articles 291 et suivants du Code pénal, par la constitution de 1848. Ils ont aussi tiré argument de la discussion et du vote de certaines lois, notamment de la loi de 1850 sur l'enseignement et du rejet de l'article 7. Malgré toutes ces savantes raisons, la jurisprudence a consacré, lors des expulsions, le système contraire favorable au décret. Nous ne développerons donc pas toutes ces preuves et nous nous contenterons simplement de faire valoir un autre argument nouveau et irréfutable, que nous fournit la loi du 1^{er} juillet 1901. En effet, et implicitement au moins parce que les deux textes règlent la même matière, de façons tout à fait diverses et incompatibles, le décret de messidor a été abrogé par ladite loi, en admettant même qu'il ait encore jusque-là quelque valeur. C'est ce qu'a formellement déclaré le jugement de Die du 18 mars 1902, rendu à la suite d'une magistrale plaidoirie de M^e Rivet. Voici, en abrégé, l'argumentation de l'éminent avocat : L'article premier du décret du 3 messidor an XII prononçait la dissolution instantanée et obligatoire des congrégations existantes au jour de sa promulgation ; il n'en est plus ainsi, l'article 10 de la loi de 1901 y a subs-

fitué la faculté de prévenir toute dissolution par une demande en autorisation formée dans un délai de trois mois. Dorénavant, la dissolution ne pourra plus résulter que d'une décision législative.

L'article 2 contenait la sanction purement administrative de cette dissolution, que rien ne pouvait prévenir. C'était non pas une pénalité, mais l'obligation « pour les ecclésiastiques composant lesdites associations » de se retirer, sous le plus bref délai, dans leurs diocèses. A cette simple obligation, la loi de 1901 a substitué une série de peines corporelles et pécuniaires.

L'article 3 interdisait les vœux perpétuels. Sous l'empire de la loi de 1901, on ne voit pas ce qui pourrait empêcher le législateur, seul investi du droit d'autoriser, d'admettre des vœux perpétuels, s'il le jugeait opportun. Après avoir prononcé, dans ses premiers articles, la dissolution des congrégations existantes, le décret réglait pour l'avenir la situation des congrégations qui voudraient bien se former ; son article 4 établissait le régime de l'autorisation par décret. Il n'en est plus ainsi de nos jours ; l'article 13 de la loi de 1901 a rendu l'autorisation législative seule possible. L'article 5 concernait 5 congrégations dont les titres ont depuis lors fait l'objet de diverses révisions ; il est donc sans intérêt. Enfin, l'article 6 posait les poursuites par la voie extraordinaire. A cet expédient arbitraire de gouvernement, dont l'instrument était la haute police de l'empire, la loi de 1901

a substitué les poursuites correctionnelles avec des pénalités définies.

Que reste-t-il donc du décret de messidor ? Rien, absolument rien ! Dans ces conditions, n'est-on pas en droit d'affirmer que, pour régler le sort des religieux dispersés par application de la loi de 1901, c'est ce dernier texte qu'il faut envisager, l'autre ayant cessé d'être en vigueur. Et cette conclusion s'imposerait d'ailleurs en dehors de toute abrogation totale du décret. Comme le fait, en effet, remarquer la Cour de Chambéry, dans son arrêt du 9 juin 1902 : « Ni dans les travaux préparatoires, ni dans le texte de la loi, on ne rencontre aucune allusion à cet acte et, à moins de préparer les pires surprises aux citoyens les plus attentifs à remplir leurs devoirs, on ne saurait compliquer une loi nouvelle par des dispositions extraites de règlements anciens, auxquels elle ne se réfère nullement. Concluons donc, pour toutes ces nombreuses et excellentes raisons, que le décret de messidor est depuis longtemps abrogé et que certaines dispositions des circulaires de nos ministres, qui l'avaient choisi pour base et point d'appui de leur réglementation sévère, étroite, s'écroulent avec lui.

§ 3. — LES CIRCULAIRES ET LES ARTICLES ORGANIQUES

Mais peut-être que, à défaut du décret de messidor, la loi organique du 18 germinal an X vient apporter aux circulaires ministérielles l'appui de son

autorité. Est-ce que, par hasard, les règles consacrées par cette loi déterminent le diocèse d'origine ou d'ordination et limitent le pouvoir des évêques d'admettre dans leur clergé certains prêtres ?

L'article 26 édicte sans doute des conditions, mais aucune relative au diocèse d'origine ou d'ordination ; le voici d'ailleurs *in extenso* : « Ils (les évêques) ne pourront ordonner aucun ecclésiastique s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de 300 francs, s'il n'a atteint l'âge de 25 ans et s'il ne réunit les qualités requises par les canons reçus en France.

» Les évêques ne feront aucune ordination avant que le nombre des personnes à ordonner ait été soumis au gouvernement et par lui agréé. »

Et c'est en vain que nous continuons à passer en revue la série des articles, nous ne découvrons aucune prescription de ce genre.

L'article 32 oblige l'évêque qui veut employer dans les fonctions du ministère un étranger, à en demander la permission au gouvernement.

L'article 33 est la consécration du principe que tout ecclésiastique doit, en France, reconnaître l'autorité et la jurisprudence d'un évêque français.

Afin de se conformer à l'article 34, l'ecclésiastique qui voudra quitter son diocèse pour aller desservir dans un autre, devra préalablement obtenir la permission de son évêque.

Voilà tout ce qui, dans les articles organiques, se

rapporte de près ou de loin à notre sujet. Nous pouvons donc dire en toute certitude que ce ne sont pas eux qui ont inspiré nos ministres dans leur réglementation et par suite que leurs circulaires manquent de base légale.

§ 4. — ÉTUDE CRITIQUE DES DISPOSITIONS DE CES CIRCULAIRES :
LE DIOCÈSE D'ORIGINE OU D'ORDINATION

Malgré notre précédente conclusion, nous croyons néanmoins intéressant d'aborder l'étude de leurs dispositions principales afin de les discuter séparément. Examinons d'abord la question du diocèse où le religieux doit se retirer. M. Monis, conformément à l'opinion de la direction des cultes, indique le diocèse d'ordination. M. Waldeck-Rousseau, dans sa circulaire du 14 novembre 1901, parle du diocèse d'origine. Sans insister sur la contradiction entre les deux textes, nous ferons remarquer qu'on ne saurait, en moins de mots, accumuler plus d'erreurs et d'impossibilités pratiques.

A. — *Erreur juridique*

Erreur juridique d'abord. En effet, jamais aucun texte de loi n'a parlé de l'obligation faite à un religieux de rentrer dans son diocèse d'origine ou d'ordination ; le décret de messidor lui-même, que l'on invoque à ce sujet, emploie le pluriel et se garde bien de qualifier de façon limitative les diocèses qu'il vise. C'est que Portalis, le rédacteur du décret de

l'an XII était trop versé dans les matières canoniques pour ne pas savoir que, d'après les constitutions de l'Eglise, un ecclésiastique peut avoir d'autres diocèses que celui de naissance. En effet, quatre évêques ont, à des titres divers, le droit d'ordonner le jeune clerc : ceux d'origine, du domicile, du bénéfice et de famille. Tout prêtre pourra donc être ordonné dans son diocèse natal, dans celui où il a fixé son domicile, à condition, toutefois, qu'il y soit demeuré un certain nombre d'années. L'évêque dans le diocèse duquel il jouit d'un bénéfice a également ce pouvoir. Enfin le titre de familial, c'est-à-dire le fait, pour le jeune clerc, d'avoir habité trois ans le palais épiscopal, d'y être demeuré le même laps de temps au service de l'évêque et d'y avoir été son commensal, lui permettent de recevoir les ordres des mains du prélat.

Prenons un exemple : voici un jeune homme né dans le diocèse de Grenoble ; il fixe son domicile à Lyon. Il peut indifféremment briguer l'honneur d'appartenir à l'un des deux clergés. S'il opte pour Lyon, il lui faudra non pas des lettres « dimissoriales » de l'évêque de Grenoble, mais de simples lettres « testimoniales » attestant sa foi, ses bonnes mœurs et l'absence de toute irrégularité canonique.

Autre exemple : Un clerc né à Grenoble, domicilié à Lyon, entre au service personnel de l'évêque de Valence. Ce prélat pourra l'ordonner au bout de trois ans.

On est donc en droit d'affirmer que les ecclésiastiques peuvent avoir d'autres diocèses que celui de leur lieu de naissance. Une fois entré dans un diocèse, pour en sortir, il faut se procurer, suivant les cas, des lettres dimissoriales qui ménagent un retour, ou d'exporporation, qui rompent tous les liens unissant l'ecclésiastique au diocèse. Hâtons-nous de dire que pour obtenir ces dernières, il faut faire la preuve qu'un autre évêque a promis l'incorporation. Mais obligatoirement, un prêtre devra toujours dépendre d'un évêque.

Voilà pour les prêtres séculiers ; il en va autrement des religieux. Le religieux est ordonné au titre de la pauvreté « ad titulum paupertatis », comme s'exprime le droit canon, pour le service de sa congrégation ou des œuvres de sa congrégation, non pas en vue d'un diocèse. Aucun évêque ne le prend à sa charge, aucun évêque ne contracte envers lui d'obligation. C'est la congrégation qui, en le recevant, s'engage à lui fournir, en échange de sa coopération, tout ce qui est nécessaire à l'entretien et au développement de sa vie physique et morale, il n'a de lien qu'avec elle « Nam professi votorum solemnium obstatum religiosum permanentem quem amplexi sunt, in perpetuum a jurisdictione episcoporum omnino subtrahuntur (1) ».

Sécularisé, il n'appartient donc pas plus au dio-

(1) Nervegna, *De Jure pratico regularium*, p. 169.

cèse où il est né qu'au diocèse où il a été ordonné : son premier devoir est de trouver un évêque qui veuille bien le recevoir dans son diocèse. « *Donec episcopum benevolum receptorem invenerint* » dit le décret pontifical « *Auctis admodum* » du 4 novembre 1892. Jusque-là il est en suspens. L'a-t-il trouvé ? C'est à ce diocèse d'adoption qu'il appartiendra. Pour connaître plus complètement les dispositions et l'esprit de ce décret, nous n'avons qu'à nous reporter à la célèbre consultation donnée dans l'affaire suivante : Plusieurs religieux sortis d'une congrégation, après avoir été dispensés de leurs vœux, mais avant d'avoir découvert l'« *episcopum benevolum receptorem* » s'étaient fixés dans le diocèse d'Avila. L'évêque, pour des raisons quelconques, n'ayant point voulu prononcer leur incorporation, ces sécularisés, atteints par la suspense, se trouvèrent dans une situation des plus critiques ; quelques-uns, pour vivre, en furent même réduits à se livrer à des travaux manuels. Afin d'adoucir leur sort, sans endosser aucune charge, le prélat demanda au Souverain-Pontife de leur permettre d'exercer temporairement les fonctions de leur ordre. La Sacrée-Congrégation des évêques et réguliers, tout en maintenant les prescriptions du décret « *Auctis admodum* », par un indult spécial, et en considération des bons antécédents de ces anciens congréganistes, leur accorda la célébration des saints mystères, mais en leur imposant l'obligation de rechercher activement un emploi dans un diocèse.

A l'occasion d'autres sécularisations, et notamment de celle des assomptionnistes, après la dissolution de leur ordre prononcée en 1900 par la Cour de Paris, il a été formellement déclaré : « que les incorporations de religieux placés par la loi civile en face d'une raison majeure de se pourvoir d'une situation séculière, sont au pouvoir de tous les évêques et les religieux placés dans ces nécessités sont *ipso facto* autorisés et obligés de les demander ». Et c'est en vain que l'on parcourt attentivement les textes canoniques auxquels d'ailleurs se sont toujours conformées les lois, on découvre toujours l'évêque bienveillant et jamais les évêques des diocèses d'ordination ou d'origine.

B. — *Impossibilités pratiques*

D'autre part, quelles impossibilités pratiques les prescriptions de ces circulaires ne soulèvent-elles pas ? Voici par exemple un religieux originaire des pays annexés de l'Alsace ou de la Lorraine, il a opté pour la nationalité française ; peut-on l'obliger à rentrer sous la domination prussienne, à quitter la France ?

Et si l'évêque du diocèse d'origine ne peut pas accepter ce religieux sur les rôles de son clergé, parce qu'il n'a pas de poste à lui donner, parce qu'il a surabondance d'ecclésiastiques à ses ordres ? (Remarquons que c'est ce qui fatalement doit se produire, les religieux sortant pour la plupart des diocèses très

fertiles en vocations sacerdotales où le nombre des prêtres dépasse déjà de beaucoup les besoins du service.) Que faire ? Comment sortir de cette impasse ? Par l'entrée dans un autre diocèse ? Alors pourquoi ne pas admettre du premier coup l'incorporation dans un diocèse quelconque ; M. Monis espère-t-il se mieux tirer d'affaire en indiquant le diocèse d'ordination ? D'autres difficultés se présentent. Plusieurs membres des congrégations religieuses ont été ordonnés à l'étranger, en Espagne, en Angleterre, en Belgique. Va-t-on obliger ces citoyens français à rapporter des lettres d'incorporation de l'évêque de Barcelone, de Cantorbéry ou de Bruxelles ?

Quant aux religieux ordonnés en France, ils l'ont été, en général, dans quatre ou cinq diocèses seulement pour la même congrégation. Veut-on que tous les congréganistes soient incorporés à ces trois ou quatre diocèses. Mais il y aurait là « pléthore » d'ecclésiastiques au détriment des autres parties du territoire. Et nos parquets toujours aux aguets, croiraient à la reconstitution de la congrégation. Il y a donc une catégorie de citoyens français à qui l'on défend par une loi d'être congréganistes et que l'on met, par des circulaires, dans l'impossibilité de ne l'être plus. Ils sont acculés à l'exil.

« Une telle prohibition, dit la Cour de Chambéry dans un de ses arrêts, ne se trouve nulle part et, en outre, serait véritablement odieuse en ce qu'elle repousserait la soumission des congrégations et les con-

damnerait directement à une rébellion ou à un bannissement perpétuel. »

§ 5. — L'OBLIGATION D'OCCUPER UN POSTE CONCORDATAIRE

A supposer que l'ancien congréganiste se soit soumis à toutes ces exigences, nos ministres ne se déclareraient point satisfaits, si le sécularisé ne s'avisait de se pourvoir d'une fonction officielle, d'une fonction reconnue par l'Etat. Se pourvoir d'une fonction officielle ! De quel droit lui en imposer la nécessité ? Où est la loi qui oblige ce citoyen, s'il est prêtre, à prendre rang dans le clergé actif des paroisses ? L'article 33 des Organiques dit bien que « toute fonction est interdite à tout ecclésiastique, même français, qui n'appartient à aucun diocèse. » Mais la réciproque, à savoir que, pour se réclamer d'un évêque et faire partie de son clergé, il est nécessaire d'occuper un poste officiel, cette réciproque n'est pas inscrite dans le texte et n'en découle pas logiquement.

Portalès, dans son commentaire de l'article 33, remarque que « parmi les fonctions sacerdotales, il en est une pour laquelle il suffit de justifier qu'on a reçu la prêtrise ; cette fonction est celle de célébrer la messe, on ne peut en priver un prêtre et l'interdire *a divinis* sans un jugement régulier » (1).

(1) Portalès, *Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat*, Paris, 1845, p. 260.

N'importe, nos ministres, de leur seule autorité, exigent un emploi officiel pour que l'on soit régulièrement inscrit sur les registres d'un diocèse. Lequel pourra-t-on bien briguer ? « Celui de chanoine, vicaire-général, curé » ? Cependant, accepteraient-ils un ancien congréganiste pour remplir ces fonctions ? Sur quoi se rabattre alors ? Sur les postes infimes de la hiérarchie diocésaine : Vicaire, chapelain ou prêtre habitué. Avouons que c'est une dure extrémité. Ce prêtre était entré en religion précisément parce qu'il n'avait pas le goût du ministère paroissial, ni peut-être les aptitudes nécessaires à ce service, et voilà que, à la fin d'une existence écoulée dans la contemplation, on le contraint à devenir ce pourquoi il n'est pas fait.

Quant à l'évêque il a incontestablement le droit de créer dans son diocèse toutes les fonctions que lui paraissent exiger les intérêts spirituels des fidèles, toutes les fois du moins qu'il ne demande pas à l'Etat de les rétribuer ; il n'est pas lié par les énumérations limitatives qu'il plaira à un ministre d'établir. En dehors des articles 9 et 10, relatifs au nombre et au siège des paroisses ou à la nomination des curés, le concordat ne met aucune limite à la faculté pour les chefs des diocèses de recruter leurs auxiliaires, de leur attribuer telle ou telle fonction. La charge curiale n'est pas la seule indispensable aux yeux de l'église, de pratique traditionnelle les évêques ont eu toujours auprès d'eux des prêtres plus mobiles que les curés.

astreints à la résidence et qu'ils autorisaient à dire la messe, à confesser, à prêcher, à enseigner.

§ 6. — LE REFUS DE RECONNAITRE LES CONGRÉGATIONS ROMAINES.
— LA NÉCESSITÉ DE L'ENREGISTREMENT PAR LE CONSEIL D'ÉTAT
DE TOUT ACTE ÉMANANT DU POUVOIR PONTIFICAL.

Après la réglementation des diocèses d'origine et d'ordination, les circulaires de M. Monis du 7 février et du 17 mars 1902 abordent la question de l'autorité en France des décisions des congrégations romaines. Elles prétendent que dans ses rapports avec l'Eglise catholique, l'Etat ne reconnaît d'autre autorité étrangère que celle du Pape ; dès lors, l'acte de la Congrégation des cardinaux émanant d'une autorité non reconnue en France, est dépourvu de toute valeur légale et ne peut servir de base à une décision.

Mais pour écarter cette cause de nullité absolue des décisions des congrégations romaines, on a fait très justement remarquer que ces décrets sont en réalité rendus au nom du Pape.

D'ailleurs, si le pouvoir temporel ignorait vraiment l'existence des congrégations de cardinaux, on ne s'expliquerait pas alors pourquoi il accepte et enregistre les bulles d'institution canonique des évêques, bulles qui ne sont même pas signées par le Pape.

Enfin, a-t-on encore ajouté, la Sacrée Pénitencerie est un bureau analogue à la Sacrée Congrégation des

évêques et réguliers et les dispositions du décret de 1810 la reconnaissent formellement et n'en contestent aucunement la légitime existence. Trouvant peut-être trop faible ce premier argument, les circulaires ministérielles, pour refuser effet aux décisions des congrégations romaines, se sont fondées uniquement sur l'article premier des Organiques, soumettant les bulles, brefs, rescrits à l'enregistrement, au Conseil d'Etat. Cette règle toujours en vigueur, en vertu des principes de la non-abrogation des lois par la désuétude, est un véritable anachronisme et son insertion en tête de la loi du 18 germinal, an X, ne peut se légitimer.

Nous le croyons, de plus, inexplicable en l'espèce. En effet, avant le décret du 28 février 1810, où l'article premier des Organiques s'appliquait dans toute son intégrité, le gouvernement de l'Empire, chatouilleux entre tous, croyait inutile de recourir à cette formalité. Tel est du moins la leçon que l'on peut tirer d'une lettre du 28 messidor adressée par Portalis à Napoléon pour le tenir au courant de l'exécution du décret du 3 messidor, an XII.

Remarquons de suite l'analogie de la situation : le décret ordonne la dissolution des sociétés des Pères de la Foi, du Cœur de Jésus, etc., de même que la loi de juillet 1901 prononce la dissolution des congrégations non autorisées. Or, Portalis, afin d'assurer la stricte observation de cette mesure, tout en violentant le moins possible les consciences des religieux,

reconnaît dans son écrit avoir lui-même demandé au cardinal légat, en tant que de besoin, de délier au nom du chef de l'Eglise, les religieux de leurs vœux et de leur rendre leur liberté par un bref du for pénitentiel. Et ce bref n'a jamais été enregistré. Si aux yeux de l'autorité, cette formalité avait paru non pas nécessaire, mais simplement utile, il n'y a pas de doute, l'éminent jurisconsulte qu'était Portalis, au lieu de s'en dispenser, y aurait fait procéder immédiatement.

Aussi lorsque plus tard le décret du 28 février 1810 décide dans son article premier, que, dorénavant, les brefs de la pénitencerie pour le for intérieur seulement pourront être exécutés sans autorisation, il semble que sans aucun scrupule on peut englober dans cette exception les lettres de sécularisation, car il n'est pas douteux que les successeurs du grand légiste, formés à son école et s'inspirant de ses écrits, aient compris les documents dont il s'agit dans l'exception prévue à l'article premier du décret du 28 février 1810.

§ 7. — LA SÉCULARISATION EST IMPOSSIBLE POUR LES MEMBRES
DES CONGRÉGATIONS UNIVERSELLES NON DISSOUTES QUI ONT LEUR
SIÈGE A L'ÉTRANGER.

Les circulaires ministérielles, afin de clore dignement la série de leur réglementation, ajoutent qu'un membre d'une congrégation universelle ayant son

siège à l'étranger et n'ayant pas demandé sa reconnaissance en France, ne peut être sécularisé.

Et pourtant, dirons-nous, il faut de toute nécessité qu'un homme soit jésuite ou ne le soit pas. Etre jésuite ? il ne le peut, la loi le lui interdisant ! Ne l'être pas est pour lui également impossible, puisque les circulaires lui refusent ce droit. Il ne reste donc plus à cet infortuné qu'une ressource suprême et vraiment bien cruelle : l'exil. L'exil sans une loi pour prononcer cette condamnation !

Est-il nécessaire d'ajouter qu'une semblable prétention n'a pas survécu à un examen même superficiel de la question et que, depuis fort longtemps déjà, les parquets n'osent plus l'invoquer, ni l'exposer dans leur réquisitoire.

CHAPITRE V

LA PROPOSITION DE LOI MASSÉ-MEUNIER

§ 1^{er}. — LES NOUVELLES APPLICATIONS DE LA LOI DE 1901 RENDENT
NÉCESSAIRE UNE RÉGLEMENTATION DE SURCROÎT

M. Combes, une fois au pouvoir et armé de la seule loi de 1901, ferma des milliers d'écoles et fit refuser à cent congrégations enseignantes l'autorisation de vivre. En cette occurrence on ne pouvait plus avoir recours aux dispositions du décret de messidor : nombre de victimes n'étant pas revêtues du caractère sacerdotal, comment aurait-il pu s'agir pour elles de retourner dans leur diocèse d'origine ? Et, dès lors, qu'est-ce qui pouvait s'opposer à la sécularisation sur place ? Il fallait donc nécessairement créer ici une réglementation de surcroît, claire et sans conteste possible, pour suppléer au décret napoléonien.

§ 2. -- LE PROJET DE LOI. -- SES DISPOSITIONS

Par un article additionnel ajouté à l'article 16 de la loi du premier juillet 1901, M. Massé proposa

de créer un purgatoire (1) de laïcisation afin d'adoucir la transition de la vie religieuse à la vie civile. Et pour atteindre ce but, il suffisait d'interdire pendant trois ans à l'ancien congréganiste dûment sécularisé, de donner l'enseignement dans tout établissement situé dans la commune où jadis il avait enseigné ou dans une commune limitrophe, sinon l'établissement serait présumé congréganiste et fermé, conformément aux prescriptions de la loi de 1902. Cette initiative personnelle, vivement encouragée par le gouvernement, prouve jusqu'à l'évidence l'insuffisance des textes invoqués par le ministère public poursuivant. Si les Parquets avaient été puissamment armés, si notre arsenal législatif avait été riche en munitions, aurait-on jamais eu l'idée d'avoir recours à une nouvelle loi d'exception. Mais c'est précisément parce que le congréganiste pouvait à sa guise quitter son couvent, parce qu'il avait le droit, une fois dégagé de ses liens, de demeurer sur place et de continuer la fonction essentiellement libre d'instituteur, que M. Massé crut devoir proposer cet article additionnel à l'effet d'établir une présomption de culpabilité contre lui. Nous ne relèverons pas les très justes et très nombreuses critiques adressées à cette proposition de loi et émanant, pour la plupart, des membres

(1) Discours de M. Hubbard, séance de la Chambre du 22 juin 1903.

hostiles aux congrégations. L'auteur eut la sagesse de les écouter et d'en profiter. Aussi, malgré le favorable accueil de la Chambre, n'a-t-on jamais soumis ce texte à nos honorables sénateurs, pour qu'ils le discutent et le votent. Ce projet, comme tant d'autres, d'ailleurs, s'est égaré dans les couloirs du Luxembourg.

Cette tentative, qui n'a pas abouti, est la preuve la plus évidente de la liberté entière de la sécularisation et de l'absence de toute réglementation sur ce point. Les tribunaux, les cours, l'ont souvent et avec raison invoqué pour motiver leur sentence d'acquiescement (1).

(1) Cour d'appel d'Amiens, 4 décembre 1903 *Bul. cong.*, 14 févr. 1904, p. 110 ; — Cour d'Agen, 13 août 1903. *Bul. cong.* 27 sept. 1903, p. 912.

CHAPITRE VI

CONCLUSION DU LIVRE PREMIER

Et nous voilà parvenu au terme de la première partie de notre ouvrage sans avoir découvert aucune loi, aucun décret actuellement en vigueur qui vienne atténuer, même partiellement, l'entière liberté de la sécularisation. Nous avons vu, en effet, qu'on doit écarter toutes les mesures restrictives de l'ancien régime. Privilèges et incapacités, faveurs et restrictions, tout a disparu pour faire place à un ordre de choses nouveau. Nous avons vu également qu'il ne faut tenir aucun compte des décrets du premier empire, des circulaires ministérielles sans base juridique. Il reste donc le droit commun de tous les Français épanouis au souffle bienfaisant et fécond de la liberté et de l'égalité.

Ce droit commun nous apprend que nul ne peut être inquiété pour ses opinions, même religieuses.

Nul ne peut être empêché de faire ce qui n'est pas

défendu par la loi. Nul ne peut être prévenu, accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et suivant les formes qu'elle a prescrites.

Nul ne peut aliéner sa liberté pour toujours ou même temporairement, mais d'une façon absolue.

Tout religieux pourra donc, en vertu de ce dernier principe, abandonner son cloître quand bon lui semblera, et cette rupture des engagements pris par lui en dehors de la loi civile et dans le domaine du for intérieur, s'effectuera sans l'intervention et le contrôle de l'Etat. Comme le disait M. Roulier, conseiller à la Cour de cassation, dans son rapport sur l'affaire Perrot (1), chaque religieux possède légalement et en soi la force suffisante et efficace pour se délier de ses engagements envers la congrégation.

Tel est le patrimoine commun de tous les Français. Et ce patrimoine leur appartient, non par concession, mais en propre, parce qu'ils sont Français, et il appartient à tous, parce que tous sont égaux en droit, et qu'il n'y a plus pour aucun individu ni privilèges, ni exception au droit commun de tous les Français.

(1) D. P. 1903-1-397.

LIVRE II

LA SÉCULARISATION DEVANT LES TRIBUNAUX

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION AU LIVRE II

On ne manquera pas sans doute de souligner la contradiction évidente entre notre précédente conclusion en faveur de la liberté complète, absolue de la sécularisation et les incessantes, les innombrables poursuites intentées par les parquets contre ceux qui, après avoir rompu le lien congréganiste, demandèrent un moyen d'existence à leur ancienne profession. Sans insister sur les raisons politiques de ce déchaînement de l'action publique, et comme circonstances atténuantes en faveur du ministère public, nous dirons que la longue pratique des affaires ne l'avait en au-

cune façon préparé à la discussion très spéciale des sécularisations. Aussi est-il aisé de concevoir que, en présence de certaines situations où les changements étaient plus intimes qu'apparents, il dut éprouver des doutes sérieux sur la sincérité de l'acte en question et les communiquer aux tribunaux.

Mais, quand on défend le droit, la justice, il ne faut pas désespérer. Jamais on ne doit abandonner la vérité même lorsqu'elle semble perdue, car tôt ou tard elle obtient un triomphe éclatant. C'est ainsi que l'expérience vint opposer un formel démenti à la légende imaginée de toutes pièces par le ministère public et qui tendait à faire passer pour fausses toutes les sécularisations. L'absence de contact, de lettre, de visite, de relations quelconques entre les communautés et les anciens religieux, la vie vraiment séculière de ceux-ci, obligèrent les parquets à capituler et à se soumettre à l'évidence indéniable des faits. La jurisprudence elle-même se cristallisa en des formules moins draconiennes plus conformes à la justice. Etudier cette jurisprudence, rechercher à travers la décevante contradiction des arrêts, ses tendances, ses antipathies ou sympathies pour telle ou telle présomption, fixer son évolution, va faire l'objet de la seconde partie de cet ouvrage.

CHAPITRE II

DU RÔLE QUI INCOMBE AUX SÉCULARISÉS PRÉVENUS.
— DU FARDEAU DE LA PREUVE. — RAPPEL DES
PRINCIPES ESSENTIELS SUR LA PREUVE.

§ 1. — PRINCIPES ESSENTIELS EN MATIÈRE DE PREUVE CONDITIONS QUE DOIT REMPLIR LA PREUVE

Le point capital, le nœud de la question consiste à déterminer très exactement l'attitude que doit prendre l'ancien religieux, le rôle qui lui incombe dans le procès. Est-il présumé coupable ? La condamnation s'impose tant que le malheureux n'aura pas détruit cette présomption par des faits positifs solidement établis. Est-ce, au contraire, son innocence qu'il faut supposer *a priori* ? Au juge d'instruction est réservée l'obligation de découvrir des charges précises, graves et personnelles, pour asseoir la prévention, au Parquet, le fardeau de les développer et de les faire valoir à l'audience ; jusque-là le sécularisé n'a rien à craindre.

Or précisément, quelle est la loi qui, en matière de sécularisation, est venue modifier les règles primordia-

les, rationnelles sur la preuve ? Et si ces règles n'ont subi aucune atteinte, elles doivent donc être toujours religieusement observées. Par conséquent, c'est à celui qui invoque une situation spéciale ou contraire à un fait établi à la prouver. Ce principe a toujours été admis en matière personnelle civile, où la règle ordinaire est l'indépendance des personnes les unes à l'égard des autres. Il s'ensuit que si nous nous affirmons créancier d'un tiers, c'est à nous qu'incombe le fardeau de la preuve, à nous de montrer comment est né le lien de subordination qui existe à notre profit, ou nous ne pourrions le contraindre à payer. En matière réelle, le droit romain primitif dans la procédure des actions de la loi mettait les deux parties sur la même ligne. Au début de l'instance, le magistrat attribuait la possession provisoire à l'un des plaideurs. Plus tard, le droit prétorien établit une présomption en faveur du possesseur, présomption qui s'est maintenue jusqu'à nous. On exprime ces deux vérités par une formule plus générale, quand on dit que c'est au demandeur à faire la preuve, le non possesseur ou le prétendu créancier jouant forcément le rôle de demandeur : « *Onus probandi incumbit actori* ». Mais, quand la preuve de la demande une fois faite, l'autre partie allègue à son tour soit une défense proprement dite telle que le paiement, soit une exception comme le délai légal de trois mois ou quarante jours pour faire inventaire et délibérer, c'est à elle à justifier du fait sur lequel elle s'appuie : « *Reus*

in exceptione fit actor ». En un mot, quiconque allègue un fait nouveau, contraire à la possession acquise de l'adversaire, doit établir la vérité de ce fait. Ces principes rationnels ont reçu à propos des obligations une solennelle consécration par le Code civil, art. 1315.

Passons à présent à l'étude de la preuve en droit pénal, qui nous intéresse plus particulièrement ici. La règle de sécurité sociale : « nemo malus nisi probetur » servira de pendant au fameux adage « onus probandi incumbit actori ». En effet, la liberté n'est-elle pas l'essence de notre vie et l'innocence notre plus bel apanage ? Par suite, dans les inculpations les plus graves comme les plus légères, à l'égard des délinquants les plus criminels, les plus endurcis, les plus riches en condamnations comme vis-à-vis de ceux qui se recommandent au contraire le plus à l'indulgence des tribunaux par la virginité de leur casier judiciaire, leurs bons antécédents, le peu de gravité de leurs infractions, il est de principe incontesté et incontestable que le prévenu n'a rien à prouver pour son innocence, le parquet, au contraire, tout à établir pour sa culpabilité : « Nemo malus nisi probetur ».

Mais, si en matière criminelle, on doit laisser la charge de la preuve, dans toute son étendue, à celui qui dirige l'accusation et exiger de lui, en conséquence, une démonstration pleine et entière de la culpabilité du prévenu, il ne saurait en être de même,

quant à l'accusé, de la maxime : « *Reus in exceptione fit actor* ».

Le défendeur, poursuivi en vertu d'une créance, qui allègue le paiement, doit le prouver complètement et non pas seulement le rendre vraisemblable ; au contraire, l'accusé qui allègue un fait justificatif ou une excuse n'est pas tenu à une aussi rigoureuse précision et la probabilité du fait allégué doit suffire pour motiver son acquittement. Il doit en être ainsi surtout dans une procédure criminelle comme la nôtre où domine le système inquisitorial. Ce système donne à l'avocat de la République des moyens d'investigation assez puissants pour lui permettre de découvrir et d'accumuler avec facilité les charges contre les inculpés. C'est pourquoi plus que tout autre, il est strictement tenu de démontrer d'une manière absolument évidente la culpabilité du prévenu à l'aide de preuves individuelles, extrinsèques et non équivoques.

La première condition que nous venons d'énumérer est d'une telle évidence que la mentionner ici paraît inutile et enfantin. Et, cependant, il fallait la rappeler, car nous verrons plus loin, à propos de certains écrits saisis chez un ancien congréganiste que le ministère public émit la prétention d'utiliser ces papiers pour obtenir d'office la condamnation de tous les sécularisés de la même congrégation. Eh bien, non ! la preuve doit être individuelle, spéciale à la personne et c'est aller à l'encontre de cette règle primordiale que de se servir des lettres d'obédience non signées,

de circulaires, pour faire planer un doute sérieux sur la sécularisation de quelqu'un qui n'est pas l'auteur de ces papiers et qui probablement ne les a connus que grâce à la publicité que leur a faite le ministère public. Ces écrits à eux seuls et sans autre charge grave ne pourront jamais légitimer des poursuites intentées contre ceux qui n'en sont ni les auteurs, ni les détenteurs, encore moins servir de fondement à une condamnation que, à bon droit, on devrait taxer de légère.

Secondement, le ministère public ne peut relever à la charge des anciens congréganistes que des actes extérieurs. La justice humaine n'a pas les moyens de sonder la conscience et d'incriminer la pensée, elle ne marche qu'en s'appuyant sur des faits. C'est pour cela que l'affiliation même avouée à une congrégation maintenue ou constituée ne peut en elle-même et indépendamment de manifestations extérieures tomber sous le coup de la loi. A la fin de son rapport sur l'affaire du jésuite Heinrich, M. Laurent Athalin, conseiller à la Cour de cassation, s'exprime ainsi : « Concluons donc que le délit consiste non pas à demeurer lié par des vœux à une congrégation dissoute, mais à faire acte d'affilié à cette congrégation. »

Mais si le ministère public ne peut atteindre l'affiliation à une congrégation tant qu'elle n'a pas revêtu une forme concrète si les juges ne peuvent la condamner il nous semble que pour être logique et se conformer à cette même règle il faudra apprécier les

actes du sécularisé d'une manière absolument impartiale sans se soucier de ses sentiments intimes. L'expérience de ces dernières années nous a suffisamment démontré que l'on peut garder à son Dieu la foi jurée et cependant briser tous les liens congréganistes. On peut fort bien être sécularisé sans commettre les actes d'un Talleyrand ou d'un père Hyacinthe « se mettant par toute leur conduite en dehors du giron de l'Eglise ». Aussi M. le Procureur général Beaudouin va-t-il un peu loin dans un de ses réquisitoires en paraissant ne pas admettre d'autres preuves. Et cependant la loi de 1901 ne l'exige pas et ce serait violer ses dispositions formelles que d'invoquer la dignité de la vie privée de l'ex-congréganiste pour conclure à la fausseté de sa sécularisation, que d'exiger comme conditions essentielles à l'acquittement « les actes bruyants d'apostasie » dont parle la Cour de Chambéry (1).

Jamais on ne pourra bâser une condamnation sur des pensées, sur des sentiments intimes, on ne pourra pas la fonder non plus sur des conjectures, sur des actes équivoques qui ne démontrent pas d'une manière absolument évidente l'affiliation à une congrégation. Aussi, pour employer les termes si précis de M. le conseiller Laurent Athalin (2), « le juge appelé à sta-

(1) 29 août 1903 précité.

(2) Rapport sur l'affaire Heinrich, 12 juin 1903, *Revue générale d'administration*, février 1904.

tuer sur une affaire de sécularisation devra toujours apprécier l'acte en lui-même et non par rapport à l'ancienne qualité de la personne qui l'accomplit... Si, en procédant de la sorte, il ne parvient pas à découvrir les linéaments qui rattachent à la congrégation agissante un acte en lui-même indépendant, il ne pourrait, sans craindre de devenir injuste, prononcer une condamnation. » On n'admet plus dans notre France contemporaine ce terme moyen, cette condamnation « gracieuse » dont parle Papon dans ses recueils d'arrêts et vers laquelle « pouvaient incliner les juges n'ayant en mains pour la preuve des maléfices autre chose que des indices ou des présomptions » ; condamner à une peine moindre, c'est-à-dire gracieuse, celui qui, après tout, peut être innocent, c'est là un abus que l'on ne saurait tolérer. Ou la preuve d'un crime est complète ou elle ne l'est pas. Dans le premier cas, il n'est pas douteux qu'on doit prononcer la peine portée par les ordonnances, mais dans le dernier cas, il est aussi certain qu'on ne doit prononcer aucune peine. « Actore non probante, reus absolvitur ! »

Et remarquons qu'il y a une nuance bien marquée entre le civil et le criminel en ce qui touche le défaut de preuves suffisantes. Nous n'avons pas au criminel comme au civil le serment supplétoire des articles 1366 et suivants, permettant de compléter la preuve et d'arriver à la conviction inébranlable, le doute profite toujours au prévenu ; au criminel, il suffit pour

l'acquiescement que le juge ou le juré n'ait pas une entière conviction de la culpabilité de l'accusé ; s'il restait l'ombre d'un doute, il ne saurait y avoir de certitude absolue pour le juge.

Donc, pas de condamnation fondée sur des actes équivoques exclusifs par conséquent de toute culpabilité certaine. Peut-être a-t-on trouvé fastidieux l'exposé de ces notions préliminaires. Nous avons jugé utile cependant de les inscrire au début de cette étude critique de jurisprudence pour nous les rappeler et en faire la base de nos appréciations et de nos jugements.

§ 2. — APPLICATION DE CES PRINCIPES AUX SÉCULARISÉS. UTILITÉ
DE L'INTERVENTION EFFECTIVE DE LA DÉFENSE

Etant donnés ces principes, le sécularisé prévenu d'infraction à la loi du 1^{er} juillet, pour se soustraire à la vindicte des tribunaux, peut fort bien laisser au ministère public le soin d'établir le délit. Et s'il préfère au lieu de se figer dans l'expectative, prendre lui-même l'offensive et jeter sur la table du Tribunal ses lettres de sécularisation ou les pièces attestant son incorporation à un diocèse, c'est de sa part bonté pure et luxe de bonne volonté. Cette dernière tactique a pourtant été généralement adoptée par les anciens religieux soucieux aussi bien pour eux-mêmes que pour ceux sous la direction desquels ils employaient leur activité, de bien préciser leur condition juridi-

que. L'ignorance, où les avait laissés la loi, des caractères essentiels de la congrégation, leur faisait un devoir d'agir ainsi car les tribunaux étaient évidemment enclins à prendre en considération les vœux et à condamner d'office tous ceux qui ne s'en seraient point fait relever. Les débats à l'occasion des premières poursuites semblaient même le faire craindre malgré la tradition contraire et la loi des 13-17 février 1791.

Que de fois, en 1902, on vit des magistrats discuter avec les anciens membres des congrégations dissoutes à l'effet de savoir si ces derniers étaient encore sous l'empire de leurs vœux ou en étaient relevés ! La Cour de Chambéry, dans son arrêt du 9 juin 1902, examine « la situation des prévenus au regard des vœux qui constituaient la base même de leur ancienne qualité de congréganiste » et les a considérés comme relevés de leurs vœux (1).

La Cour d'Aix, le 22 mai 1902, dans l'affaire de Joncquières, a jugé que le prévenu était toujours jésuite, parce qu'il avait répondu : « qu'il n'avait pas à s'expliquer sur les vœux que la loi civile ne reconnaît pas » (2). Il fallut pour changer cette manière de voir que la Cour de cassation déclarât dans ses arrêts du 1^{er} mai 1903 (3) que « les vœux ne constituent

(1) *Bul. de l'enseignement*, 1902, p. 591.D.P. 1902-2-257.

(2) id. 1902, p. 534.D.P. 1902-1-465.

(3) id. 1903, p. 499.D.P. 1903-1-397.

pas, au point de vue de la loi du 1^{er} juillet 1901, un élément essentiel des congrégations ».

Malgré cette amélioration qui apparemment le déchargeait de tout le fardeau de la preuve, le prévenu avait raison de ne pas négliger sa défense. Il aurait pu se dispenser d'agir de la sorte si les tribunaux, se conformant strictement à l'application des règles d'équité ci-dessus énoncées, avaient exigé, pour prononcer une condamnation, une preuve non équivoque, par exemple, la démonstration de l'existence réelle et effective de rapports entre le sécularisé et son ancienne congrégation ; mais nos juges ne firent aucune difficulté pour se contenter de présomptions vagues, de douteux indices, de soupçons, et il résulta que la preuve en matière de sécularisation devint de part et d'autre très délicate et fut pour les deux parties hérissée de difficultés. Cette preuve, au lieu de s'appuyer comme pour la plupart des autres crimes, délits ou contraventions, sur des faits nettement caractérisés et très faciles à vérifier, portait sur des actes n'ayant point en eux-mêmes le caractère délictueux et qui ne pouvaient être retenus comme charge qu'à raison des circonstances ; il fallait en quelque sorte deviner les intentions de leur auteur et se décider d'après des nuances presque insaisissables, à coup sûr facilement trompeuses et souvent fort mal interprétées. Cette sérieuse menace mit les sécularisés dans l'impérieuse nécessité d'agir de leur côté pour détruire et ruiner les accusations que le ministère public portait

contre eux. Et c'est pourquoi, prenant à leur tour l'offensive, ils firent valoir à leur profit tout ce qui était de nature à infirmer les allégations et les arguments de l'accusation. Etant donnée l'impossibilité matérielle où fatalement ils se trouvaient de montrer que, à aucune époque, depuis leur sécularisation, ils n'avaient eu de rapports avec leur ancienne communauté — car, remarquons-le ici, en passant, cette preuve est impossible parce qu'indéfinie, tout aussi bien que s'il s'agissait de cette autre : toute ma vie j'ai porté au doigt tel anneau — les anciens congréganistes poursuivis se virent dans la nécessité de procéder par induction, « probat per obliquum negativa », en s'appuyant sur des faits plus ou moins vagues, plus ou moins probants.

§ 3. — CONSÉQUENCES DE L'INTERVENTION DIRECTE DU SÉCULARISÉ
AU POINT DE VUE DE LA FORMATION DE LA JURISPRUDENCE

Il en résulta que des deux côtés de la barre on se préoccupa beaucoup, à l'aide de divers moyens, par des indices, par des présomptions, d'entraîner la conviction du juge. Et comme, en ce temps-là, presque tous les Tribunaux et toutes les Cours étaient appelés, à intervalles très rapprochés, à rendre en la matière des décisions basées sur les mêmes présomptions, il se forma inévitablement en jurisprudence des courants favorables aux unes, défavorables aux autres, tant en ce qui concerne celles invoquées par le ministère

public pour rétablir le délit qu'en ce qui touche celles opposées par les prévenus pour détourner une condamnation. Au sujet de ces présomptions, la Cour de cassation est sortie de son rôle : au lieu de se borner, conformément à la règle de son institution, à valider chaque arrêt de Cour d'appel statuant en fait, pourvu, bien entendu, qu'il ne se cachât point sous les constatations de fait une violation de la loi, elle a émis la prétention inconcevable de dresser une sorte de tableau des présomptions invoquées pour et contre, avec la cote de leur valeur respective. Après avoir signalé le rôle énorme, presque exclusif, qu'ont joué les présomptions dans le sort des sécularisés devant les Tribunaux, on ne s'étonnera point que nous demandions à ces présomptions diverses de nous servir de cadres pour classer et analyser les décisions de jurisprudence.

Enfin, ajouterons-nous encore, il saute aux yeux qu'il ne faudra pas appliquer ici les théories jurisprudentielles avec la rigidité absolue d'une règle de mathématique ; bien au contraire, les circonstances qui ont accompagné les actes invoqués par l'accusation ou la défense, l'assemblage, la réunion de plusieurs présomptions favorables ou défavorables au sécularisé, pourront, contrairement à cette jurisprudence, entraîner une condamnation ou imposer un acquittement. Dans chacune de ces espèces, il faudra tenir grand compte de l'impression personnelle du juge, et cette impression pourra être fondée parfois sur un

fait, d'ordinaire insignifiant, mais qui, à raison d'une circonstance particulière, revêtira une importance exceptionnelle.

Examinons, d'abord, les présomptions que le ministère public a tenté de faire prévaloir contre le sécularisé ; nous jetterons ensuite un regard sur les faits invoqués par les avocats des prévenus comme devant entraîner le relaxe.

A. — Présomptions invoquées par l'accusation

CHAPITRE III

LA SÉCULARISATION SUR PLACE SANS LA VIE COMMUNE

§ 1. — DES RAISONS QUI MULTIPLIÈRENT CETTE SÉCULARISATION

Après le vote de la loi de 1901 et le refus d'autorisation leur enlevant tout moyen d'existence, un grand nombre de religieux furent amenés à briser les liens qui les unissaient à leur ordre, et une fois libres ils émirent la prétention de continuer dans le même local et pour leur compte personnel l'enseignement que jadis ils donnaient au nom de la congrégation.

C'était le plus souvent d'ailleurs une nécessité pour eux de s'adonner aux mêmes occupations que précédemment, ils y étaient poussés non seulement par la force irrésistible du dévouement, mais encore par la nécessité de gagner leur pain dans l'exercice de la

profession de leur choix. Et comme d'autre part aucune loi ne venait faire obstacle à cette sécularisation sur place, leur empressement était en somme très légitime.

Il s'expliquait par le désir de conserver une position assurée, d'eux bien connue, au lieu de l'abandonner pour une autre aléatoire et qui pouvait leur réserver des mécomptes et des surprises désagréables. Enfin, tous ceux qui s'intéressaient à la prospérité des écoles libres les engageaient vivement à procéder de la sorte, car le changement de titulaire entraînait la nécessité d'une nouvelle déclaration. Or, pendant l'accomplissement de ces formalités toujours assez compliquées et le plus souvent encore allongées outre mesure par le mauvais vouloir de l'administration, l'école perdait un contingent sérieux, ce qui risquait de compromettre son existence. Ces considérations multiplièrent les sécularisations sur place, surtout chez les titulaires. Mais si ces derniers évitèrent par là les longues et désespérantes formalités d'ouverture, ils ne perdirent rien pour attendre, le ministère public leur réservant une double surprise.

§ 2. — POURSUITES INTENTÉES CONTRE LES SÉCULARISÉS SUR PLACE
EN VERTU DE LA LOI DU 30 OCTOBRE 1886

Celui-ci les poursuivait d'abord pour infraction aux articles 37, 38 et 40 de la loi du 30 octobre 1886, infligeant une peine très rigoureuse au titulaire d'une

école qui s'est dispensé de toute déclaration d'ouverture. Voici les arguments invoqués par l'accusation : A ses yeux, l'établissement congréganiste et l'école libre ne forment qu'une seule et même chose. C'est la qualité de religieux du titulaire de l'école ou d'un membre du personnel enseignant qui en fait un établissement dépendant de la congrégation (1) et par le fait même soumis à l'autorisation. Il en résulte que le refus de l'autorisation entraîne fatalement avec la fermeture de l'établissement congréganiste celle de l'école, qui lui est indivisiblement unie. Or, une école qui a été fermée d'une manière effective, ne peut être réouverte sans une nouvelle déclaration, et les sécularisés qui ont cru pouvoir se dispenser de cette formalité tombent sous le coup des articles 37, 38 et 40 de la loi du 30 octobre 1886.

A cela les défenseurs des sécularisés ont répondu que la logique et le bon sens commandaient au contraire de dire que les prévenus étaient en règle avec la loi précitée.

Et, en effet, aux causes générales d'incapacités prévues par la loi de 1886 et concernant l'absence de diplôme ou portant sur la moralité du sujet, la loi de 1901 en a ajouté deux autres : l'une absolue, édictée par l'article 14, frappe individuellement les mem-

(1) Avis du Conseil d'état du 23 janvier 1902, Sirey, *Lois annotées*, 1902, p. 449.

bres des congrégations non autorisées, qui ne peuvent jamais être admis à diriger, soit directement, soit par une personne interposée, un établissement de quelque ordre qu'il soit, ni à y donner l'enseignement ; l'autre incapacité n'est que relative, elle résulte implicitement de la loi et atteint les congrégations autorisées dans leur ensemble en subordonnant pour elles le droit de tenir des établissements scolaires comme tous autres établissements à une autorisation spéciale du gouvernement.

Enfin, la loi plus récente du 7 juillet 1904 est encore venue créer pour le religieux une nouvelle source d'incapacités. Cette loi, nettement dirigée contre l'enseignement congréganiste, en prononce la suppression dans le délai de 10 ans à dater de sa promulgation. Et pour se conformer à ses dispositions, le gouvernement est tenu, chaque année, de publier à l'*Officiel*, quinze jours au moins avant la fin de l'année scolaire, la liste des établissements qui ne pourront plus réouvrir en octobre suivant.

De ces différents textes législatifs, il résulte donc que :

1° Sera incapable de donner l'enseignement :

a) Le religieux, membre d'une congrégation non autorisée, et qui n'a point formé de demande avant l'expiration du délai imparti par la loi, c'est-à-dire avant le 30 octobre 1901 ;

b) Le religieux appartenant à une congrégation

qui a demandé l'autorisation après le rejet de cette demande.

2° Ne pourra donner l'enseignement dans l'établissement fermé :

a) Le religieux d'une congrégation autorisée qui se voit refuser l'autorisation spéciale à l'établissement scolaire qu'il dirige ;

b) Enfin, lorsque l'établissement est fermé par arrêté ministériel rendu conformément à l'article 3 de la loi du 7 juillet 1904, les religieux qui se trouvent dans cet établissement et qui y font la classe.

Telles sont les incapacités qui résultent des lois nouvelles contre les congrégations ! Mais ces incapacités (qu'il nous faut soigneusement distinguer de celles prononcées par la loi de 1886), sont, remarquons-le bien, en puissance seulement chez le congréganiste ; elles n'atteignent vraiment celui-ci qu'après l'expiration des délais fixés par l'injonction de fermer, notifiée par l'administration. Jusqu'au terme du sursis, il n'y a pas de congréganiste incapable et il ne faut voir dans le titulaire que le citoyen français habile à tenir l'école et à y distribuer l'enseignement en vertu du droit naturel consacré par la loi du 30 octobre 1886. Or, si ce citoyen français, instituteur libre, se sécularise avant l'expiration du délai fixé par le décret de fermeture sa sécularisation lui permettra d'éviter l'incapacité qui le menace sans l'atteindre encore et par suite de conserver toujours et sans interruption aucune le droit d'enseigner. Mais, dans ces

conditions, puisque le titulaire n'a pas changé, puisqu'il n'a jamais été incapable, même un instant de raison, puisque, d'autre part, l'école n'a pas été fermée ou ne l'a été que pendant une période normale de vacances, on ne peut véritablement pas exiger une nouvelle déclaration.

Ce système de la défense, que nous venons d'exposer ici, a triomphé devant les Cours et les Tribunaux et la Cour de cassation, elle-même, n'a point caché ses sympathies pour lui en rejetant les pourvois des procureurs généraux. Peut-être nous opposera-t-on un arrêt rendu par la Cour suprême le 4 décembre 1903 (1) et qui vient contredire notre affirmation un peu catégorique ?

Nous le connaissons et nous savons même qu'à la suite de cet arrêt plusieurs jurisconsultes ont cru que la fermeture, sur injonction administrative et en vertu de la loi du 1^{er} juillet 1901, d'un établissement entraînait par le fait même la fermeture de l'école. Mais est-ce vraiment ce qu'a voulu dire la Cour de cassation, et les faits rapportés sont-ils assez nets, assez caractéristiques pour faire disparaître le doute à ce sujet ? Loin d'en être ainsi dans l'espèce, les agissements de l'institutrice empêchaient, au contraire, toute distinction entre l'établissement et l'école.

Le 20 juillet 1902, Mlle Françoise Costes, en reli-

(1) D. P. 1-572.

gion sœur Emmanuel, reçoit du sous-préfet de Saint-Gaudens, en sa qualité de directrice, l'injonction de fermer son établissement dans la huitaine sous peine d'y être contrainte par les voies légales ; elle signe sans réserve le récépissé qu'on lui présente et part le 26 juillet après avoir annoncé publiquement la fermeture de l'établissement scolaire. C'est à la maison mère qu'elle va passer ses vacances. Fin septembre, on la voit reparaître, toujours en religieuse. Interrogée à cette époque par le maire de Loudet, elle affirme sa qualité de congréganiste, puis de nouveau disparaît après un court séjour dans la ville. Ce n'est qu'un bon mois après l'époque normale de la rentrée scolaire, trois mois après l'expiration du sursis, que la population apprendra la sécularisation imprévue de sœur Emmanuel, devenue Mlle Costes, et l'ouverture, par cette dernière, de l'ancienne école fermée depuis trois mois. Telles sont les charges relevées contre la prévenue, nous les empruntons au jugement du Tribunal correctionnel de Saint-Gaudens et à l'arrêt de la Cour de Toulouse (1).

Ces faits, à les supposer établis, étaient de nature à entraîner une condamnation, tout en réservant complètement la question. Aussi pour faire connaître l'avis de la Cour, préférons-nous nous en référer aux autres arrêts qui tous sont unanimes à consacrer dans

(1) *Bul. congr.*, 1904, p. 397.

les mêmes termes, chose encore plus remarquable, le système de la défense.

Que nous prenions, par exemple, l'arrêt du 29 avril 1904 rejetant le pourvoi du Procureur général de Riom (1) ou l'arrêt rendu, deux mois plus tard, par les mêmes conseillers acceptant le pourvoi des prévenues condamnées par Dijon (2), dans l'un comme dans l'autre arrêts nous trouverons l'affirmation très nette et très catégorique des trois points suivants :

1° En l'absence de toute modification rentrant dans les prévisions de la loi du 30 octobre 1886 sur l'enseignement, seule une interruption volontaire ou forcée, mais effective, du fonctionnement d'une école peut imposer à celui qui la dirige la formalité de nouvelles déclarations d'ouverture ;

2° La suspension périodique des classes pendant le temps des vacances scolaires n'implique pas, par elle-même la fermeture d'une école ;

3° L'échéance du sursis accordé à un établissement congréganiste ne peut avoir pour effet, en droit, d'enfermer la fermeture d'une école dépendant de cet établissement.

(1) *Bul. congr.*, 1904, p. 349.

(2) *Bul. congr.*, 1904, p. 576.

§ 3. — POURSUITES EXERCÉES EN VERTU DE LA LOI DE 1901.

ARGUMENTS DE L'ACCUSATION ET DE LA DÉFENSE

Après ces deux décisions de la Cour de cassation, le Ministère public ne pouvait raisonnablement plus s'aventurer sur le terrain de la loi de 1886 sans s'exposer à une défaite presque certaine, aussi l'abandonna-t-il définitivement se retranchant sur un autre plus fertile en condamnations. S'appuyant, en effet, sur les articles 14 et 16 de la loi du 1^{er} juillet 1901, ainsi que sur l'article premier de la loi du 4 décembre 1902, il attaqua la sécularisation de l'ex-religieux resté sur place, la prétendant fausse et simulée.

A première vue, le raisonnement de l'accusation est saisissant par sa simplicité et sa clarté, le voici dans ses grandes lignes. Nous ne récusons pas le fardeau de la preuve, disent les parquets, d'ailleurs nous aurions mauvaise grâce à ne point vouloir nous en charger, car un pareil obstacle ne saurait nous arrêter. N'avons-nous pas, en effet, toutes les facilités pour établir que le prévenu appartenait à l'ordre au moment de la promulgation de la loi ; que, à cette date, la congrégation n'était ni reconnue, ni autorisée ? Cette dernière preuve, une fois rapportée, nous tenons en vertu de la loi même, la congrégation pour illicite et ses membres comme étant en état de délit à moins que, conformément aux prescriptions de l'ar-

ticle 18, la congrégation ne justifie qu'elle a fait dans les délais légaux les diligences nécessaires pour obtenir l'autorisation. Et la situation est la même lorsque nous nous trouvons en face d'un ancien membre d'une congrégation autorisée, car, même alors, l'établissement et celui qui le dirige tombent sous le coup de la loi s'il n'est pas intervenu une autorisation spéciale. Il est vrai, ajoutent les parquets, que afin d'échapper à ces conséquences désastreuses pour eux, les anciens religieux prétendent n'avoir pas eu besoin de formuler une demande à cet effet, ayant de leur propre autorité cessé d'appartenir à leur congrégation avant l'expiration des délais. Mais nous ne pourrions jamais assez critiquer les arrêts qui soutiennent cela. Non ! tant que celui qui continue comme laïque l'œuvre poursuivie jadis comme congréganiste, n'aura pas produit la justification prescrite par l'article 18 de la loi de 1901, il faudra le présumer en état de délit.

En résumé, lorsqu'il est reconnu qu'un directeur d'école inculpé d'avoir continué à diriger un établissement congréganiste non autorisé, a réellement, après notification du refus d'autorisation et l'expiration du délai, continué à tenir cette école dans les mêmes locaux, ces constatations sont démonstratives du délit reproché et exclusives de la bonne foi. C'est ainsi que raisonnaient les parquets, mais un pareil raisonnement, inattaquable sous l'ancien régime, où l'Etat avait un rôle à jouer dans la sécularisation, est

inadmissible aujourd'hui et pour le démolir, il suffit de montrer qu'il a une erreur à sa base comme pierre d'angle.

On ne contestera pas, en effet, que depuis l'émancipation des personnes, tout religieux possède légalement et en soi la force suffisante pour rompre de sa propre autorité le lien congréganiste. Par conséquent, lorsque le sécularisé sur place affirmera cette rupture, on sera obligé de le croire sur parole tant que sa conduite ne contredira pas ses affirmations. Or, le fait de continuer à enseigner là où il tenait école pour le compte de la congrégation n'est défendu par aucune loi et par suite ne doit pas être considéré comme exclusif de la bonne foi. Depuis quand n'admet-on plus que tout ce qui n'est pas défendu par la loi est permis ? Les jurisconsultes latins disaient : « Non omne quod licet honestum est, licet tamen », et ils avaient grandement raison. Là où s'arrête la sollicitude et la prévoyance de la loi il y a lieu de présumer que là s'arrête le péril social et qu'en exagérant par zèle le péril social on tomberait dans un autre péril.

Dans le sujet qui nous occupe, le péril social c'est l'enseignement donné par la congrégation, article 14. Mais si l'ex-religieux se place en dehors de la congrégation, pourquoi lui refuser d'enseigner sur place ? La légitime reconnaissance des parents envers lui, les liens qui l'unissent déjà à ses élèves sont autant d'avantages dont il peut profiter, tant qu'un texte de

loi ne vient pas les lui ravir. Enfin, ce n'est pas seulement à cause de son caractère prohibitif que la loi pénale ne doit pas être étendue au-delà de ses termes, c'est aussi parce qu'elle crée des devoirs et des obligations. Chacun de ses préceptes est une règle de conduite pour les citoyens tenus de conformer leurs actes à ses dispositions. Or, cette obligation suppose forcément un texte clair et précis. Comment serait-on lié par une prohibition qui ne s'expliquerait pas nettement ? Comment pourrait-on être puni à raison d'un acte qu'on aurait pu croire légitimé ? Et d'ailleurs, si nous nous en référons à la circulaire de M. Waldeck-Rousseau du 14 novembre 1901, cet acte est parfaitement légitime. Le président du Conseil, auteur de la loi, y proclame solennellement que le fait d'avoir appartenu à une congrégation ne constitue pas une sorte de *diminutio capitis* à l'égard de l'ancien religieux ; ce fait ne doit donc porter atteinte à aucun de ses droits, à aucune de ses facultés.

Ces arguments demeurés sans réplique exercèrent une heureuse influence sur l'esprit des juges, aussi les poursuites dirigées contre les sécularisés n'ont pas donné les résultats qu'on en attendait et l'avortement de la proposition de la loi Massé, destinée dans l'esprit de son auteur à venir en aide au Ministère public, leur a donné le coup fatal.

Depuis lors, les Tribunaux, la Cour de cassation en tête, ne cessent de répéter dans leurs sentences que : la double circonstance, relevée contre un pré-

venu qui faisait partie avant juillet 1901 d'une congrégation non autorisée, d'avoir, après le rejet de la demande d'autorisation, continué à tenir la même école dans le même local, n'implique pas nécessairement la persistance de l'état congréganiste en sa personne, alors qu'il affirme s'être dégagé de tout lien envers la congrégation à laquelle il appartenait.

§ 4. — SÉCULARISATION SUR PLACE DE PLUSIEURS RELIGIEUX
TOUJOURS SANS LA VIE COMMUNE

Cette continuation de l'œuvre, dans le même local par un seul sécularisé, n'a donc jamais constitué à elle seule une preuve de l'affiliation à la congrégation. Voyons maintenant si les Tribunaux décident le contraire lorsqu'ils se trouvent en présence de plusieurs demeurés sur place.

Dans l'hypothèse que nous envisageons actuellement, nous excluons encore la vie commune qui fera l'objet d'une étude séparée et nous supposons tout simplement que les ex-religieux, une fois leurs travaux scolaires terminés, se séparent, chacun allant de son côté vivre dans l'isolement.

Pour obtenir une condamnation, le Ministère public insiste d'une manière toute particulière sur la présence dans l'école des mêmes personnes qui, fatalement, continuent le même enseignement dans le même esprit. Quelles charges accablantes faut-il donc encore produire, ajoute-t-il, pour refuser de

voir ici une feinte, une simulation. Après la sécularisation, comme avant, nous nous trouvons en face des mêmes maîtres, du même enseignement, des mêmes élèves. Mais c'est exiger l'impossible que de déclarer ne vouloir pas se contenter d'une telle preuve ! Il ne faut pas prendre en considération les menus changements qu'on a pu introduire dans les livres, les cahiers, l'horaire des classes ou des récréations, voire même dans le costume des professeurs, tout cela est chose insignifiante eu égard au maintien de l'œuvre, de cette œuvre congréganiste que la loi méconnue voulait détruire !

Malgré toutes ces raisons qui certes méritent d'être prises en considération, les Tribunaux ont le plus souvent rejeté la prévention et prononcé le relaxe. Recherchons quelles sont les raisons majeures qui leur ont fait prendre cette détermination.

En tête de leurs déclarations, nous trouvons presque toujours la reconnaissance formelle de la liberté légale de la sécularisation sur place. Dès le 14 novembre 1903 (1), la Cour de cassation semble considérer ce principe comme une sorte d'axiome qu'il est même inutile de mentionner à cause de son évidence, mais dont il faut s'inspirer sous peine de cassation. Nous renvoyons le lecteur à cet arrêt suggestif du 14 novembre 1903.

(1) Arrêt du 14 nov. 1903, *Bul. des congr.*, 1903, p. 1058; *Gazette du Palais*, 1903-2 p 534.

Le second argument que les juges invoquent, nous l'avons déjà fait valoir plus haut, c'est l'éternel « struggle for life » qui impose aux sécularisés comme aux autres hommes l'obligation rigoureuse, l'impérieuse nécessité de se lancer dans la mêlée générale de toutes les compétitions pour y conquérir une situation, un emploi. Si ces derniers veulent vivre, il leur faut exercer une profession lucrative. Religieux, ils avaient choisi l'enseignement et même ils y excellaient. De quel droit, après leur sécularisation, leur interdirait-on l'accès de cette carrière dans laquelle, mieux que dans toute autre, ils sont capables de faire bonne figure ? Aussi étant donné le mutisme absolu de la loi, on comprend leur empressement à accepter avec reconnaissance les tentantes propositions des propriétaires d'écoles désireux de garder allumé le flambeau de l'enseignement chrétien et de conserver auprès d'eux ceux qu'ils vénéraient et estimaient. Cet argument, qui n'a rien de mystique, qui loin de là, explique d'une façon bien humaine, bien prosaïque, bien laïque même, la sécularisation sur place, a, nul ne le conteste, entraîné la plupart des relaxes.

Enfin le Ministère public, pour obtenir une condamnation, n'a pas négligé de faire remarquer que ce sont les mêmes professeurs qui continuent à diriger la même œuvre et il en conclut que dans ces conditions la fausseté de la sécularisation est manifeste et évidente.

Mais est-il bien vrai que rien ne soit changé à

l'égard des sécularisés ? Et la différence entre leur vie d'hier et celle qu'ils mènent aujourd'hui n'est-elle pas, au contraire, complète, absolue ?

Hier, ils goûtaient la vie de communauté avec les douceurs et l'appui que donne le voisinage d'êtres choisis.

Aujourd'hui ce sont des « isolés » auxquels font défaut les secours inappréciables de la vie conventionnelle et qui, leur labeur terminé, se dispersent au sein de la société et vivent de sa vie.

Peut-on concevoir une transformation plus complète dans l'existence ?

Cette transformation doit faire disparaître les moindres doutes et les moindres soupçons sur la loyauté et la sincérité de la sécularisation. Maintenant, nous comprenons facilement pourquoi les juges sûrs lesquels pèsent l'obligation d'apprécier souverainement les questions de fait, et de se décider suivant leur intime conviction, ont acquitté les prévenus, malgré la demande formelle du Ministère public. Et ils l'ont fait, même lorsque pour un motif d'économie, de temps et d'argent, pour des raisons de surveillance et de moralité, les prévenus prenaient leurs repas en commun. Faire découler de cette charge la vie congréganiste eût été à coup sûr la moins convaincante des présomptions.

Sans insister sur le nombre considérable de jugements et d'arrêts rendus en ce sens, nous nous contenterons de citer le passage suivant d'un arrêt très

intéressant rendu le 29 août 1903 par la Cour de Chambéry (1).

« Attendu, y est-il dit, qu'on ne saurait trouver mauvais ni suspect que des enfants du peuple dénués de toutes ressources demandent leur subsistance quotidienne à la seule profession qui leur soit connue ; qu'en sortant de la congrégation à laquelle, pour un certain temps, ils étaient affiliés, ils ont repris le libre exercice des brevets et des aptitudes diverses qu'ils y avaient apportés ; que l'enseignement primaire n'est pas sans doute essentiellement et de soi une œuvre congréganiste. ».

Nous citerons enfin, en matière de conclusion, l'arrêt du 2 juillet 1903 de la Cour de Limoges qui insiste tout particulièrement sur la légalité de la sécularisation sur place (2).

« Enseigner dans la même commune et au même lieu ne crée contre le congréganiste aucune présomption contraire à la laïcisation dont il se prévaut puisque la loi du premier juillet 1901 est muette à cet égard et qu'une proposition a été faite et votée par la Chambre des députés pour modifier sur ce point les principes primordiaux du droit pénal à savoir que jusqu'à preuve du contraire, tout prévenu est réputé non coupable. »

(1) *Bulletin des congrégations*, 1903, p. 895.

(2) *Bul. des congr*, 1903, p. 722 ; D. P., 1904-2-212.

§ 3. — ACCUEIL RÉSERVÉ PAR LA JURISPRUDENCE A LA THÉORIE
DES CIRCULAIRES INTERDISANT AU RELIGIEUX PRÊTRE DE SE
SÉCULARISER SUR PLACE.

Bien que depuis la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat la question ne puisse plus se poser, nous croyons devoir étudier l'accueil réservé par les juges à la théorie des circulaires ministérielles interdisant la sécularisation sur place aux religieux prêtres et leur enjoignant, conformément à l'article 2 du décret du 3 messidor, an XII, de rentrer dans leur diocèse d'origine ou d'ordination.

Nos magistrats ne voulurent à aucun prix entendre parler de diocèse d'origine ou d'ordination, puisque ces restrictions ne se trouvent dans aucun texte légal. Ils rejetèrent donc, avec un ensemble parfait, les prétentions du ministère public pour les motifs les plus variés.

Tout en évitant avec habileté la question épineuse, celle de l'abrogation du décret de messidor an XII par la loi de 1901, les Tribunaux prononcèrent néanmoins l'acquiescement des sécularisés, malgré les circulaires ministérielles, en se retranchant derrière le principe de la séparation des pouvoirs interdisant à la juridiction civile la connaissance des actes d'incorporation émanés des évêques (1). Ces actes, en effet,

(1) Voir ci-dessous, chap. X, livre II.

s'imposaient à eux tant que le Conseil d'Etat ne les avaient pas annulés par la voie de l'appel comme d'abus. A la suite de cette déclaration, la plupart, avec une louable franchise, avouaient ne pouvoir s'expliquer ce que le fait de se retirer dans tel diocèse plutôt que dans tel autre vient ajouter à la régularité de la sécularisation. En quoi cela pouvait-il bien intéresser la sécularisation que l'on rentrât dans le clergé parisien ou lyonnais ?

« Attendu, dit un arrêt du 26 novembre 1903 de la Cour de Bordeaux (1), qu'en ce qui concerne l'article 2 du décret du 3 messidor an XII, il parle seulement de « diocèses » et non de diocèse d'origine et d'ordination ; qu'en tous cas, il ne comporte aucune sanction pénale et que le fait par les prévenus d'avoir été agréés dans un diocèse autre que celui que leur assignait ce décret ne saurait les faire considérer comme faisant partie d'une congrégation. »

La Cour de Chambéry, dans son arrêt du 9 juin 1902(2), rendu à l'occasion des premiers procès de ce genre, est, s'il se peut, plus explicite encore. A la suite de cette décision qui vient appuyer le jugement du Tribunal de Die rendu trois mois auparavant (3), une jurisprudence s'est formée en ce sens nombreuse et unanime.

(1) *Bul. congr.*, 1904, p. 205.

(2 et 3) D. P., 1902-2-257.

CHAPITRE IV

LA SÉCULARISATION SUR PLACE AVEC LA VIE COMMUNE

§ 1^{er}. — CARACTÈRES DE CETTE PRÉSUMPTION D'APRÈS LES ARRÊTS DE CASSATION DU 4^{or} MAI 1903

Si la continuation de la même œuvre par un seul ou plusieurs sécularisés sur place sans vie commune ne peut constituer une présomption de délit, il en est autrement, d'après la première jurisprudence de la Cour de cassation, lorsque cette continuation de l'œuvre est poursuivie par plusieurs ex-congréganistes qui n'ont pas cessé de vivre en commun après leur sécularisation. La seule réunion de ces 3 éléments : même œuvre, même lieu, même vie commune, doit suffire à entraîner la condamnation.

Cette jurisprudence a eu pour point de départ quatre décisions de la Cour de cassation cassant quatre arrêts de la Cour d'Aix qui relaxaient des prêtres ayant appartenu à la congrégation des Salésiens, dissoute en France, mais subsistant à l'étranger. Ces

prêtres après s'être fait relever de leurs vœux religieux par la juridiction romaine déléguée par le Pape, avaient manifesté, les uns à l'évêque de Fréjus, les autres à l'évêque de Nice, le désir d'être incorporés dans ces diocèses. Les évêques les avaient accueillis mais en leur confiant en même temps dans les orphelinats tenus jusque-là par leur ancienne congrégation, les emplois mêmes que jadis ils occupaient.

Poursuivis dans la suite pour reconstitution de la congrégation, la Cour d'Aix les avait acquittés. Elle s'était appuyée pour cela sur leurs certificats de radiation et sur leurs actes d'incorporation en faisant observer que ces derniers actes ne pouvaient pas être annulés par les Tribunaux correctionnels mais seulement par le Conseil d'Etat, juge de l'abus. Pour seconde et subsidiaire raison elle invoquait en outre la bonne foi des prévenus qui excluait la possibilité du délit. La Cour de cassation (1) estima qu'il ne fallait s'arrêter ni aux actes de sécularisation, ni à la déclaration de bonne foi faite par la Cour d'appel : aux actes, parce qu'ils avaient trait à la matière des vœux qui, d'après la Cour suprême, ne constituent pas un élément essentiel des congrégations ; à la bonne foi, parce que les juges avaient négligé de la motiver et que, d'ailleurs, la présomption résultant

(1) *Bul. cong.*, 17 mai 1903. D. P., 1903, I, p. 387-397.

de la persistance de la vie en commun et de la continuation de l'œuvre de la congrégation était de nature à établir que les prévenus n'avaient pas cessé d'être congréganistes. Le second arrêt rendu le même jour par la Cour suprême était encore plus audacieux : quant au troisième, émanant toujours de la même source, il allait jusqu'à proclamer textuellement que la persistance de la vie communë dans les conditions précitées implique que les prévenus ont commis le délit prévu et réprimé par les articles visés au moyen. Cette déclaration fut appelée, par suite de circonstances particulières, à exercer une très grande influence sur le développement de la jurisprudence des Cours et des Tribunaux.

§ 2. — EXTENSION DE CETTE JURISPRUDENCE A LA SUITE D'UNE
APPLICATION PLUS GÉNÉRALE DE LA LOI DE 1901

Les arrêts de cassation dont nous venons de parler survenaient, en effet, au moment où les poursuites pour délit de congrégation s'étendaient singulièrement, car elles atteignaient non plus seulement des prêtres ayant voulu passer du clergé régulier dans le clergé séculier, mais encore : a) des religieux qui n'étaient pas prêtres et dont la congrégation dissoute par le vote de la Chambre des députés du 18 mars 1903, n'avaient point de siège à l'étranger ; b) des membres des congrégations autorisées qui étaient sortis de leurs ordres parce que ceux-ci, privés par le gouver-

nement d'un grand nombre d'établissements, ne pouvaient plus conserver dans leur sein tout leur personnel.

Or, on était en droit d'espérer que la Cour de cassation n'appliquerait pas à ces deux dernières catégories la présomption qu'elle avait eu l'étrange idée de créer contre les autres. Leur caractère d'enseignant rendait parfaitement conciliable avec la cessation de l'état de congréganiste, la résolution que beaucoup avaient prise de gagner leur vie par l'exercice de la profession d'instituteur et cette profession faisait plus qu'expliquer, elle exigeait souvent la vie commune ; enfin, il n'était pas possible de rattacher un groupe de quatre ou cinq anciens frères ainsi réunis pour les besoins de leur existence à une congrégation qui, dissoute en France, avait par cela même cessé d'exister.

Ces notables différences échappèrent, volontairement peut-être, à la sagacité du Garde des sceaux. M. Vallé, qui remplissait à ce moment-là cette haute fonction, écrivait ceci dans une circulaire confidentielle adressée aux procureurs généraux (1) : « Votre tâche sera rendue plus facile par l'étude de la jurisprudence qui déjà s'est formée, et je signale particulièrement à votre attention plusieurs arrêts de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 1^{er}

(1) Publiée par *La Lanterne* du 14 mai 1903.

mai 1903 (affaire des Salésiens de dom Bosco). Les motifs de ces décisions pourront utilement inspirer les Parquets dans les affaires de même nature, notamment lorsque les inculpés invoqueront pour leur défense une prétendue sécularisation ; la Cour suprême pose, en effet, ce principe que les vœux ne constituent pas un élément essentiel des congrégations religieuses dont l'existence peut résulter d'autres faits comme la persistance de la vie en commun et de l'exercice des mêmes fonctions en vue de perpétuer la même œuvre. »

La Cour de cassation ne se sentit pas le courage d'imposer un démenti formel à son supérieur hiérarchique, le ministre de la Justice, et de renier par une décision contraire les théories de M. Lœw, qui la présidait encore le 1^{er} mai et c'est pourquoi, sans doute, elle appliqua dans ses arrêts du 30 octobre (1), à d'ex-Petits-Frères de Marie, la présomption qu'elle avait créée à l'occasion des Salésiens.

Trois mois après, c'est-à-dire le 29 janvier 1904, M. Vallé, dont ci-dessus nous venons de reproduire la circulaire, jugeait utile de renouveler ses pressantes recommandations à tous les magistrats et à tous les Tribunaux.

Dans un discours prononcé à la Chambre (2), il affirma que la Cour de cassation avait définitivement

(1) *Bul. cong.* 1904, p. 43.

(2) *Journal offic.* du 30, p. 174, col. 3 ; p. 175, col. 1.

fixé le droit sur cette loi par ses 43 arrêts (dont pas un, hâtons-nous de le faire remarquer ici, n'avait été rendu toutes chambres réunies) et que, par suite, les différentes juridictions n'avaient dorénavant qu'à s'incliner et à enregistrer sans s'insurger nullement les décisions de la Cour suprême.

La solennelle affirmation du Garde des sceaux, la liste imposante des 43 arrêts de cassation influencèrent profondément les magistrats, aussi un grand nombre d'entre eux s'inclinèrent-ils respectueusement devant cette doctrine et l'appliquèrent-ils sans discussion, notamment : la Cour de Grenoble, à ses audiences du 3 décembre 1903 et 16 janvier 1904 (1) et le Tribunal de Besançon, le 24 mars 1904 (2).

Le Tribunal de Bressuire n'avait pas attendu cette date pour appliquer, avec une rigueur sans pareille, la doctrine des arrêts du 1^{er} mai.

Dans son jugement du 13 mai 1903, il subordonne l'acquittement d'une ancienne religieuse qui se dit sécularisée à la preuve par elle fournie qu'elle est désormais soustraite non seulement à toute direction mais même à toute influence de son ancienne communauté.

Citons enfin, à titre de curiosité, un jugement rendu le 8 juin 1903 par le Tribunal de Montbrison. Ce ju-

(1) *Moniteur judiciaire* de Lyon, 22 janvier 1904; — *Bulletin enseign.*, 1904, p. 204.

(2) *Bulletin enseign.*, 1904, p. 868.

gement se permet des appréciations qu'on est étonné de trouver dans une décision judiciaire. Il interprète, au surplus, les fameux arrêts du 1^{er} mai d'une façon qui, à coup sûr, paraîtra peu banale. Ne va-t-il pas jusqu'à admettre la présomption, même lorsqu'il n'y a pas vie commune, mais seulement enseignement dans le local précédemment employé et, ce qui est un comble, à faire de cette présomption une présomption *juris et de jure* n'admettant pas la preuve contraire !

§ 3. — RÉSISTANCE OPPOSÉE PAR LES COURS ET TRIBUNAUX A CETTE DOCTRINE DE LA COUR DE CASSATION. — CRITIQUE DE CETTE DOCTRINE.

Fort heureusement cette doctrine hérétique ne trouva pas asile auprès de tous les tribunaux, d'aucuns crurent devoir la discuter, la contredire et prononcer quand même le relâche lorsque l'acquittement leur paraissait juste et équitable. C'est ainsi que la Cour de Rouen, dans un arrêt du 1^{er} août 1903 (1) rappelle respectueusement, avec une grande modération qui, toutefois, n'enlève rien à la fermeté et à la netteté de sa déclaration, que : « En matière pénale, aucune présomption de culpabilité ne doit être admise en dehors des cas expressément formulés par la loi. »

(1) *Bul. des Cong.*, 1903, p. 928. D. P., 1904-2-213.

Il est, en effet, universellement admis que les présomptions doivent toujours être strictement interprétées, que jamais elles ne peuvent être étendues, même pour des raisons plus fortes, à des cas non prévus par le législateur. Cette règle générale, qui est fidèlement observée en droit civil s'impose avec plus de rigueur encore en droit pénal où toute présomption, fût-ce même une présomption légale, est une preuve médiocre sujette à caution, entraînant le plus souvent la plus criante injustice. Créer une présomption légale au criminel, c'est astreindre le juge à prendre pour base obligatoire, du moment qu'ils existent, tels ou tels faits souvent équivoques à cause de la multiplicité infinie des incidents si complexes de la vie humaine. Décider que des faits préétablis prouvent nécessairement l'existence du fait principal, c'est ériger en certitude des probabilités bien souvent trompeuses. « Nec de suspicionibus debere aliquem damnari divus Trajanus rescripsit », nous dit Ulpien. Ces raisons qui militent contre l'extension des présomptions légales, voire même contre leur admission en droit pénal, s'opposent avec encore plus de force à la création de ces mêmes présomptions en dehors d'un texte législatif. Or la loi de 1901 est muette à cet égard.

Lorsque, dans l'article 17, § 2, les auteurs de la loi du 1^{er} juillet 1901 ont voulu créer trois séries de présomption d'interposition de personnes, ils ont exprimé leur pensée dans un texte précis qui dissipe toute équivoque : « Sont *légalement* *présumées* per-

sonnes interposées au profit des congrégations religieuses, mais sous réserve de la preuve contraire... etc. » Au sujet de la reconstitution de la congrégation nous ne trouvons rien de semblable et c'est en vain qu'on relirait consciencieusement la loi qui se dispense même de nous donner la définition de la congrégation. On est donc en droit de conclure que sur ce point il n'y a pas de présomption légale, qu'il ne peut y avoir qu'un indice ou présomption de fait qui servira avec les autres éléments de la cause, à former la conviction du juge. Tantôt la triple circonstance de la même vie commune, de la même œuvre, dans le même local, manifesterait la persistance de l'état congréganiste, si, malgré les apparences contraires et dans la réalité des choses, les prévenus sont restés congréganistes et continuent l'œuvre de la congrégation. Tantôt, au contraire, les mêmes faits n'empêcheraient pas la reconstitution d'un établissement nouveau dans lequel les anciens congréganistes feront une œuvre indépendante s'ils sont réellement sécularisés.

Il ne peut donc pas y avoir de présomption légale en dehors d'un texte législatif et dans le silence de la loi de 1901, la Cour de cassation n'a pas le droit d'en créer. Ses pouvoirs sur ce point ne sont pas plus étendus que ceux d'un vulgaire petit Tribunal de province. Aussi commet-elle une monstruosité juridique en déclarant solennellement, presque « *ex cathedra* » dans ses arrêts du 1^{er} mai « que la continuation de la même œuvre, dans le même local, avec la vie com-

mune implique l'affiliation à la congrégation ». Et afin de compléter et de parfaire son œuvre, elle ne se borne pas simplement à créer de toutes pièces cette présomption légale, mais en outre, de même que un troisième degré de juridiction pourrait seul se le permettre, elle pèse les questions de fait relevées par les Tribunaux en vue d'un acquittement et, dans certains cas, les déclare trop légères. C'est ainsi, notamment : *a)* que l'absence de rapports entre les prévenus et leur ancienne congrégation, absence de rapports dûment constatés par la justice ; *b)* ou bien encore le salaire payé par le curé de la paroisse, ne parviennent pas, d'après elle, à neutraliser la fameuse présomption.

Une telle prétention nous paraît condamnable, car, en matière d'appréciation des faits, la Cour de cassation n'exerce son contrôle que sur l'appréciation légale ; par contre, l'appréciation matérielle et morale lui échappe totalement. Elle pourra fort bien, par exemple, d'après les faits relevés par les juges du fond, déclarer qu'un enseignement est gratuit ou public et non domestique encore qu'une Cour d'appel ait décidé le contraire ; de même, à la rigueur, elle pourra casser pour défaut de motifs l'arrêt qui ne soufflerait mot sur la triple charge de la même œuvre et de la vie commune dans le même local ; mais les pouvoirs de la Cour ne vont pas plus loin. La loi lui interdit formellement de se faire juge de l'intention

des inculpés (1) elle n'a pas davantage le droit de tracer aux juridictions de premier et de second degré un programme d'après lequel chacune de celles-ci devrait punir ou acquitter sans regarder au détail des faits, sans apprécier l'attitude des prévenus, sans rien donner à cette impression d'ensemble qui forme la conviction humaine, qui doit former la leur et sur le terrain de laquelle elle ne peut pénétrer. Les magistrats et les jurés ont un pouvoir discrétionnaire pour apprécier la moralité des actes. On ne peut pas leur préciser à l'avance les faits qui entraîneront une conviction de culpabilité ou d'innocence, ces faits étant d'une extrême mobilité.

Poursuivant le cours de ses innovations, la Cour suprême, dans ses arrêts du 1^{er} mai, refuse également d'admettre la bonne foi invoquée par les juges d'Aix, car, dit-elle, « la seule affirmation de l'arrêt sans indication pouvant en préciser le sens, ni motif propre à le justifier, ne saurait fournir une base légale à une décision de relaxe » (2). Nous serions vraiment très désireux de savoir depuis quand, et en vertu de quel texte de loi, la bonne foi ne se présume plus (3) ? Serait-ce désormais au prévenu à démontrer qu'il n'est pas assassin, que jamais il n'a volé ? Nous ferons en

(1) Cas. 5 sept. 1872, S. 73-1-487 ; — Cas. 23 mars 1876, D. 77-1-192.

(2) Arrêts du 1^{er} mai 1903, S. 73-1-487.

(3) Cas. 5 septembre 1872.

outre remarquer que, si, en matière correctionnelle, les tribunaux doivent énoncer les faits servant de base à l'acquittement ou à la condamnation (1), on s'accorde à reconnaître que la sentence ne forme qu'un seul tout et qu'un arrêt d'acquittement est suffisamment motivé quand la constatation de la bonne foi chez le prévenu résulte implicitement du rapprochement des motifs avec les conclusions par lui prises (2). Or, dans les espèces soumises à la Cour de cassation le 1^{er} mai 1903, la Cour d'Aix exposait que les prévenus avaient fait tout ce qui dépendait d'eux pour cesser d'être congréganistes. Dès lors, elle motivait non seulement implicitement mais même explicitement sa décision affirmant leur bonne foi et leur absence d'intention délictueuse ; on ne comprend guère, par suite, la cassation pour défaut de motifs. Aussi cette cassation avait-elle été combattue par le conseiller rapporteur.

§ 4. — NOTION DE LA VIE DE COMMUNAUTÉ. — COMPARAISON
AVEC LA VIE COMMUNE

Il nous reste encore, en terminant, à montrer qu'on a attaché une importance exagérée à la continuation de la vie commune. En effet, il n'est pas nécessaire d'être bien versé dans la spiritualité pour savoir com-

(1) Cas. 10 mai 1889, D. 89-1-319 ; — Cas. 23 avril 1888, D. 88-1-493 ; — Cas. 22 juin 1895, D. 96-1-219.

(2) Cas. 23 mai 1874, D. 75-1-137.

bien la vie de communauté telle qu'on la mène dans les cloîtres diffère de la vie commune imposée actuellement aux infortunés sécularisés par les préoccupations matérielles et les besoins du service.

La vie de communauté n'exige pas forcément, comme on se le figure trop souvent, la réunion constante. Le chartreux, par exemple, dont l'existence presque tout entière s'écoule dans la retraite et dans la solitude et même en dehors du contact de ses frères en religion, qui, une fois la semaine seulement, prend ses repas en commun, ce chartreux mène pourtant la vie de communauté.

Celle-ci consiste pour lui, comme d'ailleurs pour tous les congréganistes, dans l'obéissance à la règle, dans la direction des supérieurs, surtout, et c'est là sa caractéristique, dans le soutien, les encouragements, l'assistance et les nobles exemples des autres religieux, dans l'union des volontés ayant les mêmes préoccupations, le même idéal, dans la récitation de l'office et les exercices religieux pratiqués en commun.

Si maintenant nous envisageons la vie commune imposée par la nécessité aux anciens religieux, nous nous rendrons facilement compte qu'elle ne présente aucun des caractères énoncés ci-dessus.

Trouve-t-on chez ces derniers l'intimité de vie qui découle fatalement de la stricte observation d'une même règle ? Les préoccupations, même chez les meilleurs, sont-elles dégagées de tout élément maté-

riel ? Assurément non ! Aussi doit-on s'incliner devant ces différences sensibles et ne pas invoquer comme charge les repas en commun, ou ce fait vraiment par trop insignifiant, du logement séparé dans une même maison. Car on serait en droit de répondre avec la Cour d'appel d'Orléans que « ce mode d'existence est en usage dans d'autres établissements purement laïques (1) » et avec le tribunal d'Angoulême et la cour de Bordeaux que « la vie commune dans le sens que l'on doit y attacher en matière de congrégation doit s'entendre d'exercices religieux plus encore que des actes de la vie matérielle pratiqués en commun sous l'autorité et la direction d'un supérieur » (2).

§ 5. — ÉVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE. — SA DERNIÈRE
EXPRESSION

La vive résistance opposée par certains tribunaux à la doctrine consacrée par les arrêts du premier mai, leurs critiques aussi nombreuses que bien fondées en droit impressionnèrent la chambre criminelle, enfin l'arrêt d'Angers du 7 janvier 1904 (3) triompha de ses

(1) Cour d'Orléans, 27 octobre 1903 ; — *Bulletin cong.*, 1903, p. 1024 ; *Gazette du Palais*, 1903-2, p. 389.

(2) Cour de Bordeaux, 14 janvier 1904 ; — *Bul. cong.*, 1904, p. 447.

(3) *Bul. des Congrégations*, 1904, p. 44.

dernières hésitations et l'amena à modifier sa première jurisprudence et à la rendre plus équitable.

La Cour d'Angers eut, en effet, le grand honneur d'être appelée à statuer la première comme cour de renvoi, et à vrai dire, la cause des malheureux sécularisés qui se présentaient devant elle paraissait bien compromise, car la Cour suprême, pour casser l'arrêt de relaxe de la Cour de Bourges, s'était appuyée principalement sur la trop fameuse présomption, donnant à celle-ci par le fait même une nouvelle et solennelle consécration. Les juges d'Angers ne se laissèrent heureusement pas influencer par cette nouvelle manifestation favorable à la thèse de l'accusation et prononcèrent quand même le relaxe.

On devine l'effet produit par cet acte de noble indépendance. De même qu'il arrive aux esprits élevés de penser que la contradiction est un contrôle et non un manque de respect, ainsi les conseillers de la Cour de cassation, aidés par l'expérience qui leur faisait totalement défaut le premier mai 1903, après un examen sérieux de leur première théorie sur la présomption, en comprirent toute l'injustice, ils firent donc résipiscence et imposèrent résipiscence.

C'est le 29 avril 1904 (1) que la chambre criminelle inaugura sa nouvelle jurisprudence. Tout en répétant,

(1) *Bul. des Cong.*, 1904, p. 413 ;— *Gazette Palais*, 1904-1, p. 639.

bien à tort, que la persistance de la vie commune et de la même œuvre dans le même local implique la continuation de l'état congréganiste et suffit à établir le délit, elle ajouta, pour la première fois : « que la réunion des dites circonstances n'exclut pas toute preuve contraire et que l'appréciation et la valeur de ces preuves rentre dans les pouvoirs qui appartiennent aux juges du fond. »

Depuis l'époque de ce revirement de la jurisprudence, les arrêts en ce sens se sont accumulés nombreux et unanimes. L'ensemble de ces décisions indique sur quel terrain se place dorénavant la question de la sécularisation : Aujourd'hui, pour qu'il y ait présomption de délit, il faut que rien, absolument rien ne soit changé dans l'état des prévenus ou la tenue de l'établissement depuis l'injonction administrative de fermer. Les modifications les plus minimales telles que, par exemple, le changement de costume, l'obtention des lettres de sécularisation ou la diminution du personnel et l'emploi des laïques peuvent fort bien être considérées par les juges du fond comme exclusives du délit. Enfin, lorsque les prévenus, pour éviter une condamnation, invoquent des faits qui leur sont favorables, par exemple leur liberté d'action, ou expliquent d'une manière acceptable la vie commune et la continuation de la même œuvre dans le même local, les tribunaux doivent étudier très sérieusement ces moyens de défense et ne pas les reje-

ter à la légère en s'appuyant pour cela sur l'antique présomption.

Afin de ne pas fatiguer le lecteur par une nomenclature interminable, nous nous contenterons de citer en terminant l'arrêt rendu le 12 mai 1905 par la chambre criminelle (1).

Cet arrêt est d'autant plus significatif que les prévenus pour anéantir les effets de la présomption s'étaient simplement bornés à légitimer la vie en commun par d'excellentes raisons, mais sans compléter leur défense par la production d'autres circonstances favorables. Malgré cette lacune, la Cour suprême a néanmoins cassé l'arrêt de Toulouse, parce que les juges du fond, en présence de la triple charge établie, n'avaient même pas daigné jeter un regard sur les différences toutes de nuance entre la situation actuelle et celle antérieure à la sécularisation.

« Attendu, dit la Cour de cassation, que pour prononcer une condamnation l'arrêt attaqué, adoptant purement et simplement sur ce point les motifs du jugement frappé d'appel, énonce que la sincérité de la sécularisation alléguée par les dames Gilama, Escanda et Cazabon est contredite par ce fait qu'après la noti-

(1) *Bul. cong.*, 15-22 oct. 1905 ; — *Bul. cong.*, 2 juillet 1905.

fication du rejet de la demande d'autorisation formée pour l'établissement et l'expiration du délai imparti pour la fermeture les prévenus ont continué à vivre en commun, dans les mêmes conditions que par le passé, et à donner l'enseignement dans le même local ; qu'il n'a pas répondu à la partie des conclusions écrites dans lesquelles les prévenus avaient articulé, d'une part, que la vie en commun s'était imposée à raison de la modicité de leurs ressources et s'expliquait, dans ces conditions, en dehors de la persistance de l'état congréganiste, d'autre part, qu'elle ne présentait pas les caractères de celle suivie en congrégation, les prévenues ayant chacune une chambre séparée, allant et venant comme il leur plaisait, ne se livrant à aucun exercice religieux en commun et n'étant soumises à aucune règle conventuelle ;

» Par ces motifs, casse et annule... »

On a pu se rendre compte, par la lecture de la décision précitée, du chemin parcouru depuis les arrêts du premier mai 1903. Désormais, la chose allant de soi, les juges ne discutent même plus la continuation de la même œuvre dans le même local et se montrent d'autre part tout disposés à acquitter, malgré la vie commune, pourvu qu'on leur en fournisse une explication acceptable.

Cette nouvelle jurisprudence impose au ministère public, l'obligation de relever d'autres faits à charge. Ces faits seront eux-mêmes souverainement appréciés

par les juges du fond qui, suivant les espèces, pourront les retenir ou les rejeter comme insuffisants.

Il est intéressant d'examiner quelles sont parmi les charges mises en avant par les parquets celles qui, parfois, ont été considérées comme probantes.

CHAPITRE V

SUPÉRIEUR FOURNISSANT LES ADRESSES ET DES INDICATIONS SUR LES ANCIENS CONGRÉGANISTES SÉCULARISÉS A CEUX QUI DÉSIRENT DES INSTITUTEURS LAIQUES.

§ 1^{er}. — EXPLICATION HISTORIQUE DE CETTE INTERVENTION

Ce procédé de recrutement du personnel des écoles libres a surtout été en faveur dans la période des débuts, au moment de la mise en vigueur de la loi du 1^{er} juillet 1901. Faut-il, à ce sujet, rappeler le souvenir des hécatombes des établissements scolaires congréganistes sacrifiés pendant les mois de juin, juillet et août 1902 ? Après cette exécution en masse d'environ trois mille écoles, les propriétaires désireux d'assurer quand même la perpétuité de l'enseignement chrétien se trouvèrent aux prises avec des difficultés de toutes sortes. Les uns se virent obligés — chose toujours extrêmement délicate — à renouveler au plus tôt le personnel enseignant, leurs congréganistes expulsés ayant préféré l'exil douloureux à la sécularisa-

tion ; les autres qui, il est vrai, ne partageaient pas le même dénuement, puisque chez eux les maîtres se déclaraient prêts à tous les sacrifices, même à rompre le lien congréganiste, eurent à trancher une autre question non moins délicate. Il s'agissait, pour ces derniers, de savoir si, en conscience, ils devaient accepter ces propositions et prendre des sécularisés sur place. En le faisant ne s'exposaient-ils point à des poursuites correctionnelles suivies d'une condamnation personnelle et, chose encore plus regrettable, à la fermeture de l'école prononcée par décision de justice ? Cette sombre perspective, on le conçoit aisément, devait les rendre tous très hésitants et même persuader au plus grand nombre de faire maison neuve. Mais surgissait alors une nouvelle difficulté et non la moindre : « Où trouver ces instituteurs, à qui les demander ? » Les bureaux de placement n'existaient qu'à l'état de projet et seuls, quelques rares départements avaient l'heureuse fortune de posséder un comité de défense religieuse capable de recueillir en fort peu de temps les offres et les demandes intéressant la région. Tout naturellement, on songea aux supérieurs des congrégations avec lesquels on avait été en rapport, non pas pour faire échec à la loi, mais pour leur exposer la situation, pour leur demander les adresses des anciens religieux qui déjà les avaient quittés, peut-être même pour leur ravir un membre devenu inutile à la suite des innombrables fermetures. C'est ainsi que dans les débuts, la

plupart des propriétaires d'écoles se sont assurés de précieux concours.

§ 2.— POURSUITES EXERCÉES PAR LE MINISTÈRE PUBLIC.
SES ARGUMENTS

Ce détail, la chose est évidente, ne pouvait échapper à l'accusation ; aussi bien, ne formait-il pas à lui seul et le plus souvent le seul argument sérieux à invoquer contre la sincérité de la sécularisation ? La désignation de l'instituteur par le supérieur n'évoquait-elle pas, en effet, l'idée de subordination de la part de l'ancien religieux ? N'était-elle pas un ordre caché du chef hiérarchique ? Ne l'avait-on pas donné cet ordre ou... par euphémisme, cette indication, au nom de la sainte obéissance ? Mais la sainte obéissance présupposant le lien religieux, on ne pouvait raisonnablement pas soutenir la sécularisation, en face d'une preuve aussi évidente, aussi manifeste de la persistance du caractère congréganiste.

Ce raisonnement, qui n'était pas sans valeur, aurait probablement entraîné toujours la condamnation si les juges étaient demeurés dans le domaine de la pure abstraction. Mais les circonstances qui, dans chaque espèce, accompagnèrent les indications des professeurs, modifièrent absolument leur manière de voir sur ce point.

§ 3. — LA JURISPRUDENCE ACCEPTE LES RAISONS INVOQUÉES PAR
LA DÉFENSE

Ces faits justificatifs, nos juges les ont découverts, d'abord, dans la correspondance échangée entre les propriétaires en détresse et les supérieurs des congrégations. Ces écrits, livrés à l'appréciation des magistrats, résument d'ordinaire, d'une façon poignante, les vaines recherches antérieures, la crainte de ne découvrir personne et ce n'est qu'après le sombre tableau de la situation actuelle tracé avec beaucoup de vérité et d'émotion que, en désespoir de cause, les propriétaires adressent aux supérieurs un appel désespéré et leur confient la délicate mission de leur chercher des maîtres chrétiens. Ces lettres, enfin, n'ont garde d'oublier les principales conditions et surtout la condition, **capitale entre toutes**, de la sincérité de la sécularisation.

De tout cela, il résulte que l'on s'est adressé aux supérieurs des congrégations en raison de la confiance que personnellement ils inspiraient, à cause également de leurs relations très étendues dans le monde professoral. En intervenant de la sorte, ils n'ont agi que comme de simples intermédiaires transmettant une demande ou renvoyant une acceptation et dans ce chassé-croisé d'offres et de demandes, à aucun moment ils n'ont invoqué leur autorité personnelle. Concluons donc que l'acceptation d'un emploi par

un sécularisé ne peut à elle seule être considérée comme un acte congréganiste, c'est-à-dire comme un acte imposé au nom de la règle.

Certains propriétaires, en s'adressant aux supérieurs des congrégations pour leur confier le mandat dont nous avons parlé, ont obéi à une autre pensée qui, bien que plus cachée, nous paraît être néanmoins un précieux argument en faveur de la sécularisation réelle et effective. Afin d'assurer la prospérité de leurs œuvres, ils désiraient posséder un personnel enseignant peut-être moins nombreux mais de tout premier ordre, assez fort, assez énergique pour supporter vaillamment l'isolement et les luttes de toutes sortes que l'avenir présageait ; or, ce n'est un secret pour personne que tous les anciens congréganistes n'étaient pas indistinctement capables, sans le soutien moral de la règle et les secours religieux de l'ordre, de remplir ces charges devenues écrasantes et de vivre cette vie.

Sans doute le cloître est bien la haute et sereine patrie des âmes affamées de sacrifice et d'héroïsme, il abrite les dévouements les plus sublimes, mais il est aussi la serre chaude qui protège les plantes frêles et délicates que le souffle impétueux du siècle briserait à jamais. Sœur Danielle, « qui dans sa physionomie porte quelque chose de fier, de virginal et d'austère », y entoure d'une affection toute particulière, d'une tendre sollicitude petite sœur Pascale, si jeune et si faible !

Dans l'intérêt supérieur de la religion et de l'enseignement libre, il importait donc de faire un bon choix. Or, qui, mieux que l'ancien supérieur, eût été à même de le faire et de désigner soit un des sécularisés ou bien encore de choisir, parmi les congréganistes qui n'avaient pas encore quitté la robe de bure ou le froc, mais qui en avaient manifesté le désir, les plus vaillants, les plus fermes, ceux, en un mot, qui pouvaient sans risque abandonner pour toujours leur famille d'adoption ?

Après ces développements, on doit comprendre pourquoi la désignation d'un professeur par le supérieur de la congrégation n'a pas même jointe à la présomption étudiée au chapitre précédent, entraîné fatalement la condamnation.

L'accusation pouvait-elle invoquer d'autres charges nouvelles et postérieures contre le sécularisé ? Alors la fraude à la loi devenait évidente et le choix fait par le supérieur était une preuve de plus et non la moins importante. Mais si, au contraire, le prévenu lançait au ministère public le défi de découvrir un autre adminicule de preuve et si le défi n'était pas relevé ; si la défense, prenant alors l'offensive, invoquait la loyauté de son existence depuis sa sortie de la congrégation, si elle faisait valoir toutes les présomptions favorables, par exemple : l'enseignement donné sous l'unique contrôle du propriétaire ou des administrateurs de la société, les vacances passées dans la famille, l'acte du supérieur perdait toute sa

gravité et revêtait les apparences d'un simple mandat ou d'un service rendu. Dans cette hypothèse, le relaxe était de rigueur.

La Cour de cassation, dans son arrêt du 3 juin 1904 (1), déclare formellement qu'il n'y a pas lieu de retenir « le fait que c'est par l'intermédiaire de son ancien supérieur général que le directeur de l'école aurait été engagé par le propriétaire, si cette intervention n'apparaît que comme celle d'un tiers fournissant un simple renseignement ». Et la jurisprudence, si tant est que l'on puisse décorer de ce nom pompeux les quelque cinq arrêts rendus en la matière, s'est toujours prononcée en ce sens (2).

(1) *Bulletin des congrég.*, 3 juil. 1904.

(1) *Gazette des trib.*, 27 mai 1904 ; — Cour de cass., ch. crim., 19 février 1904 ; — Trib. corr. des Andelys, 13 août 1903, *Mon. jud.*, 28 oct. 1903.

CHAPITRE VI

L'IMMEUBLE DANS LEQUEL EST DONNÉ L'ENSEIGNEMENT APPARTIENT A L'ANCIENNE CONGRÉGATION DU OU DES SÉCULARISÉS.

§ 1^{er}. — DES RAISONS QUI ONT AMENÉ LES ASSOCIATIONS
A LOUER CES IMMEUBLES

Après le geste mémorable de M. Combes, qui eut pour conséquence désastreuse la fermeture d'environ 3.000 écoles congréganistes, après le rejet par la Chambre de toutes les demandes d'autorisation déposées par les congrégations enseignantes, les amis de l'enseignement libre, sur lesquels pesait déjà la lourde charge de découvrir des professeurs laïcs, se virent parfois obligés d'improviser à la hâte des locaux scolaires. Il en fut ainsi lorsque l'établissement fermé occupait un immeuble appartenant à la congrégation. Mais, on le devine, cette improvisation ne pouvait aller sans quelques difficultés. A la campagne, où le nombre relativement restreint des élèves n'exigeait pas de somptueux et vastes palais, les ha-

bitations disponibles ne pouvaient en aucune façon satisfaire aux exigences, même les plus légitimes de l'administration. A la ville, mêmes difficultés, plus insurmontables encore, car l'aménagement et la transformation d'un immeuble étaient presque toujours chose impossible. Quant à construire ? Il n'y fallait pas songer, les ressources parfois, le temps toujours faisant défaut. Dans leur détresse, les associations formées en vue d'assurer la perpétuité de l'enseignement libre, se retournèrent encore une fois vers les congrégations et prirent à bail leurs immeubles scolaires inoccupés.

§ 2 — ARGUMENTS INVOQUÉS PAR L'ACCUSATION ET LA DÉFENSE

Pour légitimer ce procédé fort simple et très expéditif, les avocats des associations invoquaient un avis rendu par le Conseil d'Etat le 23 janvier 1902 (1). Cette haute juridiction administrative, consultée par M. le ministre de la Justice, désireux de savoir à quels éléments on pouvait reconnaître l'établissement congréganiste, répondit, après s'être inspirée des termes et de l'esprit de la loi du 30 octobre 1886, que, pour déterminer le caractère de l'école, il fallait uniquement considérer la qualité de l'instituteur sans se

(1) *Bul. enseign.*, 1902, p. 87, Sirey, *Lois annotées*, 1902, p. 449 ; *Bul. congr.*, 1903, p. 516.

préoccuper nullement des tiers propriétaires ou bienfaiteurs. Avait-on pour donner l'enseignement, un congréganiste ? L'établissement était congréganiste, et par le fait même soumis à la demande d'autorisation. Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsqu'on n'employait que des laïcs, la loi de 1886 était seule applicable.

Cet avis, dont nous venons de donner une fidèle analyse, protégeait complètement, semble-t-il, les sécularisés qui donnaient l'enseignement dans un immeuble appartenant à leur ancienne congrégation. Puisque, en effet, d'après la loi interprétée par le Conseil d'Etat, l'autorité devait négliger le tiers propriétaire ou fondateur, pour ne considérer que la personnalité et la moralité de l'instituteur, elle n'avait pas ici à rechercher si le local était encore la chose d'un ordre religieux, mais uniquement à se demander si le maître chargé de l'instruction était vraiment sécularisé.

Le ministère public, sur lequel pesait déjà l'obligation très lourde de démontrer la fausseté de la sécularisation, ne pouvait sans protester se voir enlever encore cette présomption défavorable à l'ancien religieux, et c'est pourquoi il attaqua vivement cette théorie de la défense et réussit, au moyen d'une habile distinction, à en atténuer sensiblement les effets.

Sans doute, disait-il, lorsqu'on désire savoir si oui ou non un établissement scolaire doit demander une autorisation, conformément aux prescriptions de l'ar-

ticle 16 de la loi du 1^{er} juillet 1901, complétée par la loi du 4 décembre 1902, il faut scrupuleusement s'en référer à la doctrine du Conseil d'Etat, exposée dans l'avis précité ; l'administration a le devoir de s'y soumettre et ne peut sous aucun prétexte passer outre. Mais en matière correctionnelle, les juges n'ont que faire de cet avis, puisque, d'après la jurisprudence constante, ils ont toute liberté pour se décider, d'après les débats et les inspirations de leur conscience. Et d'ailleurs, ajoutait l'avocat de la république, cet avis dont vous vous prévalez vous est-il vraiment favorable et ne réserve-t-il pas au contraire entièrement la question ? Je vous accorde, continuait-il, que seul l'établissement congréganiste est soumis à la demande d'autorisation ; avec vous et après le Conseil d'Etat je déclare que pour connaître le caractère de l'établissement il faut uniquement considérer la personne du titulaire et des maîtres et s'attacher à leur caractère laïque ou congréganiste, mais précisément le différend naît entre nous à l'occasion du caractère qu'il faut leur attribuer. Vous les dites laïques, moi je les crois encore congréganistes. — Eh bien ! répliquaient les défenseurs, discutons ce point ! Faites valoir vos raisons, nous vous exposerons les nôtres ensuite, mais, de grâce, laissons de côté la question du local, qui n'a rien à voir ici.

§ 3. — PREMIÈRE THÉORIE DE LA JURISPRUDENCE SUR CETTE QUESTION

Ce débat, où la valeur des arguments invoqués de part et d'autre était sensiblement égale, aboutit en somme à une transaction : les parquets eurent le droit de faire valoir cette soi-disante présomption et la défense celui de la combattre (car elle n'était pas péremptoire) et d'obtenir l'acquiescement lorsque les autres griefs de la vie commune, de la même œuvre dans le même local ne venaient point s'y ajouter.

Acceptons sans la discuter pour le moment cette transaction ; elle n'empêchera pas, cependant, la plupart des sécularisés qui enseignent dans un immeuble congréganiste d'échapper à toute condamnation : ils l'éviteront d'abord, lorsque la propriété de l'immeuble sera contestée, c'est-à-dire lorsqu'un procès sera engagé entre un particulier et le liquidateur refusant de reconnaître les titres qu'on lui présente. Le Tribunal du Havre l'a formellement reconnu dans son jugement du 14 mars 1904 (1). La Cour de Dijon est non moins explicite dans son arrêt du 18 novembre 1903 : « Cette question de propriété, lorsqu'elle est litigieuse, dit-elle, échappe à l'examen des juges, de même que la présomption de fraude déduite de l'accusation, parce que la Cour ne pourrait aborder

(1) *Bul. enseignement*, 1904, p. 421.

cette question qu'en la prenant dans son entier, ce qui la saisirait d'un litige de propriété sortant de la compétence et de la jurisprudence correctionnelle » (1).

Donc pour le ministère public aucun argument à tirer de la propriété litigieuse.

Les sécularisés l'éviteront encore, cette condamnation, lorsqu'ils ne rempliront pas toutes les conditions qui font naître la présomption de fait, étudiée précédemment, lorsque, par exemple, ils ne mèneront pas la vie commune ou ne se seront pas sécularisés sur place. La Cour de cassation, dans un arrêt du 12 novembre 1903 (2), a reconnu le bien fondé de notre remarque en rejetant le pourvoi du procureur général contre la demoiselle HIRON, acquittée par la Cour de Caen, malgré l'enseignement donné par elle dans un immeuble congréganiste !

§ 4. — ÉVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE ET SA DERNIÈRE EXPRESSION

Occupons-nous maintenant du sort des malheureux qui voient s'accumuler contre eux toutes les charges écrasantes de la vie commune et de la continuation de la même œuvre dans un immeuble congréganiste et

(1) *Bul. enseign.*, 1904, p. 71 et p. 421; *Bul. cong.*, 1903, p. 1104.

(2) *Bul. cong.*, 1903, p. 1057; — *Gaz. Pal.*, 1903-2, p. 521.

demandons-nous si tout est irrémédiablement perdu pour eux ?

A vrai dire, pendant fort longtemps, la situation des sécularisés, contre lesquels on avait relevé toutes ces charges, fut des plus critiques, puisque la Cour de cassation (même après l'évolution de la jurisprudence, qui semblait réserver aux juges du fond des pouvoirs souverains d'appréciation), décidait régulièrement que la possession par la congrégation de l'immeuble où se donnait l'enseignement complétait la preuve de la fausseté de la sécularisation et entraînait fatalement la condamnation.

Sans doute, quelques tribunaux, des cours, sans se soucier aucunement de l'opinion de la Cour suprême, et se basant uniquement sur les faits concrets qui leur étaient soumis, acquittèrent dans des espèces de ce genre (1) ; mais ces sentences, comme on le devine aisément, n'ont pas trouvé grâce devant la chambre criminelle, qui les a cassées sans pitié ; elles ont eu cependant le mérite et l'utilité d'acclimater l'esprit des conseillers à cette nouvelle appréciation et de préparer indirectement les voies à une réforme. Enfin, le 1^{er} avril 1905 (2), cette réforme fut un fait ac-

(1) *Moniteur judiciaire de Lyon*, 26 nov. 1903 ; — *Bul. cong.* 29 nov. 1903, p. 1057 ; — Cour de Caen, 25 juil. 1903 ; — Trib. de Dieppe, 27 juil. 1903, *Bul. ens.*, p. 832 et suiv. ; — Riom, 24 févr. 1904, *Bul. cong.*, 22 mai 1904, p. 347.

(2) *Bul. cong.*, 1905, p. 336

compli. Dans un arrêt de cette date, la Cour de cassation, abandonnant les derniers vestiges de son antique et trop sévère doctrine, déclara formellement : « qu'un tribunal relaxe à bon droit des sécularisés sur place vivant en commun et continuant à donner l'enseignement dans un immeuble appartenant à la congrégation si d'autres circonstances de la cause fournissent la preuve de la sincérité et de la loyauté de la sécularisation ». Cette présomption, que la Cour de cassation, pendant fort longtemps, considéra comme entraînant forcément la culpabilité du prévenu, n'est donc plus désormais qu'un simple indice soumis à l'appréciation souveraine des tribunaux.

CHAPITRE VII

LES CIRCULAIRES DE ST-AMAND

§ 1. — ANALYSE DE CES CIRCULAIRES

Au cours des perquisitions effectuées à l'occasion de l'application de la loi de 1903, on a saisi le 17 mai 1903, à Torteron, arrondissement de Saint-Amand, des documents établissant que le supérieur des Petits-frères de Marie avait, en prévision d'une dispersion violente, adressé à ses subordonnés des instructions sur la conduite à tenir à cette occasion (1).

Ce religieux, dans une première circulaire, conformément à un rescrit de la Sacrée Congrégation des évêques et réguliers, enjoint aux religieux expulsés ou renvoyés de leur couvent de se rendre dans une maison de leur ordre pour y continuer leur sanctification. Et dans le cas, ajoute-t-il, où pour des rai-

(1) Séance de la Chambre du 23 juin 1903, discours de M. le Garde des sceaux, *Journal of.* du 24.

sons de force majeure, les religieux ne pourraient se rendre dans un établissement congréganiste, le supérieur aura la faculté de les autoriser à se séculariser.

A la suite de ces dispositions viennent des conseils relatifs aux vœux de chasteté, de pauvreté et d'obéissance, et le tout se termine par une note sur le règlement des fournitures scolaires expédiées par la maison provinciale et qui n'ont pas encore été soldées.

Enfin, la même perquisition a fait encore découvrir quelques lettres d'obédience ordonnant à des sécularisés d'aller remplacer d'autres anciens frères malades.

Telles sont, en résumé, ces pièces autour desquelles on a mené grand bruit et que l'on a présentées comme viciant dans sa source la sécularisation des Petits-frères de Marie. La Cour d'Agen à son audience du 13 août 1903 (1), les appelle « le formulaire et le manuel de la fausse sécularisation ».

§ 2. — ARGUMENTS INVOQUÉS PAR LA DÉFENSE

La défense, appelée à justifier ces documents devant les Tribunaux, a fait d'abord une remarque intéressante à relever ici parce qu'elle réduit considérablement la présomption de fraude que l'on prétend

(1) *Bul. cong.*, 1903, p. 912.

découvrir dans la fameuse circulaire. Celle-ci, en effet, a été écrite le 6 avril 1903. Le 6, c'est-à-dire 3 jours après la notification du rejet de la demande d'autorisation et 4 jours avant que le *Journal Officiel* rapporte le décret du 20 juin 1851, qui reconnaissait d'utilité publique l'institut des Petits frères de Marie. Il suit de là que, à cette date, on pouvait encore discuter avec une parfaite bonne foi l'existence de la congrégation.

Mais nous n'insisterons pas davantage sur ce premier argument, très puissant à la barre, auprès des juges appelés à juger humainement les choses humaines. Et, nous appuyant sur les règles élémentaires pré-rappelées, concernant la preuve, nous prétendrons que dans la plupart des procès l'accusation ne peut s'en prévaloir et les juges en faire état.

En effet, conformément à la doctrine et à la jurisprudence, la preuve doit être individuelle, c'est-à-dire spéciale à la personne du prévenu et certaine. Toute omission de l'une de ces deux conditions la rendra nulle et non avenue.

A titre d'exemple nous invoquerons un arrêt fort intéressant de la Cour de Chambéry, du 10 décembre 1875, confirmé par la Cour suprême en 1877. Il s'agissait, dans l'espèce, d'une condamnation pour faux témoignage basée exclusivement sur des notes d'audience prises à l'occasion de poursuites dirigées contre d'autres individus et dans lesquelles les prévenus n'avaient été que témoins.

La Cour déclara la preuve insuffisante et pour cette raison réforma le jugement de condamnation (1).

« Attendu, dit-elle expressément, que ce pouvoir nécessaire d'appréciation attribué aux tribunaux correctionnels ne saurait jamais dégénérer en une omnipotence arbitraire ; que la preuve, si large qu'elle soit, doit toujours demeurer concentrée dans les documents appartenant directement à la cause et que cette seule limitation, qui ne sera jamais un obstacle à la répression, est une garantie essentielle pour les droits sacrés de la défense ; que, dès lors, si un procès-verbal est produit contre le prévenu, il faut qu'il ait été dressé contre lui ou à l'occasion des faits qui lui sont reprochés ; si des témoins sont assignés par le ministère public, il est nécessaire qu'ils soient entendus en présence du prévenu ; si une instruction écrite est invoquée, il est indispensable qu'elle ait été suivie contre le prévenu ou sur les faits objets de la prévention. »

C'est également ce que l'on doit admettre en bonne logique à propos des circulaires de Torteron et autres. Ici, pour obtenir une condamnation, on ne peut même plus, comme dans l'espèce ci-dessus rapportée, produire les dépositions des prévenus dans une affaire non connexe, et il faut se contenter des écrits d'un tiers. Or, rien ne démontre que la circulaire du

(1) Chambéry, 10 déc, 1875, D. P. 1877-2-14.

frère Théophane soit parvenue entre les mains de tous les sécularisés ni même qu'ils en aient eu connaissance. Et la circonstance, relevée par certains arrêts, qu'elle était imprimée ou autographiée et portait en tête la mention : « Mes très chers frères », ne prouve pas qu'elle ait été destinée à la congrégation entière et moins encore que tous les membres aient tenu compte de ses instructions. Et d'ailleurs, même la rupture effective par un certain nombre de religieux de tout lien avec la congrégation, ne pouvait pas empêcher l'ancien supérieur d'envoyer des instructions à d'autres religieux du même ordre, qui n'auraient pas voulu suivre cet exemple. On devait donc conclure que ces pièces découvertes chez des tierces personnes étaient dénuées de toute force probante et que les juges, saisis de la poursuite, ne pouvaient pas la retenir comme charge universelle et générale, comme preuve directe contre la totalité des anciens membres.

Dans les débuts, la jurisprudence s'est montrée plutôt hostile à nos conclusions, nombre d'arrêts ont prétendu découvrir dans ces écrits une présomption de fausseté de la sécularisation opposable dans d'autres arrondissements à d'autres anciens membres de la même congrégation en la possession desquels, cependant, aucun document de ce genre n'avait été trouvé. C'est notamment le principal motif de con-

damnation relevé par les arrêts de Bourges, 30 juillet 1903 (1), Aix, 23 décembre 1903.

Le tribunal de Lille, tout en considérant que les pièces saisies dans un autre arrondissement n'étaient pas juridiquement opposables aux prévenus, a prétendu, dans un jugement du 31 juillet 1903, en tenir compte comme détruisant la force probante d'un certificat émané du supérieur général.

Mais, dans l'ensemble, les tribunaux et les cours ont acquitté les prévenus. Et la Cour de cassation elle-même, depuis son arrêt du 14 novembre 1903 (2), confirme régulièrement les sentences d'acquittement. Cet arrêt fixe avec précision la force probante de cette charge invoquée par le ministère public. D'après la Cour, il n'y a là qu'une simple hypothèse de culpabilité impuissante à elle seule à entraîner une condamnation tant qu'on n'aura pas démontré positivement que les prévenus ont reçu ces circulaires et y ont adhéré.

(1) *Bul. cong.*, 1903, p. 896.

(2) *Bul. cong.*, 1903, p. 1058; — *Gaz. Pal.*, 1903-2-534.

CHAPITRE VIII

L'ABSENCE DE RÈGLEMENT DE COMPTE ENTRE LES SÉCULARISÉS ET LEUR ANCIENNE CONGRÉGATION

§ 1^{er}. — ABSENCE DE RÈGLEMENT DE COMPTE DES FOURNITURES SCOLAIRES

Passons à l'étude d'une autre charge, que parfois le ministère public a exploitée avec une science consommée et une grande habileté ! Cette charge consiste dans l'absence de règlement de compte entre l'ancien religieux et la congrégation. Suivant les cas, l'accusation insiste sur le fait que les fournitures n'ont pas été payées à la maison mère, que les comptes-courants n'ont pas été mis à jour au moment de la sortie ; d'autres fois, au contraire, elle tire argument du manque de restitution de la dot.

Le défaut de reddition des comptes, des fournitures scolaires, a été presque général dans les débuts, et cela en vérité ne surprendra pas quiconque a vécu les angoisses, les tribulations des premières sécularisations. La promptitude du coup frappé par la loi

sur les congrégations n'a pas permis aux victimes et à la plupart de ceux qui s'intéressaient au sort de l'enseignement chrétien de se préoccuper des questions secondaires et insignifiantes. Ils n'ont envisagé que l'acte brutal de la sécularisation et ont fait effort pour en réunir les preuves directes, dédaignant trop ces preuves supplémentaires qui avaient leur importance. Cette négligence dépassa même chez quelques-uns les limites permises, il y en eut qui, écrasés par le sacrifice immense qu'ils venaient d'accomplir en se séparant de leur famille d'élection à laquelle ils s'étaient donnés corps et âme, égarèrent les récépissés, les reçus, les registres ; d'autres, fort heureusement plus rares, continuèrent à se servir purement et simplement des objets congréganistes sans se préoccuper des griefs que l'accusation pourrait en tirer.

Par bonheur, les tribunaux daignèrent apprécier en toute indépendance ces questions de fait et les juger humainement. C'est pourquoi, malgré les efforts du ministère public, ils n'ont pas osé donner tort aux anciens congréganistes. On ne trouve guère de décisions judiciaires où l'absence de règlements de compte soit visé comme un des motifs ayant entraîné la condamnation. Citons, à titre de curiosité, un jugement du 10 juillet 1903 (1) rendu par le tribunal

(1) *Bul. enseign.* 1903, p. 826.

de Châlons-sur-Marne. Dans les jugements rendus par les tribunaux de Mamers dû 13 mai 1903 et de Caen du 5 août 1903 (1), la fameuse présomption résultant de la vie commune et de la même œuvre dans le même local, a été autrement décisive pour entraîner la condamnation que l'absence de règlement de compte.

En présence de ces trois arrêts, nous négligerons d'inscrire toutes les sentences d'acquiescement. Nous nous contenterons de mentionner d'une façon toute spéciale l'arrêt de Limoges du 16 mars 1904 (2), relaxant un certain Champagnon, ancien frère mariste, qui avait trouvé plus commode et infiniment plus économique de ne rien régler du tout à la congrégation et même de garder pour son usage personnel certains objets appartenant à l'Institut. Les juges ont acquitté dans l'espèce, malgré le *caractère spécial de gravité de la prévention*.

§ 2. — NÉGLIGENCE IMPUTABLE AU SÉCULARISÉ QUI S'EST ABSTENU D'EXERCER SON DROIT DE RETOUR OU DE RESTITUTION. — THÉORIE JURISPRUDENTIELLE SUR LE CARACTÈRE A TITRE ONÉREUX DE L'AUMONE DOTALE.

Le ministère public, appelé de par ses fonctions, à contrôler la liquidation des biens des congrégations, a découvert dans le cours de ses opérations un

(1) *Bul. enseig.* 1903, p. 1165 et 523.

(2) *Bul. cong.* 1904, p. 254.

nouvel argument contre la sincérité de certaines sécularisations.

Frappé du désintéressement tout à fait monacal de la plupart des anciens congréganistes qui, en abandonnant leur ordre, n'avaient pas réclamé leur apport, il a prétendu que seule la fausseté de la sécularisation pouvait donner une explication de ce gratuit abandon.

En effet, l'actif des communautés religieuses, à la suite de la dispersion des membres, se trouve grevé d'un droit de retour et d'un droit de restitution.

Le droit de retour, aux termes de l'article 7 de la loi de 1825, visé par l'article 4 de la loi du 7 juillet 1904, ne peut avoir lieu qu'à l'égard « des biens acquis par donation entre vifs ou par disposition à cause de mort ».

La donation à cause de mort, usitée dans notre ancien droit, était une libéralité qui se faisait par contrat comme la donation entre vifs, mais qui produisait à peu près l'effet d'un testament auquel elle ressemblait par son caractère de révocabilité. Le Code civil ne reconnaît plus la donation à cause de mort dans le sens qu'on attachait autrefois à ce mot. Il n'y a donc plus aujourd'hui que deux formes de disposer à titre gratuit : la donation entre vifs et le testament. De telle sorte qu'il faut entendre cette disposition de la loi de 1825 en ce sens que les biens assujettis au droit de retour sont ceux qui ont été acquis

par donation entre vifs ou par testament. Ce seront notamment :

1° Les biens et valeurs qui appartenaienl aux congréganistes antérieurement à leur entrée dans la congrégation ;

2° Ceux qu'ils ont pu recueillir depuis leur entrée dans la congrégation. Pour cette seconde catégorie, il est utile, à l'exemple de la loi de 1901, article 18, §§ 5 et 6, d'envisager plusieurs cas : *a)* celui de biens recueillis dans une succession *ab intestat* en ligne directe ou collatérale ; *b)* celui de biens reçus par donation ou legs en ligne directe ; *c)* celui de biens reçus par donation ou legs autrement qu'en ligne directe, car pour cette dernière catégorie de biens le droit de retour ne s'exerce que si le religieux prouve ne pas être une personne interposée de l'article 12. En outre des congréganistes qui se trouvent dans les conditions spécifiées par les paragraphes précédents, d'autres personnes peuvent faire valoir le droit de retour : ce sont les donateurs ou testateurs ou leurs héritiers et ayants droit, à la condition que les biens donnés ou légués ne l'aient pas été avec une affectation charitable.

En sens inverse, le retour ne saurait avoir lieu à l'égard des choses qui auraient été acquises par des actes véritablement à titre onéreux, lors même que ces actes auraient été improprement qualifiés de donation. Et cette catégorie de biens, par suite du caractère onéreux reconnu généralement aux aumônes

dotales, empiète sur la première classe jusqu'à la réduire à d'infimes proportions. On donne ce nom d'aumônes dotales à l'ensemble des biens remis à la congrégation, lors de la profession religieuse, soit par le profès lui-même, soit par un tiers parent ou étranger en son lieu et place.

Dans le cours du siècle dernier, des difficultés s'étant produites sur l'existence de ces contrats, soit quant à la nature du droit d'enregistrement à percevoir, soit à l'occasion d'actions introduites après le décès d'un religieux contre sa congrégation, soit, plus fréquemment, dans le cas où une religieuse sortait volontairement de son couvent, la jurisprudence a créé un véritable régime juridique des aumônes dotales.

Elle a décidé que l'apport d'une aumône dotale constitue un contrat commutatif *do ut des* entraînant des obligations pour chacune des parties en cause ; contre le versement de la dot promise, la communauté prend à sa charge l'entretien et la nourriture du religieux, ainsi que le soin de sa santé en cas de maladie. C'est donc un contrat à titre onéreux qui exclut le droit de retour sur les biens versés (1).

(1) Albin Cuiret, *Liquidation en justice des biens des congrégations enseignantes*, chez A. Pedome, Paris, 1905 ; — Poitiers, 17 mai 1832, S. 32-2-406 ; — Agen, 22 mars 1836, S. 45-2-389 ; — Cass., 22 déc. 1851, S. 52-1-33 ; D. 52-1-37 ; — Cass., 10 fév. 1868, S. 68-1-179 ; — Paris, 22 janv. 1881, D. 82-2-105 ; S. 82-2-42.

Est-ce à dire que la dot ne sera pas sujette à restitution (1) ? Non certes ! Car précisément du caractère de ce contrat découle cette conséquence que l'action en reprise sera valablement exercée conformément à l'article 1184 du Code civil par l'apporteur ou par ses ayants droit toutes les fois que la congrégation ne remplira pas toutes ses obligations d'entretien. Or, par suite de la perte de ses biens et de la perte de ses membres, conséquence légale de sa suppression, la congrégation est mise dans l'impossibilité d'exécuter toutes les charges contractées envers le religieux, de ce fait le contrat est dissout et la dot, qui est le prix de l'engagement de la congrégation, doit être restituée.

§ 3. — LA NÉGLIGENCE DU SÉCULARISÉ N'A JAMAIS ÉTÉ UNE CAUSE
DE CONDAMNATION

Malgré l'existence incontestable de ces droits de retour et de restitution au profit des sécularisés, on est obligé de se soumettre à l'évidence et d'avouer que

(1) Larombière, t. II, art. 1183-1184, n° 72 ; — Aubry et Rau, 4^e édit., t. IV, § 302 *in fine* ; — Trib. civil de Vienne, 7 juin 1905, *Bul. Soc. enseig.* 1905, p. 923 ; *Bul. cong.* 1905, p. 569 ; — Trib. civil de Pontoise, 1^{er} août 1905, *Bul. cong.* 1905, p. 7, 24 sept. ; — Trib. civil de Limoges, 19 mai 1905, *Bul. cong.* 1905 ; 10 et 17 déc., *Gaz. Pal.*, 1905-2-287 ; — Trib. civil de la Seine, 24 mai 1905, *Bul. cong.* 4 juin 1905.

de leur côté les demandes ont été fort rares, même après la nomination du liquidateur. Faut-il, cependant, comme les parquets n'ont point négligé de le faire, tirer de cette absence de toute revendication un argument contre la sincérité de la sécularisation et dire, par exemple, que cette négligence, cette inaction, ne s'expliquent que par la survivance du vœu de pauvreté ? ou bien et spécialement alors contre les sécularisés isolément qui n'agissent pas, que, encore rattachés par des liens étroits à la congrégation toujours vivante, ils ne veulent pas la diminuer et devenir la cause indirecte de son déclin ?

Malgré de longues recherches, nous n'avons pu découvrir une sentence de condamnation fondée sur une telle raison. Au lieu de se laisser séduire par la subtilité de cet argument, les juges l'ont rejeté. Ils ont compris l'horreur des procès chez ces hommes, éducateurs habiles, mais gens d'affaires inexpérimentés. Ils ont su apprécier l'acte sublime de ceux qui ont franchi pour toujours le seuil de la congrégation sans réclamer leur part, l'abandonnant généreusement aux vieillards, aux infirmes incapables de gagner leur vie. Et enfin, ils les ont excusés, car les sécularisés avaient bien pu croire, en compagnie d'ailleurs d'éminents jurisconsultes (1), que le paiement des pen-

(1) Monier, conseiller à la cour d'appel de Paris, *Commentaire théorique et pratique de la loi du 7 juillet 1904 sur la suppression de l'enseignement congréganiste*.

sions prévues par l'article 5 de la loi du 7 juillet 1904 et l'article 7 de la loi du 25 mai 1825 constituait l'exécution de l'obligation de restituer imposée à la congrégation.

Nous dirons donc pour conclure, avec le tribunal correctionnel de Montauban (1) « qu'il est loisible à un associé qui se sépare de l'association de différer la liquidation de ses apports ; qu'il garde ainsi vis-à-vis de l'association la qualité de créancier, mais que cette qualité n'implique pas qu'il demeure associé, ni surtout, dans le cas d'association religieuse, que le congréganiste sécularisé reste soumis aux règles de la congrégation. »

Telles sont les principales présomptions invoquées par le ministère public !.

Même réunies, elles ne changent pas de caractère et demeurent toujours des présomptions de fait, qui, sans doute, peuvent parfois démontrer une affiliation coupable, mais qui ne « l'impliquent » pas. Car il ne peut y avoir de présomption légale sans un texte qui l'édicte.

Pour éviter une condamnation, il suffit d'expliquer d'une manière raisonnable la vie commune et les autres charges relevées par les parquets. En somme,

(1) Trib. corr. de Montauban, 14 janv. 1905 ; *Bull. congr.* 19 mars 1905 ; *Gaz. Pal.* 1905-1, p. 383.

ceux-ci, d'après la dernière jurisprudence, doivent saisir et mettre à jour le lien qui rattache un prévenu à une congrégation. Il leur faut pour cela découvrir un rapport de dépendance, un acte véritable de soumission. Et ils le doivent parce que aucun des faits ci-dessus invoqués n'est interdit par la loi (1).

(1) Voir, au point de vue de la vie commune, le rapport de M. Roulier à l'occasion des arrêts du 1^{er} mai 1903, D. P. 1903-1-397.

B. — Présomptions invoquées par la défense

CHAPITRE IX

LES LETTRES DE SÉCULARISATION
ET LES DISPENSES DES VŒUX

§ 1^{er}. — UTILITÉ INÉGALE AU POINT DE VUE DE LA SÉCULARISATION DES CERTIFICATS DE RADIATION ET DES LETTRES DE DISPENSE DES VŒUX.

Il ne nous semble pas inutile de rappeler à ce sujet que le religieux profès est lié par un double engagement : l'un contracté envers la congrégation et l'autre envers Dieu. Ces deux engagements, qui prennent naissance dans la même cérémonie, sont le plus souvent confondus ; mais on peut fort bien les distinguer, les séparer en raison ; d'ailleurs, celui-ci peut exister sans celui-là. Nous avons vu également que si des circonstances quelconques obligent le religieux profès à se séculariser, il lui suffira, pour se mettre

en règle avec la loi, de briser le lien congréganiste ; par contre, il pourra conserver intacts, sans courir aucun risque, les vœux qui l'unissent à Dieu. La loi civile, qui les ignore, ne lui demande pas ce surcroît de sacrifice. S'en faire relever est donc, pour lui, un acte de surérogation au point de vue de la sécularisation. Cependant, la plupart des religieux n'ont pas usé de cette faculté et, en quittant leur ordre, ont demandé avec le certificat de radiation la dispense des vœux.

§ 2. — CERTIFICAT DE RADIATION

La production du certificat de radiation n'a pas soulevé en justice de trop grosses difficultés. Sans doute, les parquets, pour leur enlever toute valeur, ont prétexté qu'une grave suspicion s'attachait aux attestations du signataire de ces lettres qui, en sa qualité de chef d'une congrégation, avait grand intérêt à en assurer l'existence, le fonctionnement, par des voies détournées. Mais, d'ordinaire, les tribunaux ne se sont pas attardés à l'examen de ces subtilités et ont prononcé le relaxe quand même (1).

Les certificats de radiation délivrés aux Petits-frères de Marie par le supérieur général, auteur de la circulaire de Saint-Amand, ont eu à subir un plus

(1) Bourges, 10 août 1903, *Bul. cong.*, 1903, p. 1074.

rude assaut. Les parquets prétendirent trouver dans la concordance des mesures recommandées, et de celles qui avaient été fidèlement observées, la preuve matérielle de la fausseté de la sécularisation. Quelques rares tribunaux ont accepté ces raisons. Citons, à titre d'exemple, un jugement du tribunal de Lille (1) affirmant que les circulaires découvertes dans un autre arrondissement annulaient complètement les certificats de radiation. Mais ce ne sont là que des sentences exceptionnellement dures et qui contrastent avec l'ensemble des décisions favorables aux sécularisés. Puisque, en effet, d'après la loi française, le religieux est libre de rompre quand bon lui semble et sans formalités aucunes le lien congréganiste, on ne peut raisonnablement pas lui faire grief d'un acte de déférence envers ses anciens supérieurs, acte également destiné à tranquilliser la délicatesse de sa conscience.

C'est ce que la cour d'Angers a précisé avec beaucoup de science et d'équité dans son arrêt de renvoi du 7 janvier 1904 (2) (affaire Cointe et Duret).

» *Attendu, dit-elle, qu'à l'instruction, à l'audience du Tribunal correctionnel de Château-Chinon et à l'audience de la Cour du 24 décembre 1903, l'attitude et les déclarations des prévenus ont été aussi nettes*

(1) Précité.

(2) *Bul. cong.*, 1904, p. 44.

que catégoriques ; qu'ils ont, sans la moindre hésitation, affirmé avoir rompu tous leurs engagements congréganistes et s'être entièrement et sincèrement retirés de l'institut avec lequel ils n'ont plus eu aucun rapport depuis leur laïcisation et auquel ne les rattache plus aucun vœu ni aucun lien d'obéissance ou de dépendance ; qu'ils produisent une lettre du frère Théophane, leur ancien supérieur général, datée du 1^{er} mai 1903, leur donnant acte de leur sécularisation et les autorisant à se retirer au mieux de leurs intérêts, ladite lettre produite au juge de paix de Luzy dès le 10 mai suivant ;

» Attendu qu'ils ont expliqué qu'ils devaient agir ainsi pour obéir à la loi du 1^{er} juillet 1901 et qu'ils le pouvaient aux termes de l'article 14 des statuts de la congrégation les autorisant à se retirer quand bon leur semblait ; que fréquemment des membres de l'institut se laïcisaient sans même prévenir le supérieur général, ainsi qu'ils en avaient le droit et que c'est uniquement par déférence qu'ils ont sollicité des lettres de sécularisation », etc...

C'est ainsi que s'expriment la plupart des jugements et des arrêts : aussi, actuellement, ne discute-t-on plus l'autorité du certificat de radiation délivré par le supérieur général.

§ 3. — LES LETTRES DE DISPENSE

La dispense des vœux, dont la plupart des sécularisés se sont munis, a soulevé des discussions intermi-

nables entre l'accusation et la défense. Nous les passerons sous silence, car elles n'ont plus aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif. Nous n'insisterons donc pas sur les arguments de l'accusation concernant l'application de l'article premier des Organiques aux décisions de la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers. Nous ne relèverons pas, non plus, les savantes et historiques réfutations de la défense. Mais, tout uniment, nous nous contenterons d'exposer le système de la jurisprudence qui a l'immense avantage de ne pas avoir vieilli et d'être toujours applicable, même après la promulgation de la loi du 9 décembre 1905.

Partant de ce principe, indiscutable depuis 1790, que la loi civile ne reconnaît plus les vœux monastiques et que le congréganiste est entièrement libre de quitter son ordre quand bon lui semble, les Tribunaux en ont déduit la conséquence que, pour eux, la sécularisation pouvait être réelle et sincère sans l'accomplissement d'aucune procédure quelconque. Mais, si le religieux, obéissant à un devoir de conscience, se fait, en outre, régulièrement relever de ses vœux, sa lettre de dispense, même sans avoir subi les formalités légales, constituera un élément de fait qui prouvera sa volonté bien arrêtée de changer d'état. Et dans ces conditions, l'acquiescement s'imposera doublement si le ministère public ne vient pas démontrer, de son côté, la persistance du lien congréganiste.

C'est ce que la Cour suprême a solennellement déclaré le 14 novembre 1903 (1) dans son arrêt de rejet du pourvoi formé par le Procureur de Bourges et également le 19 février 1904 (2), en confirmant un arrêt de Chambéry du 29 août 1903 (3) qui, détail intéressant, avait appliqué cette thèse aux rescrits de la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers.

Nous avons dit, plus haut, que depuis le vote de la loi de Séparation comme auparavant, la jurisprudence avait conservé ses mêmes positions. En effet, puisque le certificat de radiation et la dispense des vœux n'ont jamais été à ses yeux que de simples présomptions de l'homme, des indices soumis à l'appréciation souveraine des juges, puisque, par conséquent, cette preuve invoquée par le sécularisé n'a jamais puisé sa force et son autorité dans le Concordat ou les Articles organiques, eux abrogés, elle demeure toujours la même et pas du tout diminuée .

(1) *Bul. cong.*, 1903, n° 1058 ; *Gaz. Pal.*, 1903-2-534.

(2) *Bul. cong.*, 1904, p. 731 ; *Gaz. Pal.*, 1904-1-489.

(3) *Bul. cong.*, 1903, p. 895

CHAPITRE X

LES ACTES D'INCORPORATION

§ 1^{er}. — CES ACTES, SOUS LE RÉGIME DU CONCORDAT, S'IMPOSAIENT
SANS DISCUSSION AUX TRIBUNAUX

Il est un autre argument, jadis de tout premier ordre, et auquel la loi récente sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat a enlevé une partie de son autorité. Nous voulons parler de l'acte d'un évêque ouvrant à un religieux sécularisé les portes de son diocèse, pour l'y incorporer.

Cet acte épiscopal s'imposait autrefois aux Tribunaux d'une façon toute particulière. Comme il émanait d'une autorité reconnue, en vertu du principe constitutionnel de la séparation des pouvoirs, les magistrats de l'ordre judiciaire ne pouvaient pas le discuter. En effet, si, dans certains pays, le pouvoir judiciaire est placé assez haut pour avoir le droit de contrôler les actes de toutes les autorités, voire même de prononcer l'inconstitutionnalité des lois, en France, nous vivons sous un autre régime : le régime de

la séparation des pouvoirs. A côté du pouvoir judiciaire et indépendamment de lui, il y a le pouvoir exécutif ; l'un de ses attributs essentiels consiste à choisir les divers fonctionnaires, à organiser les différents rouages des services ; et ces nominations auxquelles il procède, les juges de droit commun ne peuvent les contrôler, les critiquer. Voici, par exemple, un garde champêtre nommé sans réunir les qualités requises ! Croit-on que ses procès-verbaux pourront de ce chef être discutés ? Nous ne voyons pas bien un soldat, poursuivi pour voies de fait sur son caporal, venir soutenir devant le Conseil de guerre qu'il n'a pas commis le délit de rébellion, parce que ce dernier a été promu illégalement ! Cette thèse n'est pas neuve en jurisprudence : en 1831, Dupin, alors avocat général à la Cour de cassation, a dénié aux tribunaux ordinaires le droit de réviser les décisions de l'autorité administrative et la Cour a consacré cette thèse par son arrêt. Pourquoi en aurait-il été autrement pour les actes d'incorporation ? C'est pourquoi, régulièrement, dans le cours du siècle dernier, toutes les fois que les décisions épiscopales furent attaquées devant les magistrats de l'ordre judiciaire, nous avons vu ceux-ci se déclarer incompétents. Citons, à titre d'exemple, l'arrêt du 27 février 1852 (1), dans lequel la Cour de Bordeaux déclare que les Tribunaux ordi-

(1) D. 1852-1-170

naires ne peuvent pas connaître des décisions de l'autorité ecclésiastique en matière disciplinaire.

Cette décision, déférée à la Cour de cassation, reçut le 24 juin 1852 (1) une consécration définitive en ces termes : « Attendu que la juridiction disciplinaire des évêques sur les ecclésiastiques a été consacrée par la loi organique du Concordat du 18 germinal an X ; qu'en cas d'abus, l'article 6 de la même loi n'ouvre de recours à la partie lésée que devant le Conseil d'Etat ; qu'ainsi les décisions prises, en cette matière, par l'évêque, conservent force et effet tant qu'elles n'ont pas été réformées par l'autorité compétente. »

Aussi fermement établie, cette jurisprudence s'est imposée d'une manière toute particulière ; c'est pourquoi ne trouvons-nous aucune note discordante. Encore à la veille du vote de la loi sur les associations, le Tribunal de Grenoble, dans un jugement du 5 octobre 1900, déclarait qu'en ces matières : « les Tribunaux ordinaires n'ont d'autres pouvoirs que celui d'assurer l'exécution des décisions épiscopales. Enfin, le 24 juillet 1901, le Tribunal d'Apt n'était pas moins catégorique dans une de ses sentences, en disant que « la décision d'un évêque en matière disciplinaire ne peut être ni discutée, ni critiquée devant les tribunaux ».

Cette doctrine puisée aux sources les plus pures de notre droit, fut tout d'abord condamnée par la Cour

(1) D. 1852-1-170 ; — *Sic* Portalis, « Lettre au Premier Consul », 20 floréal an XI.

de cassation. Ses arrêts du 1^{er} mai 1903 et plus tard ceux du 9 juillet de la même année prétendent tout uniment que « de tels actes constituent un ensemble de manœuvres destinées à éluder frauduleusement les prescriptions de la loi sus-visée ».

Une semblable prétention, injurieuse pour ceux qu'elle visait, ne trouva pas grand crédit auprès des Cours et des Tribunaux qui, pour la plupart, se refusèrent à l'admettre. Enfin, depuis le 1^{er} août 1903, la Cour suprême s'est décidée à confirmer les arrêts d'acquiescement. Néanmoins, dans ses décisions, elle a toujours évité avec habileté tout ce qui pourrait ressembler à une application du principe de la séparation des pouvoirs aux actes épiscopaux d'incorporation.

En veut-on un exemple significatif ?

Prenons l'arrêt de Bordeaux du 26 novembre 1903 (1), prononçant l'acquiescement des abbés Deval et autres missionnaires de la Compagnie de Marie. Nous y lisons les considérants suivants :

« Attendu que les trois prévenus, après la loi de 1901, adressaient au Souverain Pontife une supplique tendant à obtenir d'être relevés de leurs vœux ; que le 8 septembre de la même année, la Congrégation des Evêques et Réguliers, présidée par le cardinal Gotti, agissant en vertu des pouvoirs à elle conférés par le Pape, les déliait du lien qui les rattachait à la con-

(1) *Bul. cong.*, 1904, p. 205.

grégation des prêtres missionnaires de la Compagnie de Marie et les autorisait à se faire agréger au clergé séculier, sous la juridiction de l'évêque qui voudrait bien les accueillir ; qu'à la date du 25 septembre suivant, l'évêque d'Angoulême, en vertu du rescrit sus-visé, les agrégeait au clergé séculier de son diocèse et les déclarait soumis à sa juridiction ;

» Attendu que les lettres d'incorporation de l'évêque d'Angoulême constituent des actes d'administration ecclésiastique et que le principe de la séparation des pouvoirs s'oppose à ce que les Tribunaux judiciaires puissent se faire juge de leur validité. »

Voilà, certes, qui est bien net et catégorique. Que si, à présent, nous nous reportons à l'arrêt de cassation du 19 février 1904 (1), rejetant le pourvoi du Procureur général, nous y voyons que les conseillers se sont contentés de relever les faits de nature à démontrer la sincérité de la sécularisation ; parmi ces faits, ils ont mentionné la demande d'incorporation, sans parler aucunement de l'acte correspondant de l'évêque, sur lequel, pourtant, la Cour d'appel avait tout particulièrement insisté.

Ils prévoyaient, sans doute, que, une fois engagés dans cette voie et emportés par le démon de la logique, il leur faudrait aller jusqu'au bout et reconnaître, avec M. Waldeck-Rousseau lui-même, que : « l'exa-

(1) *Bul. cong.* 1904, pp. 205-208.

men de ces actes épiscopaux est, à coup sûr, du domaine administratif et l'interprétation des documents produits devrait, la plupart du temps, ressortir au Conseil d'Etat, par la voie de l'abus, conformément à l'article 6 de la loi du 10 Germinal an X ».

§ 2. — LES ACTES D'INCORPORATION, DEPUIS LA LOI DE SÉPARATION,
NE SONT PLUS QUE DE SIMPLS PRÉSUMPTIONS DE FAIT

Depuis la loi de séparation, on le conçoit aisément, la défense ne peut plus invoquer le principe de la séparation des pouvoirs en faveur des actes d'incorporation des évêques, ceux-ci ayant été dépouillés par elle de leur antique et séculaire autorité ! Mais, si les tribunaux ont dorénavant toute liberté d'appréciation à l'égard de ces pièces, ils pourront donc (rien ne s'y opposant) les tenir pour vraies et déclarer qu'à leurs yeux, elles sont une preuve des plus sérieuses de la sécularisation, puisque, d'après les constitutions de l'Eglise, elles excluent et détruisent *ipso facto* la qualité de religieux. En effet, tout ecclésiastique qui a reçu la prêtrise appartient forcément à une congrégation religieuse et vit alors sous l'autorité du supérieur de l'ordre, ou bien, au contraire, est incorporé à une diocèse. Il n'y a pas de milieu ! Si un religieux demande et obtient la sécularisation, le récent décret pontifical *Auctis admodum* lui enjoint, sous des peines très sévères et notamment sous peine de suspense, de demeurer dans son couvent jusqu'à

ce qu'il se soit procuré un patrimoine et qu'il ait trouvé un évêque qui veuille bien l'admettre dans son clergé. Ce n'est qu'à dater de ce jour que le moine pourra quitter le cloître pour ne plus relever désormais que de l'autorité épiscopale. En rentrant dans le clergé diocésain, il est devenu prêtre séculier ! Quelques auteurs, de même que les parquets, diminuent à plaisir l'autorité des actes d'incorporation. Prenant prétexte que, de tout temps et même sous l'ancien droit (où, cependant, les barrières des bénéfices réguliers et séculiers étaient difficiles à franchir), certaines cures ont été tenues par des religieux; ils prétendent que les actes épiscopaux d'incorporation ne démontrent, en aucune façon, la sincérité de la sécularisation. Cette objection semble reposer sur une confusion. Autre chose, en effet, est l'incorporation d'un ecclésiastique à un diocèse, incorporation qui a pour effet de le placer entièrement sous le pouvoir diocésain ; autre chose, la délégation par l'évêque, à un religieux, d'une certaine juridiction sur la totalité ou une partie des fidèles.

Lorsque un religieux pénètre dans un diocèse, fût-il revêtu du caractère sacerdotal, il n'a par lui-même aucun pouvoir de juridiction sur les fidèles, il ne peut valablement prêcher, confesser, distribuer les sacrements tant que l'évêque ne le lui aura pas expressément accordé. Faut-il s'étonner, dans ces conditions, que cette délégation prenne parfois un caractère particulier, à raison de certaines circonstan-

ces ? Que, par exemple, en reconnaissance du sublime apostolat de saint Jean-François-Régis, membre de la Compagnie de Jésus, un jésuite soit nommé curé de la Louvesc ? Cette nomination, hâtons-nous de le faire remarquer, n'aura pas d'influence sur la vie du religieux. Les jésuites qui, dans le courant du siècle dernier, remplirent cette fonction, n'ont jamais été considérés comme appartenant au clergé diocésain ; tous, au contraire, sont demeurés sous la dépendance immédiate de leurs supérieurs. Aucun d'eux n'a reçu des évêques de Viviers une dignité incompatible avec son caractère de congréganiste ; pas un n'a été nommé à un autre poste dans les environs. Pourquoi ? Tout simplement parce qu'ils n'étaient pas incorporés au diocèse, parce qu'ils étaient toujours congréganistes.

Donc l'acte d'incorporation, même encore aujourd'hui après le vote de la loi de séparation, doit entraîner le plus souvent le relâche, car, à lui seul, il constitue une preuve évidente de la réalité de la sécularisation.

Cette pièce est la négation même du caractère régulier.

CHAPITRE XI

PRÉSUMPTIONS DE FAIT INVOQUÉES PAR LA DÉFENSE

§ 1^{er}. — PRÉSUMPTIONS EXPLIQUANT PAR UNE RAISON AUTRE QUE LA CONTINUATION DE L'ÉTAT CONGRÉGANISTE LES CHARGES INVOQUÉES PAR LE MINISTÈRE PUBLIC.

Passons maintenant à l'étude des autres présomptions favorables aux sécularisés. Ces présomptions peuvent être classées en deux catégories.

Dans la première, nous rangerons toutes celles qui expliquent, par une autre raison que la continuation de l'État congréganiste, les faits invoqués comme charge par l'accusation.

La seconde embrassera toutes celles opposées à l'esprit congréganiste et à la règle qui ont été accomplies par l'ancien religieux, depuis sa sortie de l'ordre.

Les présomptions destinées à ruiner les arguments de l'accusation ont été étudiées, presque au complet, en même temps que ces derniers ; aussi n'y insiste-

rons-nous pas, ici, nous contentant de les rappeler le plus succinctement possible.

Faisait-on grief aux religieux de continuer la même œuvre ? Ils invoquaient la liberté de la profession d'instituteur.

Leur reprochait-on la vie commune ? Pour se défendre ils n'avaient que l'embarras du choix, car les raisons se pressaient en foule :

La modicité des ressources et l'avantage d'un logement gratuit (1) ; la surveillance obligatoire (2) ; la difficulté de trouver deux logements séparés dans le même village, parfois bien pauvre et bien modeste ; une similitude parfaite avec ce qui se pratique couramment dans les collèges, lycées et écoles du gouvernement ; enfin, la différence entre la vie commune des sécularisés et la vie de communauté des réguliers, dormant dans un dortoir, se levant et se couchant à heures fixes, se livrant ensemble à certains moments, à des exercices de piété.

Les repas en commun ont été également légitimés par les mêmes raisons d'économie, de surveillance et de temps.

On a parfois reproché la présence des mêmes élé-

(1) Crim. rejet, 25 juin 1904, *Bul. ens.*, 1904, p. 853 ; — Orléans, 26 janvier 1904, *Bul. ens.*, 1904, p. 289 ; *Gaz. Pal.*, 1904-1-484.

(2) Crim. rej., juin 1904, *Bul. ens.*, 1904, p. 849.

ves ! Il saute aux yeux que les boursiers ne viendront jamais remplir les écoles libres.

L'emploi des mêmes livres, des mêmes cahiers, s'est expliqué par des stocks en réserve chez la société civile.

On a parfois invoqué le même enseignement. Mais puisqu'il a toujours donné des résultats satisfaisants, pourquoi le changer ? D'ailleurs, la sécularisation ne pourra pas, quoiqu'on fasse, modifier chez l'ancien religieux la tournure d'esprit et les habitudes pédagogiques, résultat d'une très longue et très fructueuse expérience.

§ 2. — PRÉSUMPTIONS FAVORABLES AU SÉCULARISÉ, MAIS QUI N'ONT PAS POUR BUT DE DÉTRUIRE LES ARGUMENTS DE L'ACCUSATION.

Les présomptions, rangées dans la seconde catégorie, ont pour but de démontrer la sincérité de la sécularisation au moyen de faits positifs opposés à la règle, aux habitudes et aux usages conventuels. Ces actes, dit-on, accomplis par l'ancien religieux en pleine connaissance de cause et librement et qui, d'autre part, ne peuvent s'accorder avec l'observation des statuts, prouvent la rupture du lien congréganiste, l'entière liberté reconquise, en un mot la loyale sécularisation.

De son côté, la jurisprudence leur a fait bon accueil parce qu'ils constituent une preuve autrement

convaincante que certains griefs relevés par l'accusation et susceptibles d'une double interprétation. Malgré cela, on ne doit pas conclure que le relaxe sera de rigueur toutes les fois que la défense pourra s'appuyer sur un de ces actes opposés aux statuts ou à l'esprit congréganiste, car les juges du fond qui, en ces matières, ont les pouvoirs d'appréciation les plus étendus, sont toujours libres de l'admettre ou de la rejeter.

En fait, le plus souvent, la preuve de la sincérité de la sécularisation n'est résultée pour ceux-ci que du concours de plusieurs circonstances favorables qui, isolées, auraient été trouvées insuffisantes.

Ici encore nous nous bornerons à une brève et rapide nomenclature, car ces faits, pris *in abstracto*, sont bien ternes et il faut, pour leur donner tout l'éclat désirable, qu'ils aient été vécus et que, par conséquent, on puisse les montrer enchâssés au milieu des multiples incidents qui les ont accompagnés !

On a fait valoir, en premier lieu, les modifications extérieures de la personne telles que : l'abandon du costume, le port de la barbe (1).

Au sujet de l'habit et de son abandon, que n'a-t-on pas dit !

Mais cette preuve ne nous semble pas négligeable, car l'uniforme, même dans l'Etat laïque, joue un rôle

(1) Crim. rejet, 18 juin 1904, *Bul. ens.*, 1904, p. 849.

important. Peut-on, sans lui, concevoir une armée forte et homogène capable de nous donner la victoire ? Il semble que, lui disparaissant, la discipline, l'unité, l'esprit de corps, s'évanouiraient également et seraient à jamais perdus ? L'uniforme retient dans la voie de l'honneur et du sacrifice, il est un stimulant pour l'acquisition des vertus professionnelles. Or, c'est un fait d'expérience que la nature humaine est partout la même : c'est le même cœur qui palpite sous le dolman du soldat et sous le froc du religieux, un cœur capable de s'éprendre pour de nobles et sublimes causes, mais qui, dans la vie courante, ne doit négliger aucun moyen ingénieux pour demeurer fidèle au devoir. L'habit sépare le religieux du monde, à lui seul il est déjà un sérieux obstacle à toute émancipation ; sa disparition, on le conçoit, ne peut que rapprocher les distances et faire tomber les barrières. S'il est donc vrai que l'habit ne fait pas le moine, on doit, pour être juste, reconnaître qu'il le complète et qu'il lui est d'un précieux secours pour son perfectionnement.

On n'a point négligé, non plus, d'invoquer les changements survenus dans l'existence des prévenus et qui permettent de les confondre absolument avec le commun des mortels, notamment : l'acceptation par eux d'invitations à dîner (1), la réception de leurs parents (2), amis, la réception par chaque ex-congré-

(1 et 2) Trib. de Langres, 22 janv. 1904, *Bul. ens.*, 1904, p. 216.

ganiste de son traitement, l'emploi de ces ressources (1) au règlement de ses obligations, le libre choix des fournitures (2), le paiement fait par chacun de ses dépenses personnelles, le placement de ses économies (achat de valeurs, dépôt à la caisse d'épargne, chez un banquier), propriété d'un mobilier important, liberté pour chacun de consacrer ses loisirs aux distractions préférées, sorties au café, au théâtre, promenades à bicyclette, voyages d'agrément pendant les vacances, séjour dans la famille, l'absence d'exercices en commun ou d'offices, reprise des noms patronymiques, la dénomination de : Monsieur, Mademoiselle au lieu de frère, sœur, répétitions données à des jeunes filles par des sécularisés hommes (3).

Enfin, c'est avec raison que les défenseurs des sécularisés ont soigneusement noté les modifications parfois très importantes survenues dans le régime de l'école et principalement le changement de local, de professeurs, la diminution du personnel, l'augmentation des traitements, l'emploi des personnes mariées en même temps que des sécularisés, le personnel formé par des sécularisés de différents ordres, le service domestique intérieur confié à une femme, la résiliation

(1) Crim. rejet, 19 nov. 1904, *Bul. ens.*, 1904, p. 1269.

(2) Crim. rejet, 19 nov. 1903, id

(3) Trib. de Châtellerault, 29 juil. 1904, *Bul. ens.*, 1904, p. 969.

par le propriétaire de l'école de son contrat et le règlement de ses comptes avec la congrégation, les traités du propriétaire avec le directeur de l'école et du directeur avec ses adjoints. Tels sont les faits invoqués le plus fréquemment par la défense et, pour être juste, on doit reconnaître que, dans leur ensemble, ils sont absolument incompatibles avec l'état congréganiste et rendent par suite toute condamnation impossible.

Alier au café, au théâtre, se promener à bicyclette, voyager, est certes bien laïque !

Aussi, à moins de vouloir créer une nouvelle peine indélébile : celle de congréganiste à perpétuité, un nouvel esclavage, pire que l'ancien, puisqu'il ne comporterait pas d'affranchissement, on doit s'incliner devant la loyauté de telles sécularisations et les tenir pour vraies. Si, dans de semblables conditions, la sécularisation pouvait être déniée, c'est que les congréganistes seraient marqués comme d'une empreinte indélébile et que, à moins de quelque acte bruyant d'apostasie (acte qui serait peut-être encore discuté), ils n'auraient plus le droit de rentrer au sein de la vie et de la société commune. Or, rien ne heurterait davantage nos principes, nos lois et nos mœurs ». (1)

(1) Cour de Chambéry, arrêt du 29 août 1903, *Bul. cong.* 1903, p. 895.

LA LOI D'AMNISTIE

Jusqu'à présent nous avons gardé le silence sur la loi d'amnistie, promulguée par le *Journal officiel* du 3 novembre 1905 et, en réalité, nous n'avions pas à en parler, parce qu'elle n'apporte aucune modification à notre thèse. Elle a uniquement pour but d'éteindre toute action publique intentée contre les sécularisés avant le dépôt du projet de loi, c'est-à-dire avant le 27 juin 1905 ou d'effacer les condamnations prononcées contre eux.

Mais, s'il est inutile d'étudier ces effets qui ne soulèvent aucune difficulté, nous croyons devoir insister, au contraire, sur l'esprit qui inspire toujours une semblable loi.

Les Romains définissaient l'amnistie : *lex oblivionis* : loi d'oubli. Or, précisément, ce désir de pacification qui anime le législateur, doit, nécessairement, rejaillir sur les juges et les parquets et les porter, les uns et les autres, à l'indulgence et au pardon !

APPENDICE

DE L'ACTE NON CONGRÉGANISTE

§ 1^{er}. — EXPOSÉ DE LA QUESTION

Il est une autre situation ayant quelques analogies, quelques vagues ressemblances avec la sécularisation, et qui, à cette place, peut être étudiée avec profit. Nous voulons parler de la condition juridique du religieux qui, sans avoir brisé les liens le rattachant à son ordre ni obtenu la dispense de ses vœux, évite, avec soin, d'accomplir un acte congréganiste, afin d'échapper aux rigueurs de la loi pénale.

En visant dans son article 16 les personnes qui auront fait partie d'une congrégation non autorisée, la loi du 1^{er} juillet 1901 n'a pu incriminer en elle-même et indépendamment de toute manifestation extérieure, l'affiliation à une congrégation. Cette affiliation, en effet, tant qu'elle demeure dans l'intimité de la conscience, échappe aux pouvoirs administratif, judiciaire et politique. Ni un chef d'Etat, ni un préfet, ni un président du Tribunal ne peuvent s'en préoc-

cuper ; ils l'ignorent, de même qu'ils ignorent si cet engagement est temporel ou perpétuel. La valeur de l'obligation qui en résulte, comme aussi les conditions de sa rupture ne les regardent pas non plus.

L'affiliation même avouée à une congrégation continuée ou reconstituée ne peut donc point par elle-même tomber sous le coup de la loi. Le délit consiste, non pas à demeurer lié, mais à faire acte d'affilié à une telle congrégation. Cette thèse, il est vrai, a été vivement combattue par le ministère public qui, pour la faire rejeter, est allé puiser (attention vraiment délicate) un argument d'analogie dans une loi du 14 mars 1872, prononçant des peines sévères contre l'affiliation internationale des travailleurs, dont le but avéré était la destruction des droits de propriété, de famille, de patrie, de liberté des cultes. Et, de même que la loi de 1872 atteint le simple aveu, la simple preuve acquise de l'affiliation, même inerte, ainsi, à l'en croire, la loi du 1^{er} juillet 1901, qui procède de la même idée, qui est inspirée par les mêmes nécessités de sauvegarde et de préservation sociales, doit atteindre le congréganiste qui ne s'est pas fait relever de ses vœux.

A cela on a répondu qu'il ne faut pas exagérer la portée de la loi de 1872 ; en effet, comme, pendant la discussion, on reprochait à cette loi de faire pénétrer les investigations criminelles dans le domaine de l'idée, on convint d'exiger un acte extérieur et public qui manifestât l'affiliation.

Mais l'argument le plus décisif est tiré de la comparaison de la rédaction des deux textes ; en relisant l'un et l'autre on saisit aisément la différence profonde, totale qui les sépare.

Le premier, article 2 de la loi du 14 mars 1872, punit quiconque « *s'affiliera ou fera acte d'affilié à l'association* ». Le second, dans la disposition où il vise plus particulièrement l'individu, déclare que « *nul n'est admis à diriger, soit directement, soit par personne interposée, un établissement d'enseignement, s'il appartient à une congrégation religieuse non autorisée* ».

Il exige donc pour punir : 1° l'affiliation à une congrégation ; 2° l'enseignement, qui est un acte positif et extérieur. Par suite, le prévenu ne pourra être condamné qu'à raison de ses actes et non en vertu de la persistance tout idéale de ses vœux et de la seule abstention de démarches en vue de la sécularisation.

§ 2. — QUELS SONT LES ACTES CONGRÉGANISTES ?

Il nous reste maintenant à déterminer quels sont les actes desquels on peut légalement déduire la coopération réelle, effective à une agrégation congréganiste.

Ces actes, on le conçoit facilement, devront être clairement indiqués par la loi pénale, puisque leur désignation est en somme une prohibition de faire et,

par voie de conséquence, une atteinte portée à la liberté des personnes.

Or, si nous nous reportons à la loi de 1901, la seule incapacité édictée pour ceux qui appartiennent à une congrégation religieuse non autorisée, est, aux termes de l'article 14, celle de diriger un établissement d'enseignement ou d'y enseigner ; nulle part il n'est question d'une autre interdiction. Pour le reste, c'est donc le retour au droit commun, c'est-à-dire à la liberté. Cette idée a été mise en pleine lumière dans un arrêt de la Cour de cassation du 21 janvier 1904 (1).

Après avoir rappelé que, antérieurement, les dames Combréas Marie et Allemand Euphrasie, religieuses de Notre-Dame-de-Fourvières, établies à Chenereilles, s'y adonnaient à l'enseignement, l'arrêt énonce que depuis le rejet de la demande d'autorisation, les prévenues ne donnent pas l'enseignement, mais seulement l'instruction religieuse, d'où il suit que l'on ne peut plus leur faire grief d'avoir continué l'œuvre qu'elles poursuivaient précédemment ; dès lors, il est sans intérêt, ajoutaient les juges de cassation, de rechercher si les prévenues ont été relevées de leurs vœux, ces constatations précises, souveraines en fait, suffisant indépendamment de toute preuve et en tout état de cause, à justifier le relaxe.

Il découle de là que l'acte d'enseignement est,

(1) *Bul. cong.* 1904, p. 270 ; *Gaz., Pal.* 1904 I, p. 502.

d'après la loi, le seul acte nettement congréganiste qui, forcément, entraîne une condamnation s'il est accompli par un religieux n'ayant pas rompu le lien le rattachant à son ordre.

On nous objectera peut-être que consacrer la thèse de l'arrêt du 21 janvier 1904, c'est presque condamner au néant l'œuvre législative ? Il n'en est rien et la Cour de cassation elle-même a pris soin de nous rassurer en nous prouvant que, même ainsi réduite, la loi de 1901 possède un vaste champ d'application. C'est ainsi, par exemple, qu'elle a confirmé l'arrêt de la cour de Nîmes condamnant les jésuites de la Louvesc parce qu'il ressortait de l'ensemble des faits relevés souverainement par l'arrêt que, après le 3 octobre 1901, malgré leur dispersion apparente, ils avaient fait acte de congréganiste.

Il y a donc d'autres actes non expressément prévus par la loi de 1901 et qui peuvent entraîner la condamnation d'un religieux.

Ces actes, quels sont-ils ? Les indiquer ici est chose absolument impossible, car ils ne portent pas en eux-mêmes la preuve de la fraude comme pour l'acte d'enseignement ; ils deviennent répréhensibles, surtout à raison des incidents multiples et complexes qui les ont accompagnés.

Dans l'appréciation de ces faits, il est un gros écueil que les juges devront éviter soigneusement. Cet écueil, c'est la facilité avec laquelle on est instinctivement porté à croire qu'un acte est fait pour

le compte de la congrégation, lorsqu'on sait pertinemment que son auteur est encore fermement attaché à l'ordre et, une fois entré dans cette voie, le doute prend une apparence de certitude qui, peut-être bien à tort, fait prononcer une condamnation. Pour juger sainement, il faudra que les magistrats chassent tout soupçon et considèrent l'acte en lui-même, abstraction faite de la personne.

« *Nous n'admettons pas*, dit M. Laurent Athalin, conseiller à la Cour de cassation, dans son rapport précité, *que la persistance du vœu imprime un caractère punissable à tous les actes religieux qu'aura accomplis le prévenu depuis la dissolution de son ordre ; nous prétendons remonter de l'acte à la personne, nous nous refusons de descendre de la personne à l'acte. C'est pour quoi, ajoute-t-il, nous ne pouvons reconnaître un caractère délictueux à l'administration des sacrements, la prédication, la célébration de la messe par cela seul qu'ils sont accomplis par un prêtre non dégagé du lien congréganiste.* »

Il faudra donc, pour constituer le délit, que les circonstances accompagnant l'acte incriminé permettent de saisir les linéaments unissant encore le religieux à la congrégation.

C'est cette thèse que, dès les premières poursuites, la Cour de cassation a consacrée par de nombreux arrêts, notamment dans celui du 9 avril 1905 (1) :

(1) *Bul. cong.* 7 mai 1905.

» Attendu que l'arrêt entrepris constate, en fait, que les prévenus, sauf Villedieu, formaient à Clermont-Ferrand, rue Bansac, une résidence de jésuites, avec chapelle ouverte ; que la chapelle a été louée et affectée à un dépôt de bois ; que les défenseurs se sont dispersés dans la ville, Pâran avec un nommé Duclau, dont la cause est disjointe ; Beck avec Porteret, Poncet avec Villedieu ; qu'ils ont chambre distincte, salle à manger et cuisine en commun ; qu'ils disent la messe, soit à la cathédrale, soit à l'église du Port : qu'ils y ont un confessionnal sans indication de leur qualité ; qu'ils font individuellement des prédications dans les églises où ils sont demandés ; qu'ils n'ont pas démontré que ce soit pour se contrôler ou se surveiller qu'ils habitent à deux ; qu'ils justifient cet arrangement par des nécessités d'économie, étant sans ressources en dehors du produit de messes demandées, de sermons sollicités par les curés et de quelques leçons particulières, c'est-à-dire par des motifs étrangers à toute règle conventuelle ; que si Villedieu, venant de Moulins, est supposé avoir remplacé comme supérieur le nommé Dromard, qui est parti pour l'étranger, la prévention ne relève aucun exercice d'autorité de sa part, non plus qu'aucun acte de soumission de la part des autres prévenus. »

A la suite de ces constatations, la Cour décide que l'arrêt a pu, sans violer aucun principe de droit ni aucun texte de loi, décider qu'il n'était pas suffisam-

ment établi que les prévenus se soient révélés comme coopérant toujours à l'œuvre de la Compagnie de Jésus.

« Attendu qu'il est encore constaté, il est vrai, que, ayant prononcé des vœux dont ils n'ont pas été relevés, les défendeurs sont, de leur propre aveu, demeurés jésuites et n'ont pas sollicité d'autorisation ;

» Mais attendu que le seul fait de la persistance des vœux monastiques ne saurait constituer une présomption de délit, et que, dès lors, quelles qu'aient été à cet égard les déclarations des prévenus, il incombait au ministère public, pour justifier l'application de la loi, d'établir que, depuis la dissolution de leur ordre et l'abandon de son établissement à Clermont, les prévenus avaient continué à faire acte de congréganistes ;

» Qu'en l'état des constatations de l'arrêt, qui déclare que s'il est probable il n'est pas établi que les actes des prévenus soient admis ou dictés par leur congrégation, on ne saurait considérer l'exercice de la prédication, de la confession et la célébration de la messe comme des manifestations de l'état congréganiste. »

Cette théorie de l'acte congréganiste n'est point demeurée cantonnée aux actes de la vie sacerdotale, et des frères, des sœurs en ont utilement réclamé l'application à des actes bien différents, et les cours, les tribunaux ont accédé à leurs justes revendications.

C'est ainsi que la Cour d'appel de Riom, à son

audience du 12 décembre 1903 (1), a acquitté des frères de Saint-Genis-Laval qui soignaient des religieux infirmes parce que ce fait ne constituait pas la continuation de l'œuvre de la congrégation et que la justice a le devoir de s'appuyer sur leurs actes et non sur leurs déclarations, pour reconnaître que les prévenus sont congréganistes.

La même Cour d'appel, le 16 juillet 1903 (2), a relaxé les religieuses d'une congrégation autorisée qui, après avoir déféré à la décision ordonnant la fermeture d'un établissement scolaire, dépendant de leur ordre, ne sont restées dans l'immeuble que pour le garder et veiller à sa conservation.

De même, la Cour de Lyon, à son audience du 11 août 1903 (3) a confirmé un jugement du Tribunal de Montbrison acquittant deux religieuses qui, après la fermeture d'une école où elles enseignaient, avaient été recueillies chez un particulier et s'étaient depuis occupées de couture et de divers travaux domestiques.

La Cour ne s'arrêta pas sur ce que l'une d'elles faisait quelques catéchismes et donnait des leçons particulières à des enfants, au domicile de leurs parents, ce qui ne constitue pas la tenue d'une classe ou école.

(1) *Bul. cong.* 1903, p. 1123.

(2) *Bul. cong.* 1903, p. 754.

(3) *Bul. cong.* 1903, p. 867 ; *Gaz. Pal.*, 1903-2, p. 218.

Pour conclure et pour nous résumer, nous dirons :
1° que seul l'enseignement est un acte congréganiste au premier chef qui, *ipso facto*, dès qu'il est relevé, entraîne la condamnation du religieux n'ayant pas brisé ses liens avec l'ordre ; 2° que, en dehors de l'enseignement, il n'y a pas à proprement parler d'acte congréganiste ; les religieux auront donc, en principe, liberté entière et pleins pouvoirs. Ils pourront, par exemple : vivre ensemble, se livrer à des travaux, soigner des malades et même concéder l'autorité à l'un d'entre eux à raison de son âge, de son savoir, de ses qualités, à la condition que toutes ces actions ne soient pas la reproduction parfaite, exacte de l'état antérieur ; que, par exemple, si l'ordre est hospitalier, les visites aux malades ne soient pas faites exactement dans les conditions de régularité prévues par les statuts de l'ordre ; que, si une autorité est exercée, elle ne le soit pas en vertu de la règle et au nom de l'obéissance (1).

(1) Cour d'appel de Rennes, 29 juin 1904 ; — *Bul. cong.* 10 juillet 1904.

VU ET APPROUVÉ,
Le Président de la Thèse,
Ed. MEYNIAL.

Vu : Le Doyen,
Montpellier, le 25 juin 1906,
VIGIÉ.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Montpellier, le 25 juin 1906.
Le Recteur,
Ant. BENOIST.

BIBLIOGRAPHIE

BEAUNE. — Histoire du Droit coutumier.

BONIFACE (Hyacinthe). — Arrêts notables du Parlement de Provence, 1708.

BRODEAU. — Recueil de plusieurs notables arrêts du Parlement de Paris pris des Mémoires de Georges Louet et Julien Brodeau, 1700.

Bulletin des Congrégations.

Bulletin de la Société générale d'éducation et d'enseignement.

Corpus juris civilis.

CURET (Albin). — Liquidation en justice des biens des congrégations enseignantes.

DALLOZ : Périodique et Répertoire.

DARRAS. — Histoire universelle de l'Eglise.

Débats parlementaires : *Moniteur universel. Journal officiel.*

DENIZART. — Collection de décisions.

DURAND DE MAILLANE. — Dictionnaire de droit canonique.

DUVERGIER. — Collection des lois, ordonnances, règlements.

ESMEIN. — Histoire du Droit français.

ESPILLY. — Registres de la Chambre de Grenoble.

FLACH. — Les origines de l'ancienne France.

Gazette du Palais.

Gazette des Tribunaux.

GLASSON. — Histoire du Droit et des Institutions de la France.

GUILHIERMOZ. — Origines de la noblesse.

GUYOT DE VILLENEUVE. — Répertoire universel de Jurisprudence canonique et bénéficiaire.

ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises.

LABBÉ et COSSART. — Acta conciliorum et epistolæ decretales.

Mémoires du Clergé.

Moniteur judiciaire de Lyon.

MERLIN. — Jurisprudence générale.

OLIVE (D'). — Questions notables de Droit.

PORTALIS (Frédéric). — Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat de 1801.

POTHIER. — Œuvres complètes, t. X.

RAMBAUD et LAVISSE. — Histoire générale du VI^m^e siècle à nos jours.

Revue catholique des Institutions et du Droit.

RICHER. — Traité de la mort civile.

ROUSSEAU DE LACOMBE (Guy). — Recueil de Jurisprudence canonique, MDCCLV.

SIMON (Jules). — La liberté civile.

SIREY. — Recueil de Jurisprudence.

SIRMOND. — Concilia antiqua Galliæ.

STUREL. — Le congréganiste devant la loi.

TAINÉ. — Les origines de la France contemporaine.

VERMESCH (Ar.). — De religiosis institutis et personis.

VIOLET (Paul). — Histoire des Institutions politiques et administratives de la France.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	11

PROLÉGOMÈNES

DE LA SÉCULARISATION EN GÉNÉRAL

CHAPITRE PREMIER. — Différents sens que l'on a donnés à ce mot	15
CHAPITRE II. — La sécularisation réelle lato sensu.	17
CHAPITRE III. — La sécularisation réelle stricto sensu.	23
CHAPITRE IV. — La sécularisation des personnes en général et notion de la congrégation. . . .	29
CHAPITRE V. — Des deux espèces de sécularisa- tion personnelle	46

LIVRE PREMIER

LA SÉCULARISATION DEVANT LA LOI

CHAPITRE PREMIER. — La sécularisation sous l'ancien régime	49
---	----

	Pages
CHAPITRE II. — La sécularisation et le droit inter-médiaire.	75
CHAPITRE III. — La sécularisation et le droit moderne.	82
CHAPITRE IV. — Les circulaires ministérielles — Le décret du 3 messidor an XII	89
CHAPITRE V. — La proposition de loi Massé-Meunier	108
CHAPITRE VI. — Conclusion du livre premier . . .	111

LIVRE SECOND

LA SÉCULARISATION DEVANT LES TRIBUNAUX

CHAPITRE PREMIER. — INTRODUCTION AU LIVRE II	113
CHAPITRE II. — Du fardeau de la preuve. — Rappel des principes essentiels sur la preuve et application de ces principes aux sécularisés prévenus	115
 A. — Présomptions invoquées par le ministère public.	
CHAPITRE III. — La sécularisation sur place sans la vie commune	128
CHAPITRE IV. — La sécularisation sur place avec la vie commune	147
CHAPITRE V. — Supérieur fournissant les adresses et les indications sur les anciens congréganistes à ceux qui désirent des instituteurs libres laïques	166
CHAPITRE VI. — L'immeuble dans lequel est	

	Pages
donné l'enseignement appartient à l'ancienne congrégation du ou des sécularisés.	173
CHAPITRE VII. — Les circulaires de Saint-Amand	181
CHAPITRE VIII. — L'absence de règlement de compte entre les sécularisés et leur ancienne congrégation	187
B. = Présomptions invoquées par la défense	
CHAPITRE IX. — Les lettres de sécularisation et les dispenses des vœux.	197
CHAPITRE X. — Des actes d'incorporation. . . .	203
CHAPITRE XI. — Présomptions de fait invoquées par la défense	211
CONCLUSION DU LIVRE II	217
LA LOI D'AMNISTIE	218
APPENDICE. — De l'acte non congréganiste . .	219

ERRATA

- Page 37, ligne 16 : lire *facilitaient* au lieu de *faciliteraient*.
- 53, — 2 : lire *que de fois, sous l'ancien régime*.
 - 60, — 23 : lire *afin de permettre*.
 - 82, — 7 : lire *si l'on prenait*.
 - 82, — 8 : lire *laissait* au lieu de *laissé*.
 - 91, — 4 : lire *curé, desservant*.
 - 94, — 18 : après *nullement* ».
 - 105, — 6 : lire *également* au lieu de *uniquement*.
 - 105, — 14 : lire *nous la croyons de plus inapplicable dans l'espèce*.
 - 111, — 3 : lire *qui viennent* au lieu de *vienne*.
 - 112, — 14 : lire *suffisante* au lieu de *suffisance*.
 - 123, — 10 : lire *vit-on* au lieu de *on vit*.
 - 131, avant-dernière ligne : lire *3 octobre* au lieu de *30 octobre*.
 - 137, ligne 23 : lire *la notification* au lieu de *notification*.
 - 146, — 6 : lire *venait* au lieu de *vient*.
 - 146, — 22 : lire *qui vint* au lieu de *vient*.
 - 149, — 23 : lire *avait* au lieu de *avaient*.
 - 151, — 9 : lire *comme de la persistance* au lieu de *comme la persistance*.
 - 163, — 8 : lire *les prévenues* au lieu de *les prévenus*.
 - 163, — 9 : lire *bornées* au lieu de *bornés*.
 - 164, — 3 : lire *les prévenues* au lieu de *les prévenus*.
 - 164, — 7 : *idem*.
 - 203, — 9 : lire *comme il émanait d'une autorité légalement reconnue*.
-

MONTPELLIER. — IMP. FIRMIN, MONTANE ET SICARDI.
